



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME

Baromètre trimestriel



Mai 2018



Focus

Les PME face aux difficultés de recrutement

Principaux résultats

- **Trésorerie** : La situation de trésorerie des PME est jugée se dégradant quelque peu depuis six mois. Elle s'améliorerait toutefois lors des prochains mois selon les anticipations des chefs d'entreprise.
- **Délais de paiement** : Les délais de paiement des clients se seraient légèrement allongés. Ils restent jugés faibles.
- **Investissement** : Le dynamisme de l'investissement des PME est confirmé. Il peut d'ailleurs contribuer à expliquer cette petite dégradation de la trésorerie. Cet investissement est majoritairement orienté vers la modernisation et le renouvellement d'équipements. Il vise également de plus en plus à répondre aux défis environnementaux mais aussi à celui de la mise aux normes.
- **Accès au crédit** : Les PME disposent d'un accès plutôt aisé au financement, qu'il soit dédié à l'exploitation courante ou à l'investissement. Les conditions d'accès à ce dernier se sont toutefois un peu tendues en début d'année.
- **Freins à la croissance** : Les difficultés de recrutement sont plus que jamais perçues comme le principal frein à l'activité devant le niveau de la concurrence. Les fonds propres ne sont un frein à la croissance que pour 24% des PME mais cette proportion s'accroît régulièrement en relation peut-être avec l'investissement accru qu'elles réalisent. A noter enfin que le manque de débouchés ne limite que très marginalement la croissance.
- **Les difficultés de recrutement** : 3 entreprises sur 5 se déclarent confrontées à de telles difficultés. Pour un peu moins de la moitié d'entre elles, ces difficultés contraignent d'ores et déjà leur niveau d'activité. Elles proviennent d'absence de candidatures présentant le niveau de qualification ou d'expérience requis. L'inadéquation entre salaire demandé et offert n'est que le cinquième facteur causal recensé de ces difficultés.

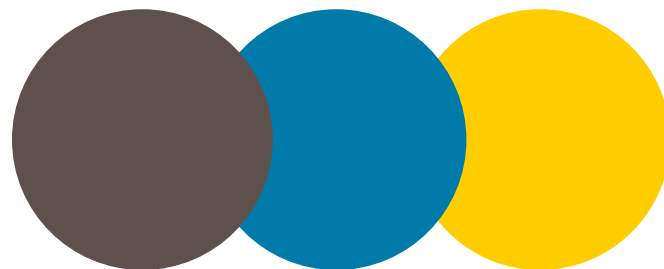
Face à celles-ci, une majorité d'entreprises envisagent de modifier leurs processus de recrutement et un peu plus d'un quart d'entre elles d'augmenter les salaires proposés. Elles essaient également de reporter ces difficultés vers des prestataires extérieurs (intérim, sous-traitance, travail détaché). Elles essaient encore d'augmenter la polyvalence de leurs salariés en place, de les former ou d'allonger la durée de leur travail, mais aussi de fidéliser la main d'œuvre en place via des avantages monétaires. Elles modifient peu leur organisation générale, que ce soit par un surcroît d'investissement dans l'automatisation des tâches ou par une nouvelle organisation du travail autour de solutions de mobilité.

SOMMAIRE

- 01. Résultats de l'enquête**
- 02. Focus : les PME face aux difficultés de recrutement**
- 03. Méthodologie**
- 04. Bpifrance Le Lab, Rexecode**

01.

Résultats de l'enquête

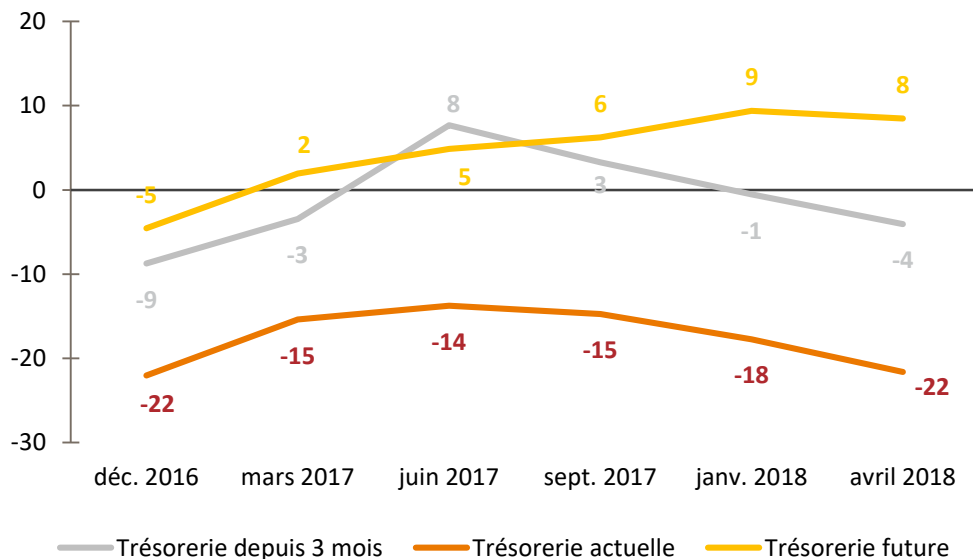


Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au cours des 3 derniers mois, les trésoreries se sont légèrement tendues pour le 3^e trimestre consécutif. L'indicateur perd 3 points sur le trimestre mais reste quasi stable sur un an (-1 point depuis mars 2017).

L'indicateur de la trésorerie actuelle perd également 4 points en 3 mois. Il est inférieur à son niveau de mars 2017 (solde d'opinion à -22 contre -15).

Toujours bien orientées, les perspectives à court terme marquent toutefois le pas (solde d'opinion à +8 après +9 à fin 2017).

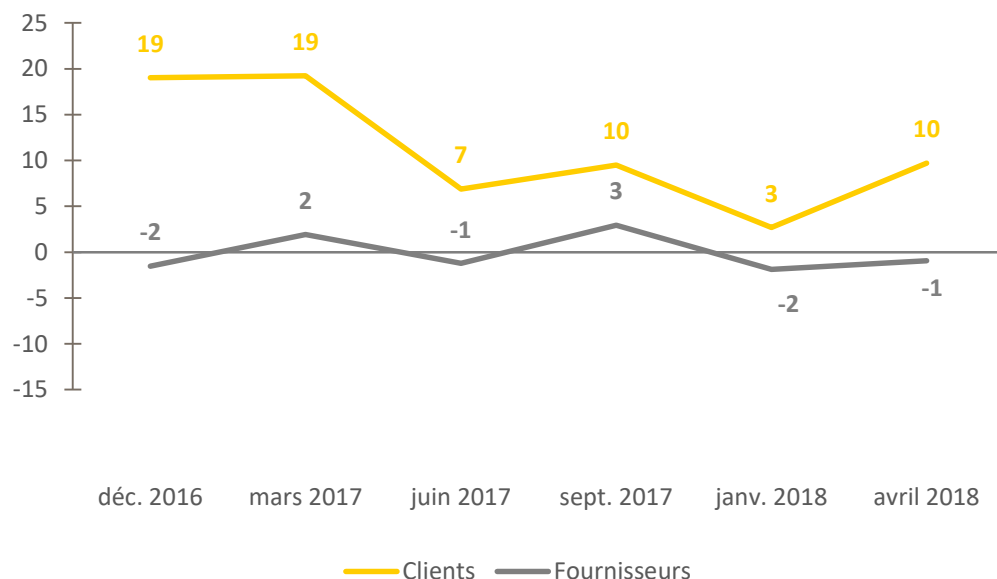
🔗 Les trésoreries des ETI et des grandes entreprises se sont dégradées au cours du 1^{er} trimestre 2018 (Rexecode, AFTE, « [France : enquête sur les trésoreries des grandes entreprises et ETI, Avril 2018](#) »)

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Au 1^{er} trimestre, les délais de paiement des clients se sont allongés retrouvant leur niveau de septembre 2017.

L'indicateur des délais de paiement clients gagne 7 points pour atteindre +10, niveau restant toutefois inférieur à celui enregistré en mars dernier (+19).

Celui des délais fournisseurs augmente d'un point en 3 mois. Négatif à -1, il retrouve le niveau observé en juin 2017.

👉 Les délais de paiement restent globalement bien orientés sur un an dans un contexte économique très favorable dans la majorité des secteurs.

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

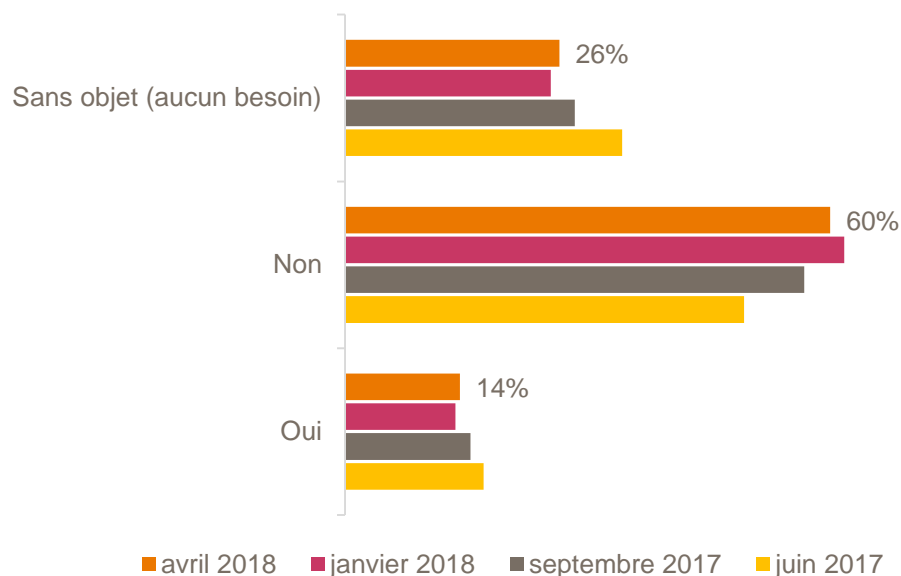
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Financement exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

% des répondants



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au cours des 3 derniers mois, les entreprises ont peu modifié leur recours au crédit court terme : 74% d'entre elles après 75% et 72% aux 2 trimestres précédents.

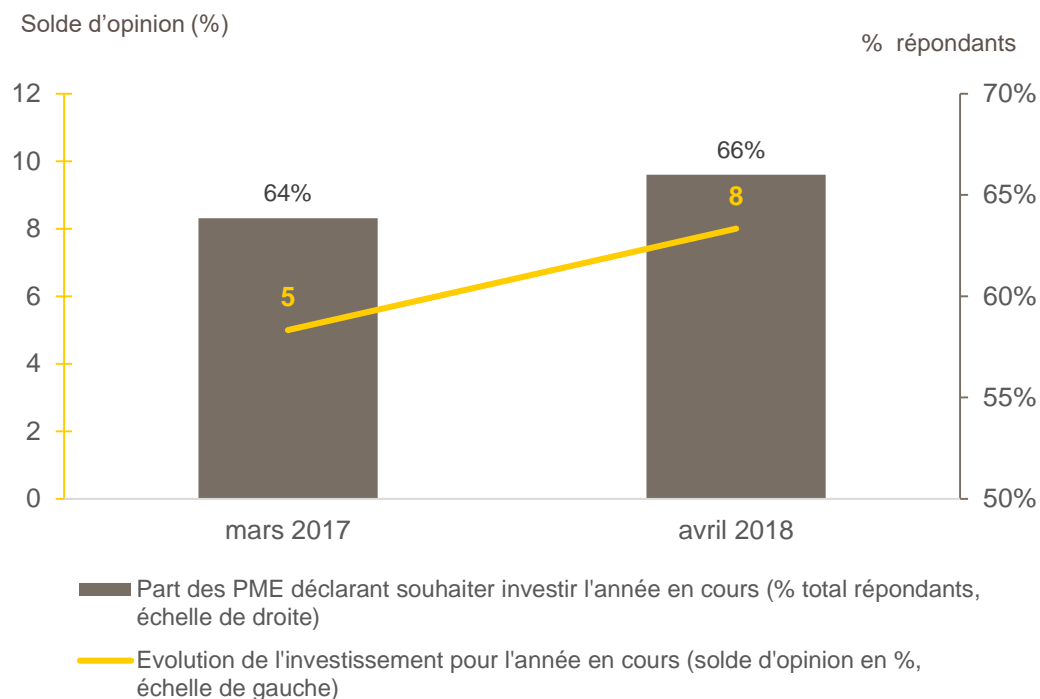
Parmi elles, seules 14% ont rencontré des difficultés de financement, proportion stable par rapport au trimestre précédent.

👉 L'enquête confirme une facilité globale d'accès au crédit pour les PME, en lien avec une amélioration de la situation financière et des conditions monétaires toujours très favorables. Cette appréciation est conforme à celle relevée par les grandes entreprises et les ETI selon l'enquête Rexecode / AFTE. Les établissements de crédit interrogés par la Banque de France font également état d'un assouplissement des conditions de financement des PME notamment.

Investissement (1/2)



- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront...? En hausse / Stables / En baisse
- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

En avril, 66% des chefs d'entreprise pensent investir cette année, proportion en hausse par rapport à celle du 1^{er} trimestre 2017.

L'évolution anticipée des dépenses est orientée à la hausse, l'indicateur progressant de 3 points en un an (+8 après +5 en mars 2017).

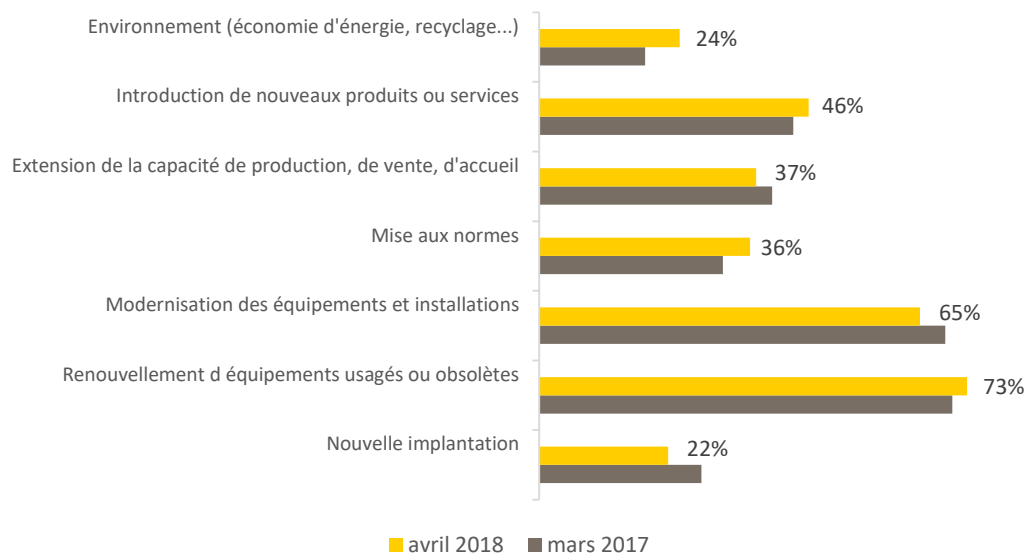
👉 L'investissement des PME est toujours très favorablement orienté. Il s'opère dans un contexte de perspectives de demande soutenues et alors que le taux d'utilisation des capacités est élevé occasionnant des difficultés d'offre accrues dans la plupart des secteurs. Le dynamisme des dépenses d'investissement peut également contribuer à augmenter les besoins en fonds de roulement et a pu participer à l'érosion de l'appréciation de la situation de la trésorerie.

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destinations(s) ?

% des répondants



Les dépenses d'investissement restent essentiellement destinées au renouvellement et/ou à la modernisation des équipements et installations, (respectivement cités par 73% et 65% des PME déclarant investir).

La part des budgets d'investissement destinée à l'introduction de nouveaux produits ou services, à l'environnement et à la mise aux normes est en augmentation par rapport à l'année précédente (respectivement +3, +6 et +5 points). Celle dédiée à de nouvelles implantations a en revanche reculé (-6 points sur un an).

Base : Répondants déclarant investir en 2018

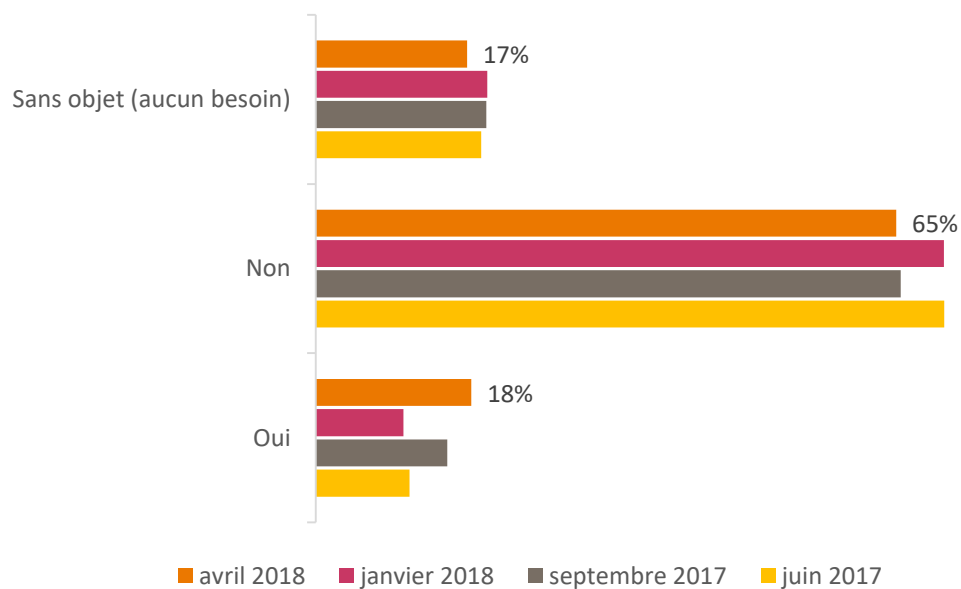
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

% des répondants



Plus nombreuses qu'aux trimestres précédents, 83% des PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année ou l'ayant déjà fait ont eu recours au crédit pour financer leurs investissements.

Elles sont également plus nombreuses à signaler des difficultés pour financer leurs investissements au 1^{er} trimestre 2018. En effet, 18% en ont rencontré, pourcentage en hausse de 8 points par rapport à celui du trimestre précédent (mais seulement +3 points par rapport à septembre 2017).

De même que pour le financement de l'exploitation courante, l'enquête confirme une facilité globale d'accès au crédit d'investissement pour les PME.

Base : Répondants déclarant investir en 2018

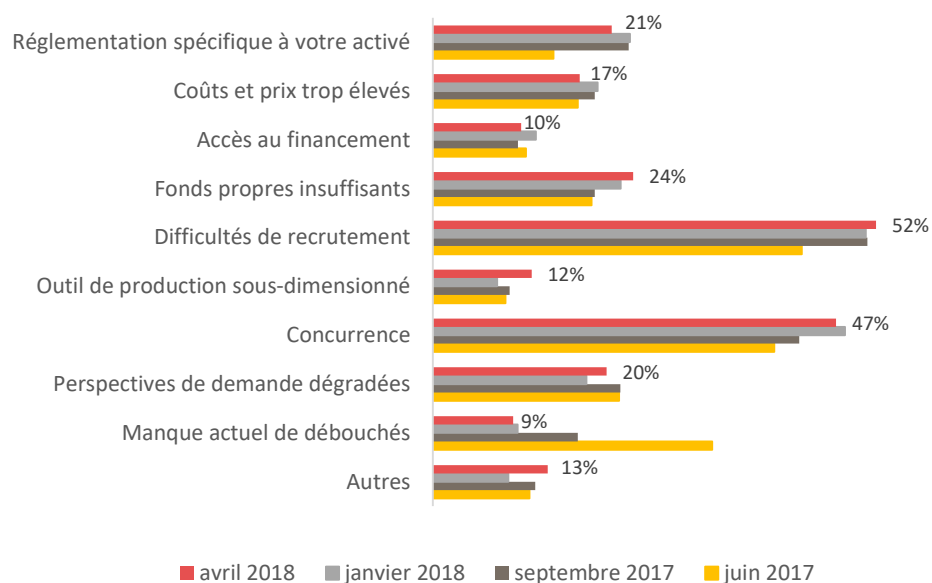
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Freins à la croissance



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?

% des répondants



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les difficultés de recrutement demeurent le principal frein à la croissance, citées par 52% des entreprises interrogées. Leur importance ne cesse de s'accroître par rapport aux trimestres précédents. Elles figurent parmi les 3 contraintes les plus citées depuis le début du baromètre et sont en 1^{ère} position pour la 4^e édition consécutive. La concurrence reste également un frein important. Elle est citée par 47% des entreprises après 48% au dernier trimestre.

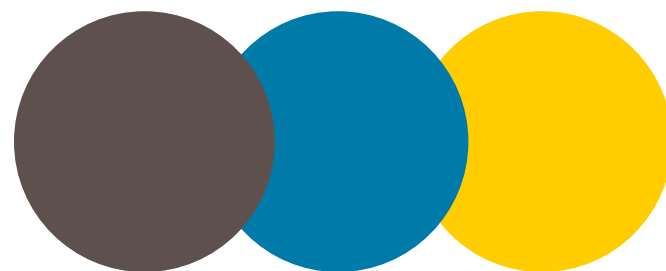
Viennent ensuite l'insuffisance des fonds propres (24%), en augmentation, et la réglementation spécifique à leur activité (21%), moins pesante. Le manque de débouchés comme la dégradation des perspectives de demande n'apparaissent plus comme un obstacle majeur.

Parmi les autres freins, plus marginaux, la réglementation et les lourdeurs administratives sont citées plusieurs fois.

👉 Si les difficultés de recrutement sont une contrainte rencontrée par l'ensemble des entreprises, les PME et les ETI apparaissent comme les plus vulnérables puisque les « talents » ont tendance à s'orienter en priorité vers les Grandes Entreprises (voir Bpifrance Le Lab, [Attirer les talents dans les PME et les ETI](#), janvier 2018).

02.

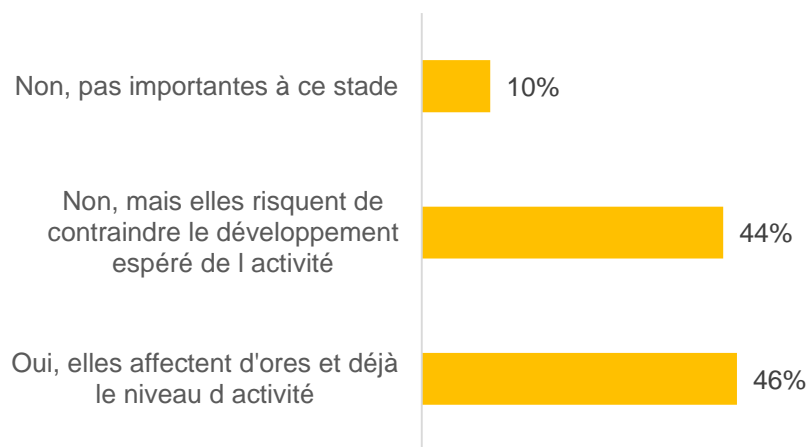
**Focus :
Les PME face aux
difficultés de
recrutement**



L'entreprise face aux difficultés de recrutement (1/5)



- **Question trimestrielle** : Sur les 12 derniers mois, avez-vous rencontré des difficultés pour recruter du personnel ?
Oui / Non / Non concerné (pas de besoin de recrutement)
- Si oui, ces difficultés contraignent-elles l'activité de votre entreprise ?



Base : Répondants ayant l'intention de recruter
Source : Bpifrance Le Lab/ Rexecode

En 2018, 86% de entreprises de l'échantillon ont des projets d'embauche. Parmi elles, 61% ont rencontré des difficultés pour recruter le personnel nécessaire au développement de leur activité.

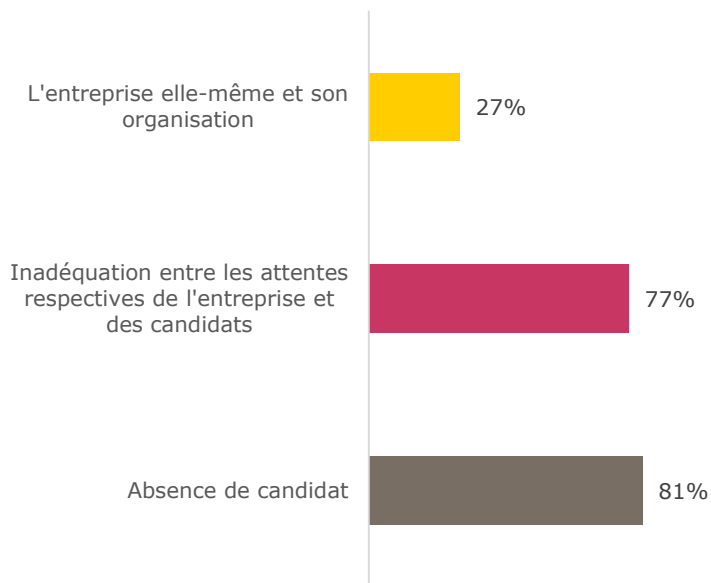
Ces difficultés affectent d'ores et déjà l'activité de 46% d'entre elles et 44% le craignent.

👉 Dans un contexte d'amélioration de la demande de travail, de plus en plus d'entreprises rencontrent d'importantes difficultés de recrutement dépassant nettement le niveau de difficultés ressenti en 2007, avec pourtant un marché du travail plus tendu. (66e enquête semestrielle de conjoncture auprès des PME, Bpifrance Le Lab, janvier 2018).

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (2/5)



- Quelles ont été la ou les barrières à l'embauche (plusieurs réponses possibles) ?



L'absence de candidats, citée par 81% des chefs d'entreprise, est la principale difficulté rencontrée. L'absence de candidats doit cependant être comprise en termes de candidats « adaptés ». Seules 15% des PME ayant l'intention de recruter ont cité l'absence de candidat comme le seul frein.

Pour plus des $\frac{3}{4}$ des PME, l'adéquation de leurs attentes à celles des candidats est difficile à établir.

Seules un peu plus d'un quart des PME mettent en cause leurs entreprise en elle-même et son organisation... mais relèvent de la perception des candidats.

Note de lecture : 77% des entreprises ont cité au moins un des items relatifs à l'inadéquation de leurs attentes à celles des candidats (en rouge) comme source de difficultés à recruter.

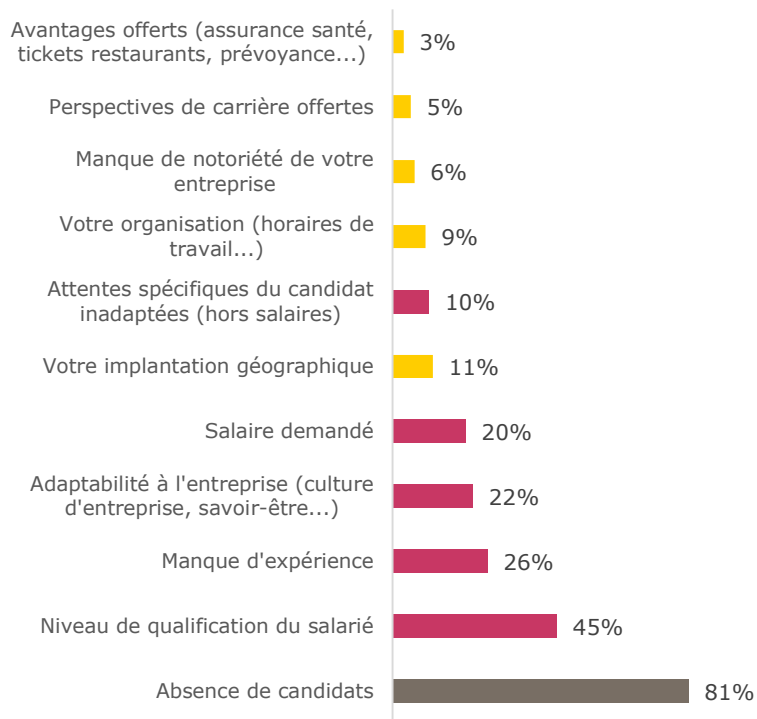
Base : Répondants ayant l'intention de recruter

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (3/5)



- Quelles ont été la ou les barrières à l'embauche (plusieurs réponses possibles) ?



- L'entreprise elle-même et son organisation
- Inadéquation entre les attentes de l'entreprise et celles des candidats
- Absence de candidat

Base : Répondants ayant l'intention de recruter

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

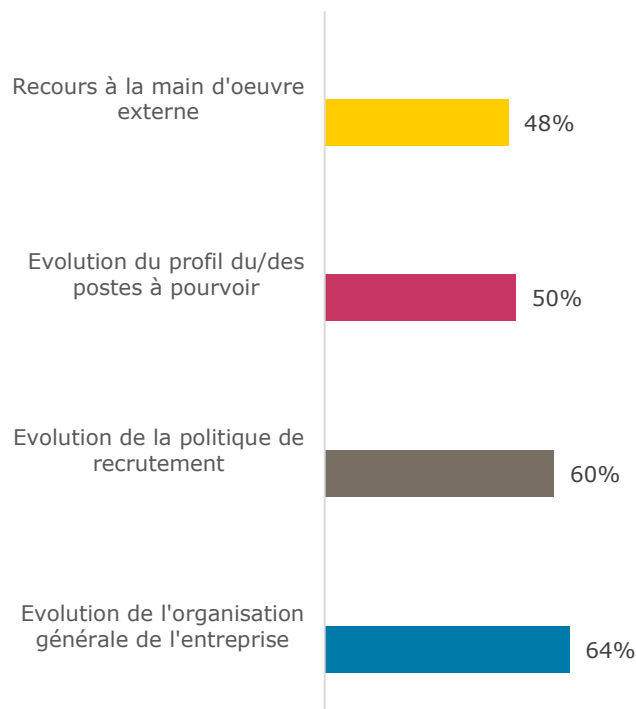
Les entreprises peinent à trouver le niveau de qualification et d'expérience adapté chez les candidats (cités comme barrière par respectivement 45% et 26% des PME). 22% d'entre elles doutent également de l'adaptabilité des candidats à la culture de leur entreprise.

Les avantages sociaux, les perspectives de carrière, la notoriété de l'entreprise sont moins cités par les dirigeants de PME. Quant au salaire demandé, il apparaît au 5^e rang des raisons aux difficultés de recrutement. Il est cité dans 20% des cas. Cette proportion était de 23% en juin 2017.

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (4/5)



- Ces difficultés vous ont-elles amené à (plusieurs réponses possibles)... ? :



Pour tenter de remédier à ces difficultés, et outre les contraintes qu'elles exercent déjà sur le niveau de l'activité, les chefs d'entreprise ont fait évoluer :

- l'organisation générale de leur entreprise (64%),
- leur politique de recrutement (60%),
- le profil du/des poste/s à pourvoir (50%),

et enfin ont recouru à la main d'œuvre externe (48%).

Note de lecture : 64 % des PME ont mis en place une et/ou plusieurs actions pour faire évoluer l'organisation générale de leur entreprise face à leurs difficultés de recrutement.

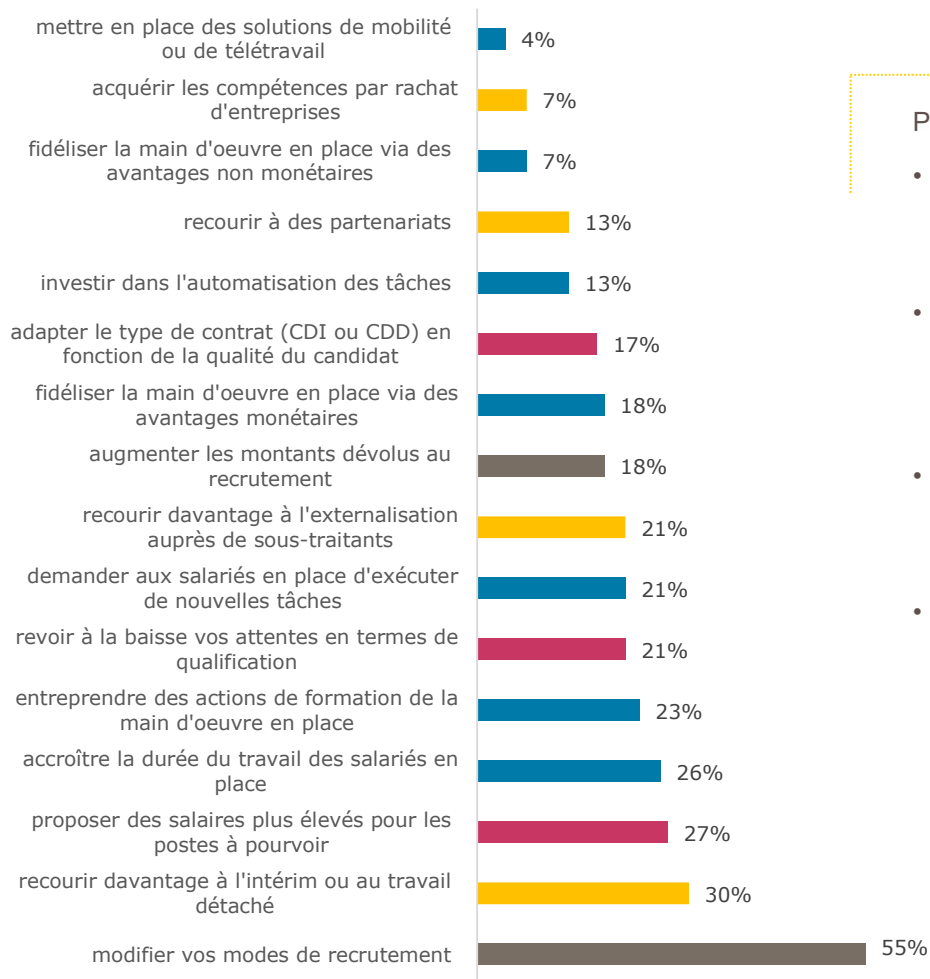
Base : Répondants ayant l'intention de recruter

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (5/5)



- Ces difficultés vous ont-elles amené à (plusieurs réponses possibles)... ? :



Plus précisément, les chefs d'entreprise ont été amenés à :

- modifier leurs modes de recrutement (réseaux sociaux, concurrents, cabinets de chasseurs de tête...) (55% des citations), ou à y consacrer des moyens financiers plus importants (18%),
- reporter ces difficultés de recrutements sur des prestataires extérieurs que ce soit par le recours à l'intérim et au travail détaché (pour 30% des PME), par l'externalisation auprès de sous-traitants (21%) ou, plus marginalement via des partenariats ou des rachats d'entreprises.
- ajuster leurs critères de recrutement : en proposant des salaires plus élevés (pour 27% d'entre elles), en abaissant leurs exigences en termes de qualification (21%), ou encore en modifiant le mode de contractualisation (17%).
- Modifier l'organisation interne de l'entreprise : en développant la polyvalence des salariés en place (21%) au moyen notamment d'actions de formation (23%), en augmentant la durée du travail (heures supp', allongement des temps partiels, 26%), en augmentant les rémunérations (18%). En revanche, les difficultés de recrutement n'incitent que peu les chefs d'entreprise à investir dans l'automatisation des tâches (13%) et encore moins à mettre en place des solutions de mobilité de la main d'œuvre ou du télétravail (4%).

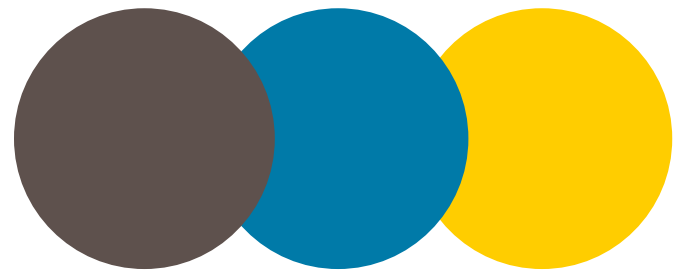
- Recours à la main d'œuvre externe
- Évolution du ou des postes à pourvoir
- Évolution de la politique de recrutement
- Évolution de l'organisation de l'entreprise

Base : Répondants ayant l'intention de recruter

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

03.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique du 10 au 18 avril 2018.

Champ : PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire comporte **10 questions autour de trois axes**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

et **une question thématique sur les difficultés de recrutement**, leurs causes et leurs conséquences pour l'entreprise.

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = $[(x \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$

Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ « bon / aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais / difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

04.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprises, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprises dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

Bpifrance Le Lab

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

Rexecode



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME

Baromètre trimestriel

Septembre 2018

Focus

**PME et Responsabilité Sociétale de
l'Entreprise**

Principaux résultats

- **Trésorerie** : La situation de trésorerie des PME est jugée en amélioration depuis le printemps et la proportion de chefs d'entreprise qui la jugent aisée est au plus haut. Cette embellie resterait toutefois de courte durée, du moins si les anticipations de dégradation de la situation de trésorerie dans les trois prochains mois que retiennent les chefs d'entreprise venaient à être confirmées.
- **Investissement** : 3 PME interrogées sur 5 anticipent d'investir au cours de cette année et l'enveloppe dédiée à l'investissement serait en accroissement, l'indicateur prévisionnel progressant de 8 points sur un an. Ce sont à la fois les besoins de renouvellement mais aussi de modernisation des équipements qui motivent ces dépenses bien avant l'extension des capacités ou l'introduction de nouveaux produits ou procédés.
- **Accès au crédit** : Les PME ont tendance à recourir de plus en plus aux concours bancaires, qu'il s'agisse de financer leur exploitation courante ou leurs investissements. Les conditions d'accès au crédit paraissent aisées : la proportion d'entreprises déclarant avoir rencontré des difficultés est en recul, quel que soit le type de financement.
- **Freins à la croissance** : Ce sont à nouveau les difficultés de recrutement qui sont perçues comme le principal frein à l'activité et ce pour une proportion encore croissante d'entreprises. En effet, 56 % d'entre elles citent ces difficultés comme premier frein à l'activité loin devant le niveau de la concurrence (44%). A noter que si le manque de débouchés ne limiterait que très marginalement la croissance, en revanche une proportion accrue de PME fait part de perspectives de demande dégradées.
- **PME et RSE** : 1 PME interrogée sur 5 déclare avoir mis en place une démarche RSE, une proportion stable. Le manque de moyens humains et de temps explique pourquoi la démarche RSE n'est pas perçue comme une priorité par 47 % des chefs d'entreprise. Parmi les entreprises ayant mis en place une démarche RSE, la proportion de celles ayant conduit une action dans le domaine environnemental s'accroît. Elle est de 84 %. Les actions conduites portent de plus en plus sur chacune des modalités : gestion des déchets, protection de la biodiversité, utilisation durable des ressources. La santé et la sécurité au travail sont les domaines d'application privilégiés en ce qui concerne les aspects sociaux de la RSE ainsi que la loyauté des pratiques en matière de développement durable. La démarche RSE est de plus en plus souvent sanctionnée par le recours à la certification ainsi que par un bilan carbone. Si 52 % des chefs d'entreprise jugent que cette démarche a un impact « image » favorable pour leur entreprise, 37% jugent qu'elle n'a pas d'effet positif à ce jour. Enfin, la proportion d'entreprises envisageant de mettre en place des plans de formation a un peu reculé depuis un an et les formations plébiscitées sont de plus en plus celles liées à l'acquisition de compétences techniques.

SOMMAIRE

- 01. Résultats de l'enquête**
- 02. Focus : PME et Responsabilité Sociétale de l'Entreprise**
- 03. Méthodologie**
- 04. Bpifrance Le Lab, Rexecode**

01.

Résultats de l'enquête

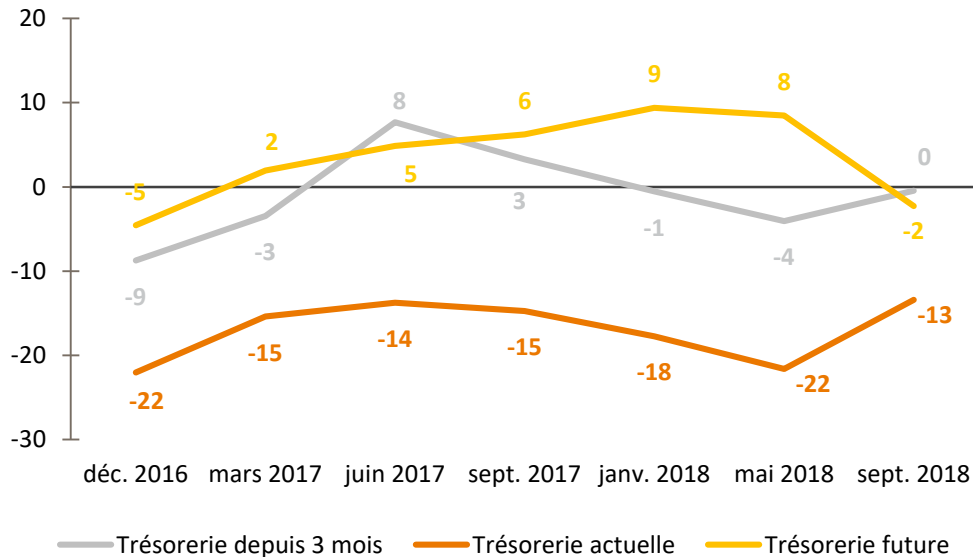


Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au cours des 3 derniers mois, les trésoreries se sont assouplies mettant fin à 3 trimestres consécutifs de dégradation. L'indicateur gagne 4 points entre mai et septembre mais s'inscrit en recul de 3 points sur un an.

Corroborant cette amélioration, l'indicateur de la trésorerie actuelle progresse de 8 points à -13 entre mai et septembre, son meilleur niveau depuis le début du Baromètre.

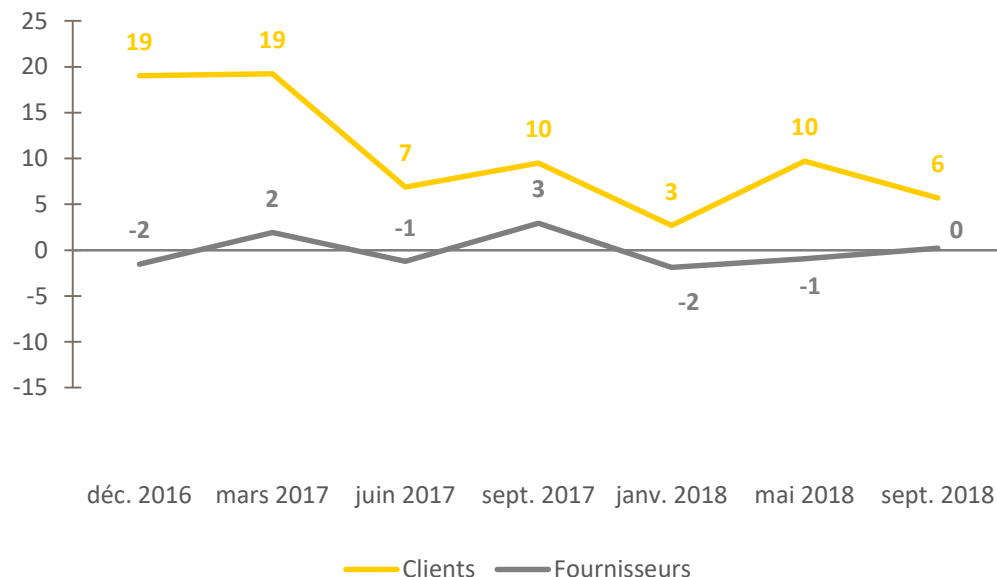
Pour autant, les perspectives à court terme se dégradent (repli de 11 points du solde d'opinion à -2).

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



En septembre, les délais de paiement des clients se sont raccourcis par rapport au mois de mai 2018 et sur un an. Sur ces périodes, l'indicateur s'est replié de 4 points à +6.

Celui des délais fournisseurs se stabilise sur la période récente (+1 point entre mai et septembre 2018 à 0) et progresse légèrement sur un an (-3 points).

👉 Les délais de paiement sont globalement bien orientés sur un an dans un contexte économique très favorable dans la majorité des secteurs.

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

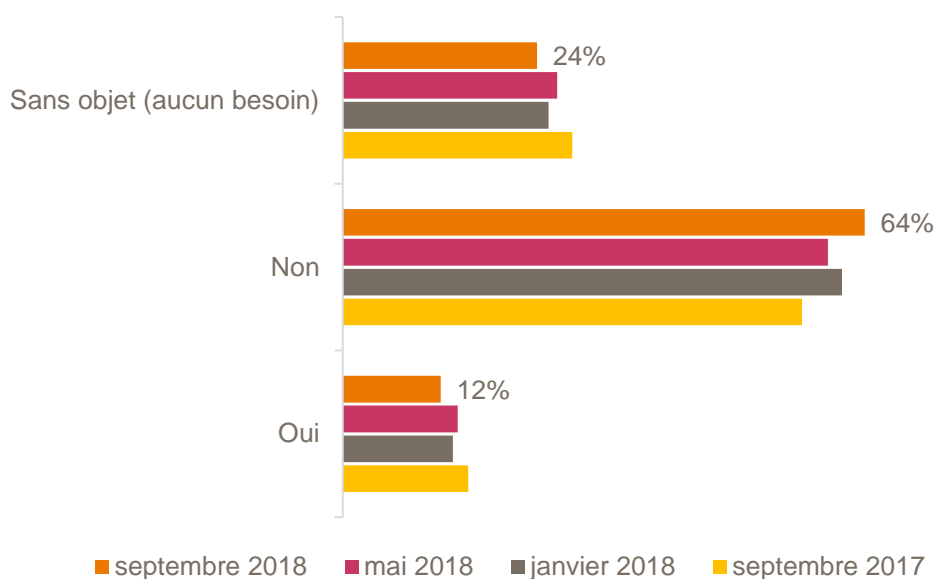
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

% des répondants



Au cours des 3 derniers mois, les PME ont peu modifié leur recours au crédit de court terme : 76% d'entre elles d'entre elles ont fait appel aux organismes de crédit pour financer leur exploitation courante après 74% et 75% aux 2 trimestres précédents. Toutefois, il est à noter que ce pourcentage est en hausse de 4 points sur 1 an.

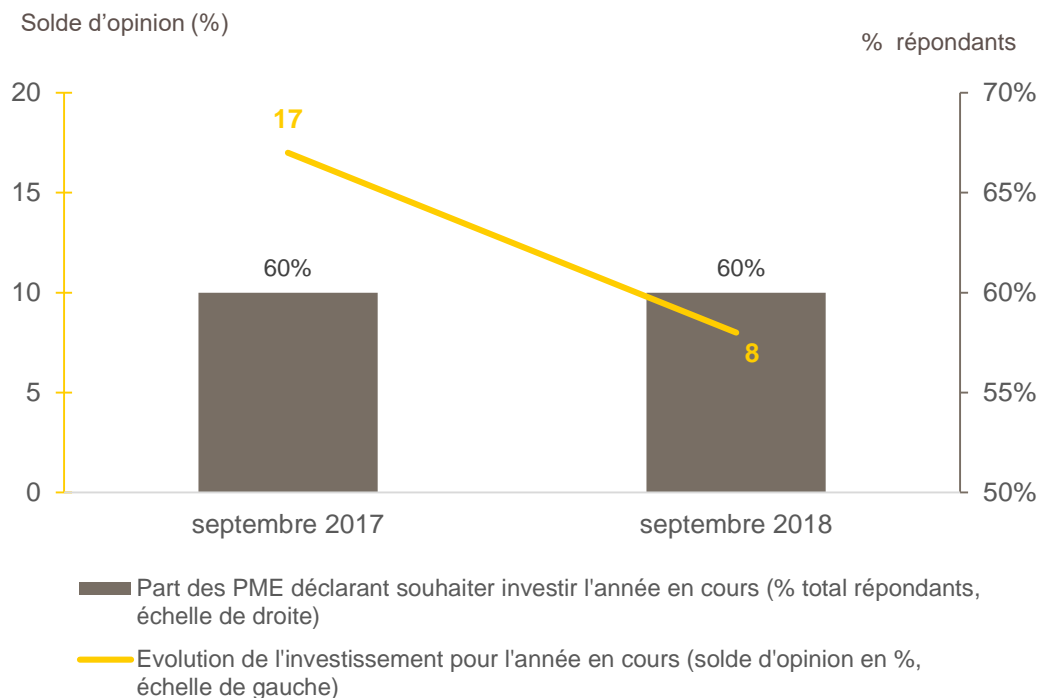
Parmi les entreprises ayant sollicité un crédit de court terme, seules 12% ont rencontré des difficultés d'accès au financement, proportion toujours très faible et de nouveau en baisse par rapport aux trimestres précédents (-5 points sur an).

Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Investissement (1/2)



- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront...? En hausse / Stables / En baisse
- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

En septembre, 60% des chefs d'entreprise ont investi ou pensent le faire d'ici la fin de l'année, proportion stable par rapport à celle de septembre 2017 mais perdant 6 points par rapport au 1^{er} trimestre 2018.

L'évolution anticipée des dépenses est toujours estimée en hausse mais affiche une croissance moindre qu'en septembre 2017, l'indicateur reculant de 9 points en un an (+8 après +17).

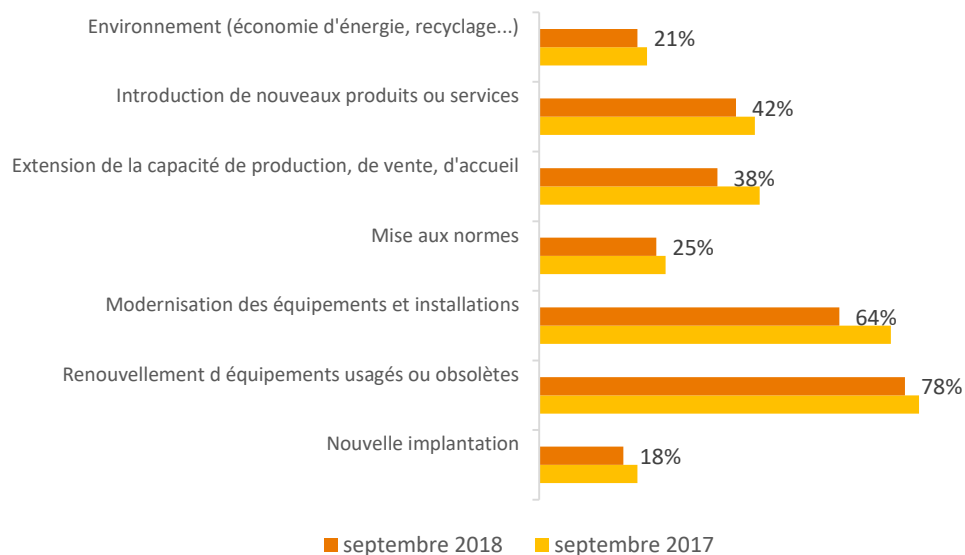
👉 L'investissement des PME reste bien orienté mais sans accélération. Il s'opère dans un contexte de perspectives de demande soutenues et alors que le taux d'utilisation des capacités est élevé occasionnant des difficultés d'offre accrues dans la plupart des secteurs.

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destinations ?

% des répondants



Base : Répondants déclarant investir en 2018

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les dépenses d'investissement restent essentiellement destinées au renouvellement et/ou à la modernisation des équipements et installations, (respectivement cités par 78% et 64% des PME déclarant investir).

L'introduction de nouveaux produits ou services, et/ou l'extension de la capacité de production, de vente ou d'accueil représentent une part non négligeable des budgets d'investissement (respectivement 42% et 38%).

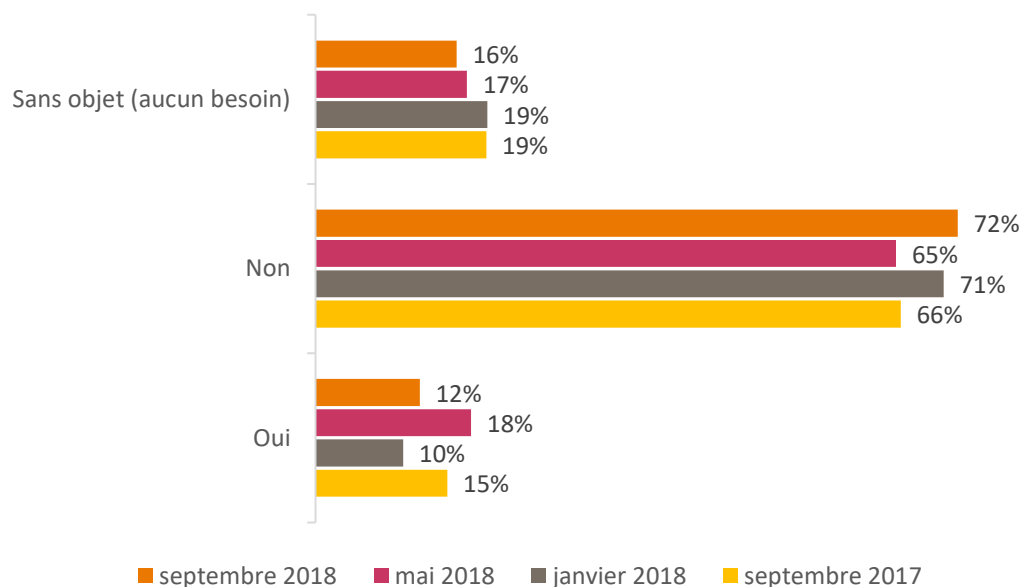
De manière générale, les montants alloués aux investissements sont en diminution pour toutes les destinations. Ceux consacrés à la modernisation des équipements et des installations enregistrent la plus forte baisse (-11 points en 1 an).

Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

% des répondants



Plus nombreuses qu'aux trimestres précédents, 84% des PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année ou l'ayant déjà fait ont eu recours au crédit pour financer leurs investissements. Cette proportion progresse de 3 points sur 1 an.

Elles sont moins nombreuses à signaler des difficultés pour financer leurs investissements au 3^{ème} trimestre 2018. En effet, 12% en ont rencontrées, pourcentage en baisse de 6 points par rapport à celui du trimestre précédent (et de 3 points par rapport à septembre 2017).

De même que pour le financement de l'exploitation courante, l'enquête confirme une facilité globale d'accès au crédit d'investissement pour les PME.

Base : Répondants déclarant investir en 2018

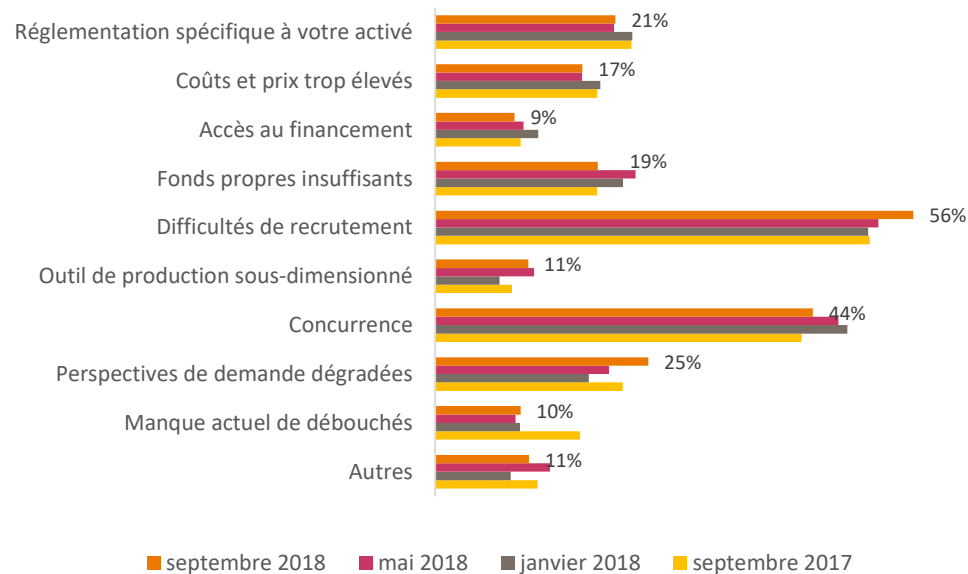
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Freins à la croissance



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?

% des répondants



Les difficultés de recrutement demeurent le principal frein à la croissance, citées par 56% des entreprises interrogées. Leur importance ne cesse de s'accroître par rapport aux trimestres précédents (+5 points sur 1 an). Elles figurent parmi les 3 contraintes les plus citées depuis le début du baromètre et sont en 1^{ère} position pour la 5^e édition consécutive.

La concurrence reste également un frein important mais dans une moindre mesure qu'aux trimestres précédents. Elle est citée par 44% des entreprises après 47% en mai dernier. Elle reste stable par rapport à septembre 2017 (43%).

Viennent ensuite la dégradation des perspectives de demande (25%), en augmentation, la réglementation spécifique à leur activité (21%) et l'insuffisance des fonds propres (19%), moins pesantes. Le manque de débouchés comme les coûts et prix trop élevés n'apparaissent plus comme un obstacle majeur.

Parmi les autres freins, plus marginaux, la réglementation, les lourdeurs administratives et le manque de lisibilité de l'environnement fiscal et juridique sont cités plusieurs fois.

Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

02.

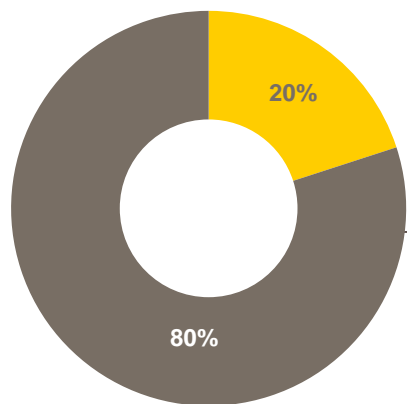
Focus : PME et Responsabilité Sociétale de l'Entreprise



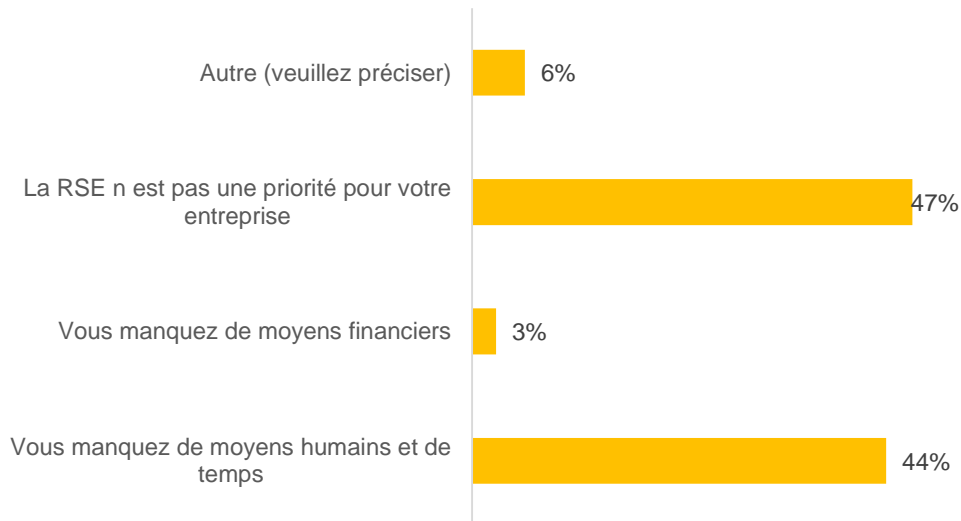
Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) [1/4]



- **Question trimestrielle** : Avez-vous entamé une démarche de RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise)?
- [organisation du travail, utilisation durable des ressources, impact territorial, économique et social de votre activité loyalité des pratiques...]
- Si « Non », pourquoi ?



■ Oui ■ Non



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

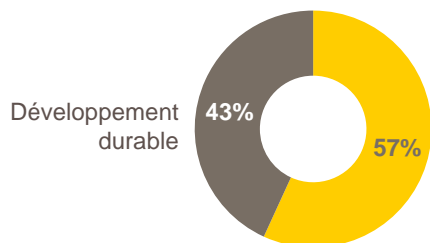
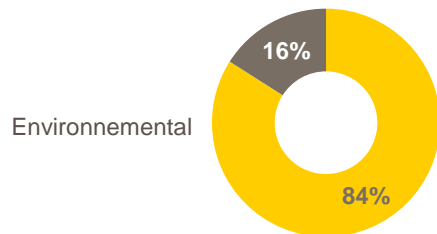
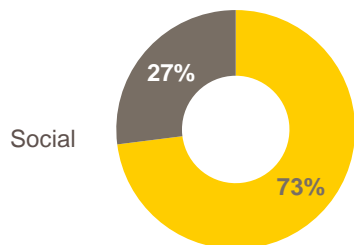
Une entreprise interrogée sur 5 a entamé une démarche RSE (proportion quasi stable par rapport à 2017: 23%). Pour les 80% restants, les deux raisons principales avancées restent inchangées par rapport à l'année dernière : la RSE n'est pas une priorité pour elles (47% après 45%) ou elles ne disposent pas de temps et de moyens humains (44% après 40%). Les difficultés de recrutement semblent être aussi un frein dans ce domaine.

Parmi les autres causes évoquées (9 % après 11%), l'ignorance ou la méconnaissance de la RSE est citée dans la moitié des cas.

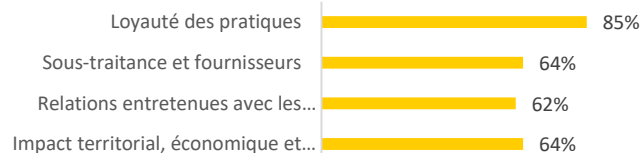
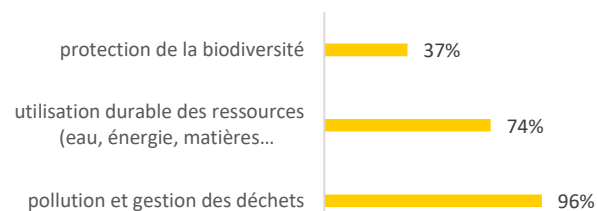
Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) [2/4]



- Si « oui » dans quels domaines ?



● Oui ● Non



Parmi les PME ayant entamé une démarche RSE,

- 73 % (91% en 2017) ont mené des actions dans le **domaine social**, en priorité pour l'organisation du travail, la santé et la sécurité, puis pour les relations sociales et la formation. Ces orientations peuvent être la conséquence des difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises et l'évolution de la réglementation sociale (Loi Pénicaud).
- 84 % (après 76%) dans le **domaine environnemental**, particulièrement pour la pollution et la gestion des déchets, et l'utilisation durable des ressources. Les PME sont beaucoup plus sensibles à la protection de la biodiversité qu'en 2017, 37% ayant entamé des démarches dans ce domaine contre 11% en 2017.
- 57 % (après 63%) dans le **développement durable** en priorité sur la loyauté des pratiques.

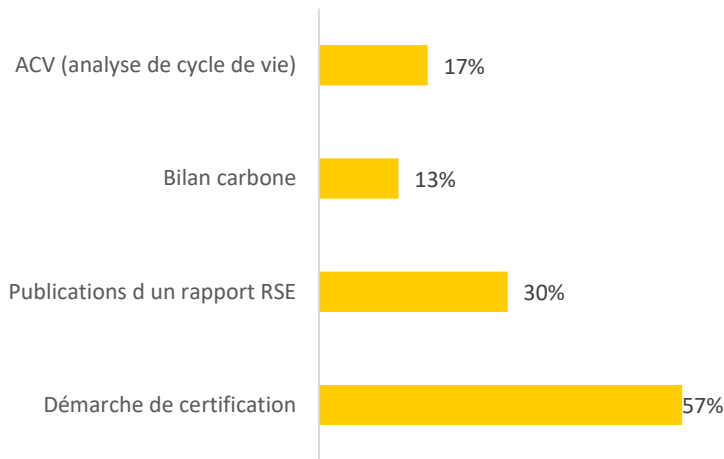
Base : Répondants ayant entamé une démarche RSE

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) [3/4]



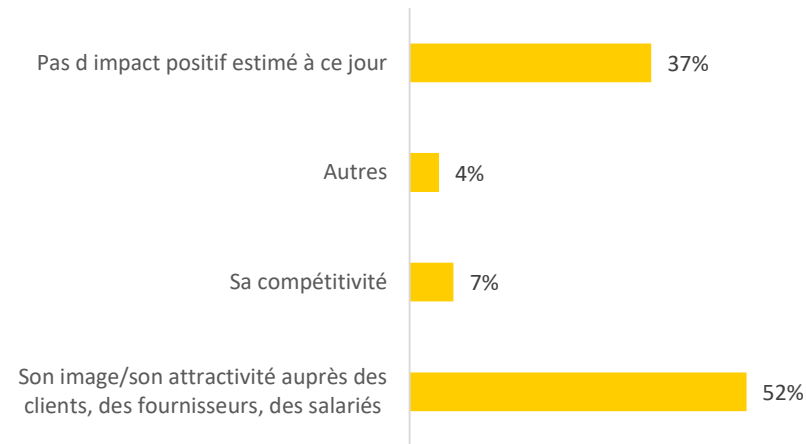
- Quels outils de la RSE mobilisez-vous ?



Les entreprises ont principalement entamé des démarches de certifications (57% contre 47% en 2017). Si la part d'entreprises à avoir publié un rapport RSE a diminué (30% après 37%), en revanche, celle des PME ayant effectué un bilan carbone a triplé en un an (13% après 4%).



- Cette démarche RSE a-t-elle pour votre entreprise un impact sur... ?



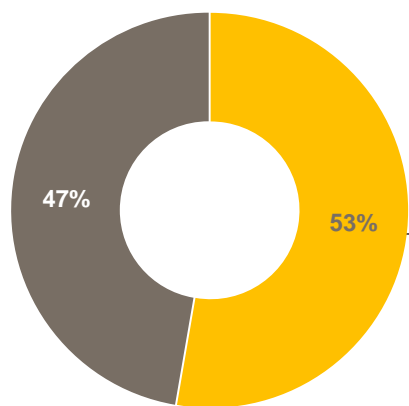
L'impact le plus important concerne toujours l'image et l'attractivité de l'entreprise auprès des clients, des fournisseurs et des salariés. Comme en 2017, plus du tiers d'entre elles n'ont pas encore constaté d'effet positif.

Base : Répondants ayant entamé une démarche RSE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

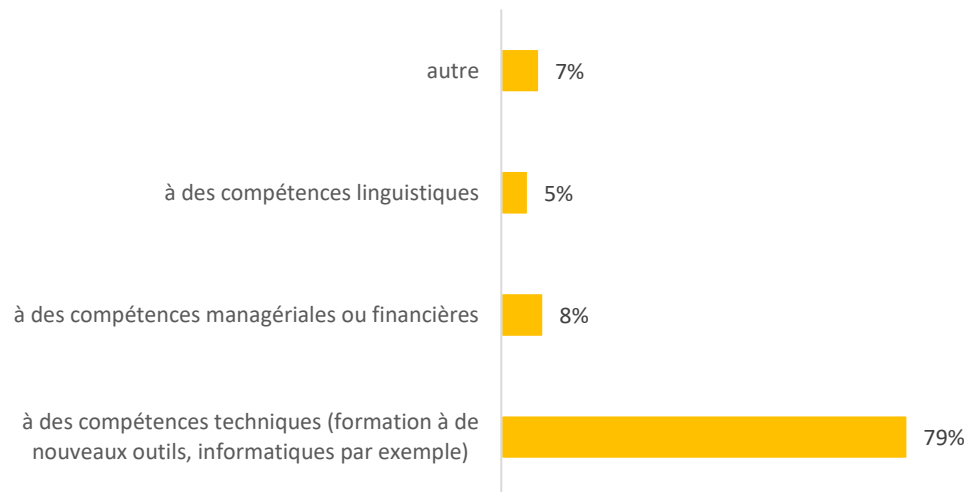
Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) [4/4]



- Votre entreprise a-t-elle un plan ou des objectifs particuliers en termes de formation continue de ses collaborateurs ?
- Si « Oui », dans quel(s) domaine(s) de formation ?



■ Oui ■ Non



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Plus de la moitié des chefs d'entreprise interrogés ont mis en place un plan de formation au sein de leur entreprise portant très majoritairement sur l'acquisition de nouvelles compétences techniques, les autres domaines notamment l'acquisition de compétences managériales ou financières (8% après 30%) devenant marginaux.

03.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique du 10 au 17 septembre 2018. L'analyse porte sur les 440 premières réponses jugées complètes et fiables reçues.

Champ : PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire comporte **10 questions autour de trois axes**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

et une question thématique sur la **Responsabilité sociétale de l'entreprise**.

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = $[(x \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$

Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ « bon / aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais / difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

04.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprises, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprises dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

Bpifrance Le Lab

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

Rexecode



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME

Baromètre trimestriel

Novembre 2018

Principaux résultats

Trésorerie

La situation de trésorerie des PME est jugée en légère dégradation depuis la rentrée, en cohérence avec le message porté par le Baromètre du précédent trimestre, les chefs d'entreprise anticipant à cette époque une détérioration de leur trésorerie. Cette tendance devrait perdurer dans les prochains mois si les anticipations venaient une nouvelle fois à se confirmer. En outre, l'allongement des délais de paiement des clients, alors même que ceux accordés aux fournisseurs se réduisent, constitue un facteur de risque pour les PME.

Investis- -sément

56 % des chefs d'entreprise ont investi ou pensent investir en 2018, soit une proportion moindre qu'en fin d'année dernière (pour 2017). Si les chefs d'entreprise anticipant une hausse de leurs dépenses d'investissement restent plus nombreux que ceux prévoyant une baisse, l'écart s'amointrit, laissant attendre un ralentissement de l'investissement des entreprises par rapport à 2017. Les besoins de renouvellement et/ou de modernisation des équipements constituent le principal motif de ces dépenses, bien avant l'extension des capacités de production ou l'introduction de nouveaux produits ou procédés.

Accès au crédit

La part des PME déclarant avoir recours aux concours bancaires pour financer leur exploitation courante ou leurs investissements est globalement stable sur l'année, et **les conditions d'accès au crédit restent aisées.**

Freins à la croissance

Les difficultés de recrutement restent perçues comme le principal frein à l'activité des PME, même si l'indicateur est en repli (53 % des PME contre 56 % au 3^e trimestre). Si la concurrence apparaît comme le 2^e frein (43 %), la dégradation des perspectives de demande constitue un obstacle de plus en plus cité par les entreprises (28 %). Sans constituer un frein majeur, les coûts et prix jugés trop élevés pèsent de plus en plus (+5 pts, à 22 %).

SOMMAIRE

01. Résultats de l'enquête

02. Méthodologie

03. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

Résultats de l'enquête

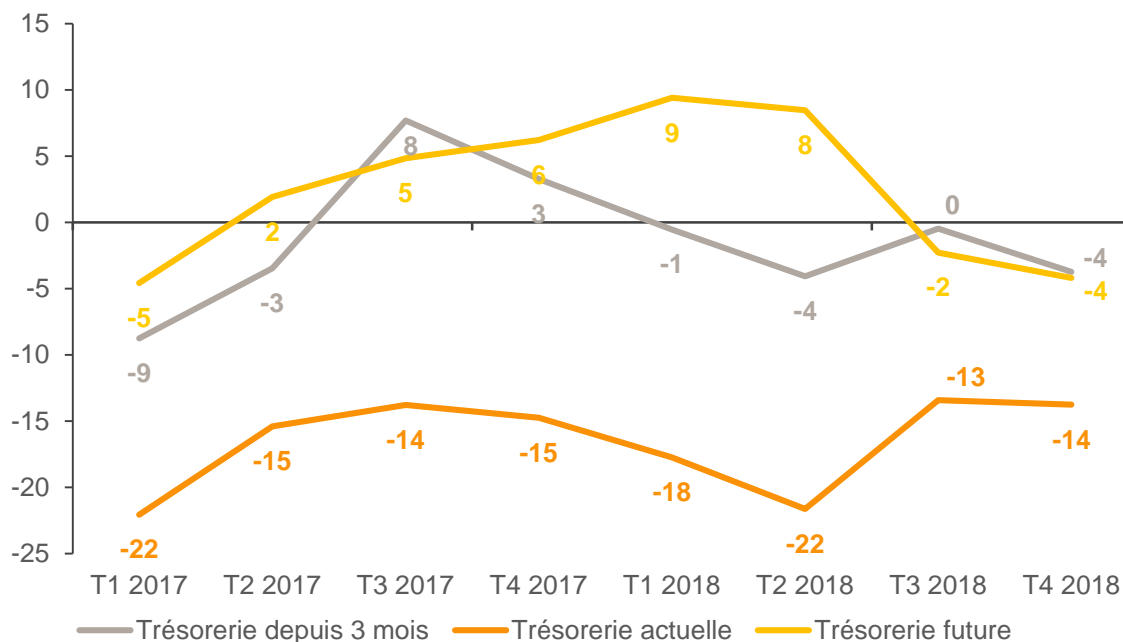


Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au cours des 3 derniers mois, les trésoreriers se sont légèrement dégradés, après une amélioration ponctuelle au cours du trimestre précédent. L'indicateur perd 4 points entre le 3^e et le 4^e trimestre, et 3 points depuis le début de l'année.

En cohérence avec cette dégradation, l'indicateur de la trésorerie actuelle se détériore légèrement, perdant 1 point depuis le 3^e trimestre. Il avait alors atteint son meilleur niveau depuis la création du Baromètre.

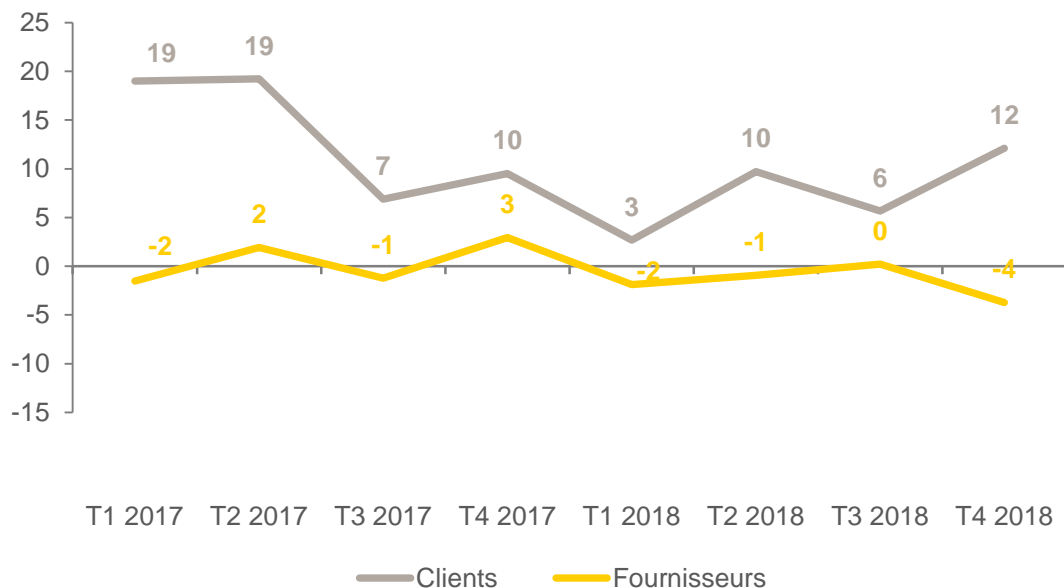
Les perspectives à court terme sont également un peu moins bien orientées (repli de 2 points du solde d'opinion, à -4), après la nette baisse observée au 3^e trimestre (-10 points).

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 4^e trimestre, les délais de paiement des clients se sont allongés par rapport au 3^e trimestre, retrouvant un niveau proche de celui constaté il y a un an. Sur ces périodes, l'indicateur a augmenté de respectivement 6 et 2 points, atteignant +12, soit un niveau encore bien inférieur à celui observé à la création du Baromètre début 2017.

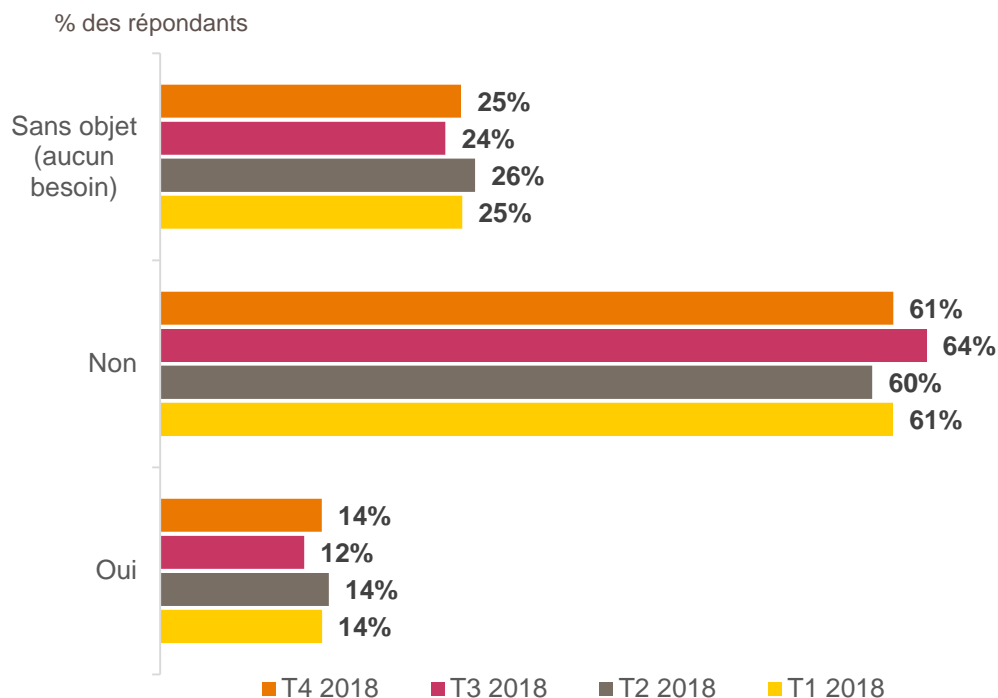
L'indicateur relatif aux délais fournisseurs est en revanche en repli sur la période récente (-4 points entre le 3^e et le 4^e trimestre 2018, à -4), signalant des délais de paiement moindres vis-à-vis des fournisseurs. Le niveau atteint est le plus faible depuis le début du Baromètre.

Ces deux mouvements se combinent pour peser sur la trésorerie des PME.

Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Sur l'ensemble de l'année 2018, les PME ont peu modifié leur recours au crédit de court terme : 75% d'entre elles ont fait appel aux organismes de crédit pour financer leur exploitation courante, soit un niveau identique à celui observé en début d'année.

Seules 14 % des entreprises ont rencontré des difficultés d'accès au financement. Cette proportion est toujours très faible mais elle est en légère hausse par rapport au trimestre précédent (+2 points), et retrouve le niveau du 1^{er} trimestre 2018.

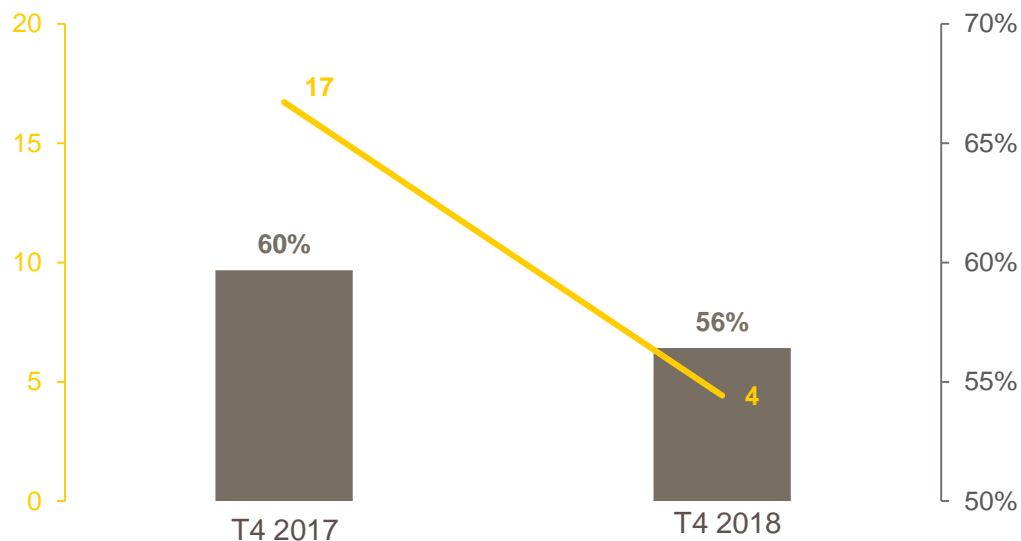
Investissement (1/2)



- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront...? En hausse / Stables / En baisse
- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non

Solde d'opinion (%)

% répondants



■ Part des PME déclarant souhaiter investir l'année en cours (% total répondants, échelle de droite)

— Evolution de l'investissement pour l'année en cours (solde d'opinion en %, échelle de gauche)

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 4^e trimestre 2018, 56 % des chefs d'entreprise déclarent avoir investi en 2018 ou pensent le faire d'ici la fin de l'année. Cette proportion est en baisse par rapport au résultat obtenu au 4^e trimestre 2017 (pour l'année 2017).

L'évolution anticipée des dépenses est toujours estimée en hausse mais dans une moindre mesure que l'année passée, l'indicateur reculant de 13 points (+4 après +17).

Ces observations laissent attendre un ralentissement des investissements en 2018 par rapport à 2017, en cohérence avec la dernière prévision de l'Insee (croissance de l'investissement de +3,6 % en 2018 après +4,4 %)*.

↳ L'investissement des PME reste plutôt bien orienté dans un contexte de taux d'utilisation des capacités élevé, qui occasionne des difficultés d'offre accrues dans la plupart des secteurs. Il s'affiche toutefois en ralentissement, en cohérence avec une moindre confiance des chefs d'entreprises.

01. Résultats de l'enquête

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants déclarant investir en 2018

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les dépenses d'investissement restent essentiellement destinées au renouvellement et/ou à la modernisation des équipements et installations, (respectivement cités par 76 % et 67 % des PME déclarant investir).

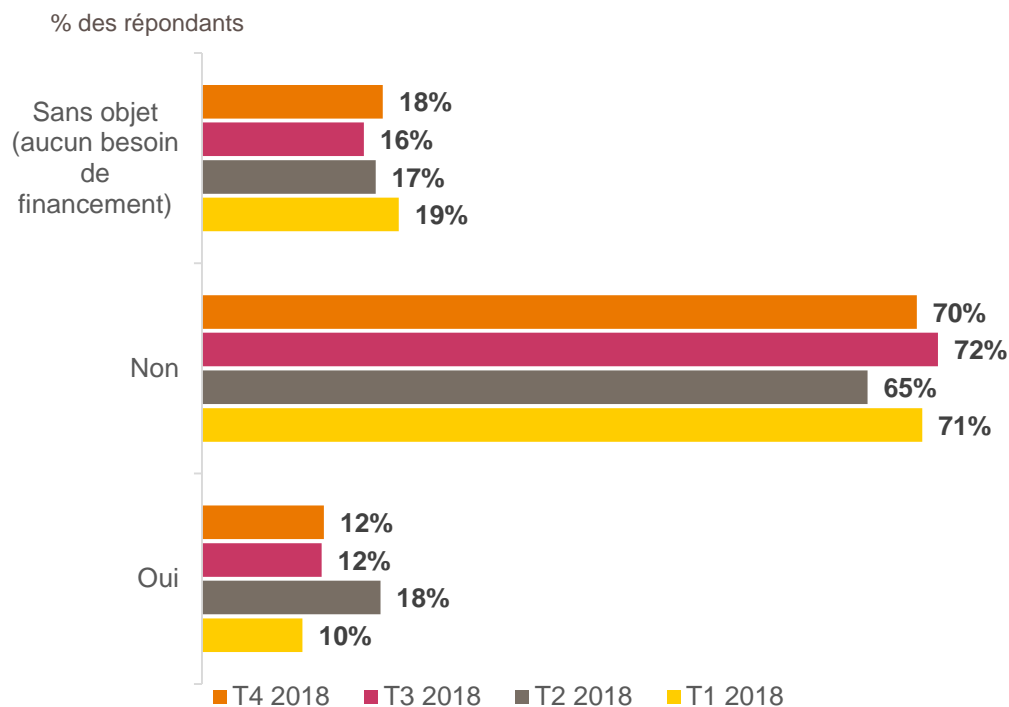
L'extension de la capacité de production et l'introduction de nouveaux produits ou services, de vente ou d'accueil représentent une part importante des budgets d'investissement (respectivement 42 % et 41 %).

Si, sur un an, les montants alloués aux investissements sont plutôt en diminution pour la majorité des destinations, ceux consacrés à la mise aux normes tirent leur épingle du jeu (+2 points) et ceux consacrés à l'environnement sont stables.

Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?



Base : Répondants déclarant investir en 2018

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

82 % des PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année ou l'ayant déjà fait ont eu recours au crédit pour financer leurs investissements, soit une proportion un peu moindre qu'au trimestre précédent. Cette proportion n'a que peu varié depuis début 2018.

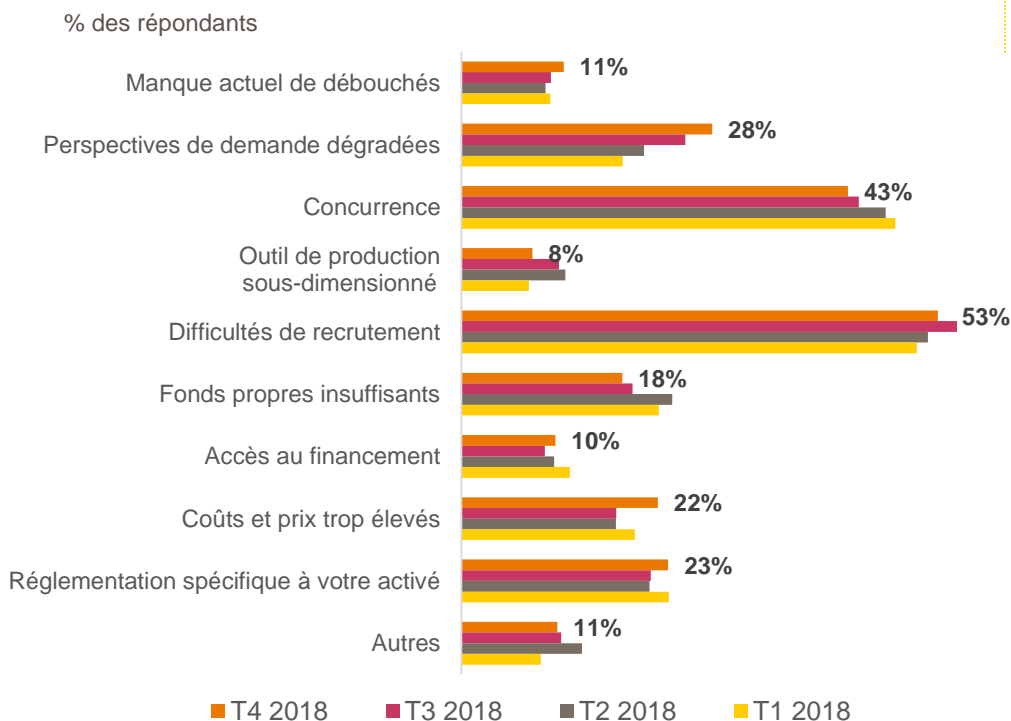
Seules 12 % des entreprises signalent des difficultés pour financer leurs investissements. Cette proportion est identique à celle observée au 3^e trimestre 2018, et en très légère hausse par rapport au début d'année.

De même que pour le financement de l'exploitation courante, l'enquête confirme une facilité globale d'accès au crédit d'investissement pour les PME, dans un contexte où les taux d'intérêt restent bas.

Freins à la croissance



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les difficultés de recrutement demeurent de loin le principal frein à la croissance. Elles sont citées par 53 % des PME interrogées. L'importance accordée à ce frein s'est toutefois un peu atténuée par rapport au trimestre précédent (-3 points). Elle demeure supérieure au niveau observé en début d'année (51 %). Elles figurent parmi les trois contraintes les plus citées depuis le début du baromètre et sont en 1^{ère} position pour la 6^e édition consécutive.

La concurrence reste également un frein important mais est de moins en moins citée par les entreprises : 43 % après 44 % au 3^e trimestre et 48 % en début d'année.

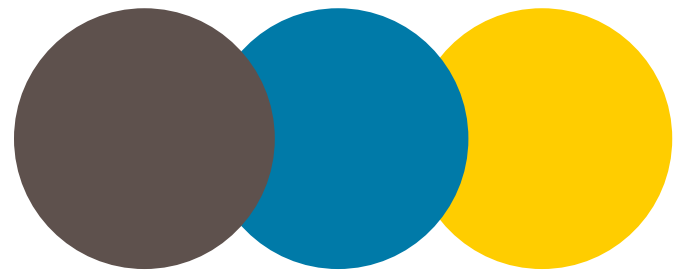
Vient ensuite la dégradation des perspectives de demande. Celles-ci sont un obstacle de plus en plus souvent cité par les entreprises (28 % contre 18 % au 1^{er} trimestre 2018).

La réglementation spécifique à leur activité (23 %) est également bien représentée dans le classement, sans toutefois constituer un obstacle majeur, de même que les coûts et prix trop élevés. Ces derniers connaissent néanmoins un rebond ce trimestre (+5 points, à 22 %).

Parmi les autres freins, plus marginaux, la réglementation, les lourdeurs administratives et le manque de lisibilité de l'environnement fiscal et juridique sont cités plusieurs fois.

02.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique du 7 au 18 novembre 2018. L'analyse porte sur les 429 premières réponses jugées complètes et fiables reçues.

Champ : PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire comporte **10 questions autour de trois axes**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

03.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprises, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprises dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

[Bpifrance Le Lab](#)

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

[Rexecode](#)



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME

Baromètre trimestriel

Février 2019

Focus

**Relation des chefs d'entreprise avec
leur banque**

Principaux résultats

Trésorerie

La situation de trésorerie des PME s'est dégradée depuis le trimestre dernier, davantage que ce que les chefs d'entreprise anticipaient lors du précédent Baromètre daté de novembre. Une plus faible proportion de PME jugent leur situation de trésorerie aisée, sans toutefois atteindre le point bas qui avait été observé début 2017 et début 2018.

Investissement

L'investissement ralentirait en 2019 selon les anticipations des PME : le solde d'opinion sur l'évolution des dépenses d'investissement baisse de 11 points et la proportion de PME souhaitant investir baisse de 6 points (à environ 60 %). Les besoins de renouvellement et/ou de modernisation des équipements constituent le principal motif de ces dépenses, bien avant l'extension des capacités de production ou l'introduction de nouveaux produits ou procédés.

La part des PME déclarant avoir recours aux concours bancaires pour financer leur exploitation courante ou leurs investissements est globalement stable, et **les conditions d'accès au crédit restent aisées**.

Accès au crédit et relation bancaire

Les chefs d'entreprise sont donc logiquement majoritairement satisfaits de leur banque même si une part significative d'entre eux se déclarent insatisfaits (16%). Si la disponibilité et la stabilité du conseiller sont les principaux motifs de contentement pour les chefs d'entreprise satisfaits, la qualité de l'accompagnement est, à l'inverse, majoritairement jugée insuffisante par le groupe des insatisfaits. Pour ces derniers, la principale source d'insatisfaction réside toutefois dans les conditions de financement. Les frais bancaires (niveau, transparence) constituent également un motif important d'insatisfaction des chefs d'entreprise vis-à-vis de leur banque. Pour l'ensemble des PME, les principaux axes d'amélioration sont la baisse des tarifs des produits et services proposés ainsi que qu'une meilleure qualité du suivi de l'entreprise.

Freins à la croissance

Même si les contraintes d'offre restent importantes (les difficultés de recrutement restent perçues comme le principal frein à l'activité des PME), **les contraintes de débouchés augmentent**, en cohérence avec l'évolution plus dégradée perçue sur les carnets de commande*. Cette évolution est cohérente avec la dégradation observée des indicateurs de trésorerie et d'investissement.

SOMMAIRE

01. Résultats de l'enquête

02. Focus : satisfaction des PME vis-à-vis de leur banque

03. Méthodologie

04. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

Résultats de l'enquête

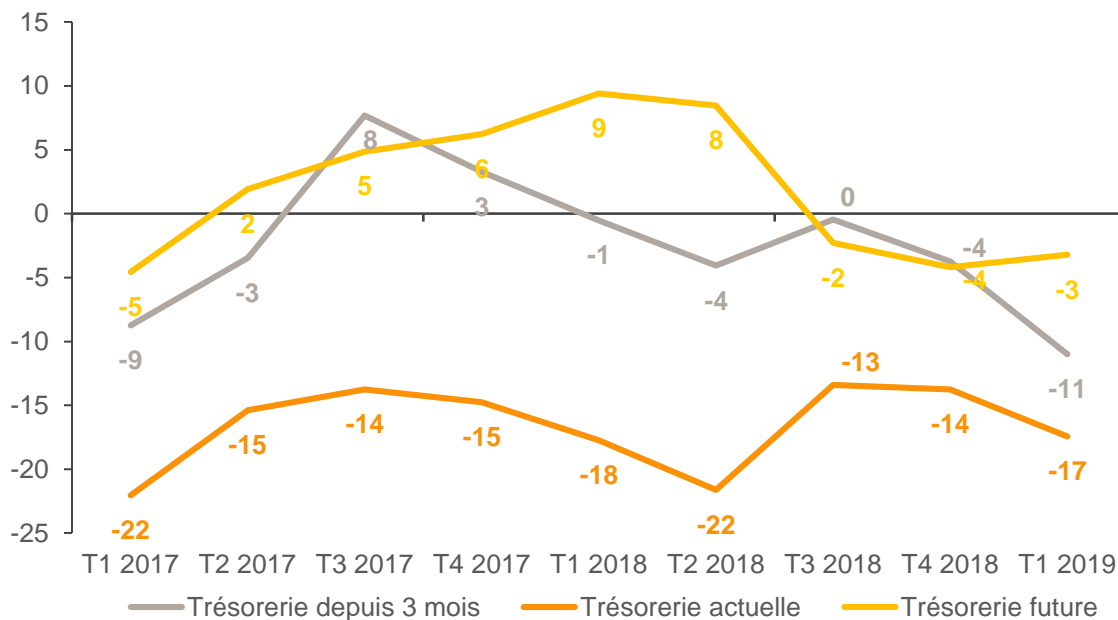


Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Au cours des 3 derniers mois, les trésoreries se sont assez nettement dégradées. L'indicateur perd 7 points depuis le trimestre dernier, et tombe au plus bas depuis la création du Baromètre.

En cohérence avec cette dégradation, l'indicateur de la trésorerie actuelle se détériore également, perdant 3 points sur un trimestre, sans toutefois atteindre les plus bas de début 2017 et début 2018.

Les PME n'anticipent pas d'amélioration à court terme de leur trésorerie.

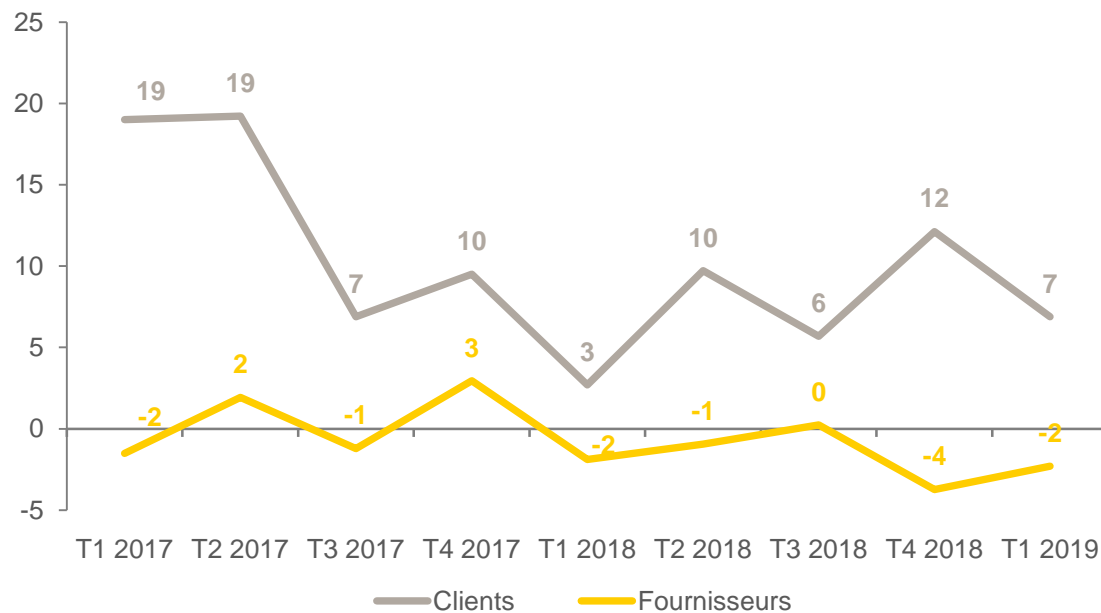
Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Au 1^{er} trimestre 2019, les délais de paiement des clients se sont réduits par rapport au trimestre précédent.

L'indicateur relatif aux délais fournisseurs est en revanche en légère hausse sur la période récente (+2 points entre le 4^e trimestre 2018 et le 1^{er} trimestre 2019) et retrouve le niveau atteint il y a un an et lors de la création du Baromètre.

👉 Sur un an, les délais de paiements clients se sont légèrement allongés.

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

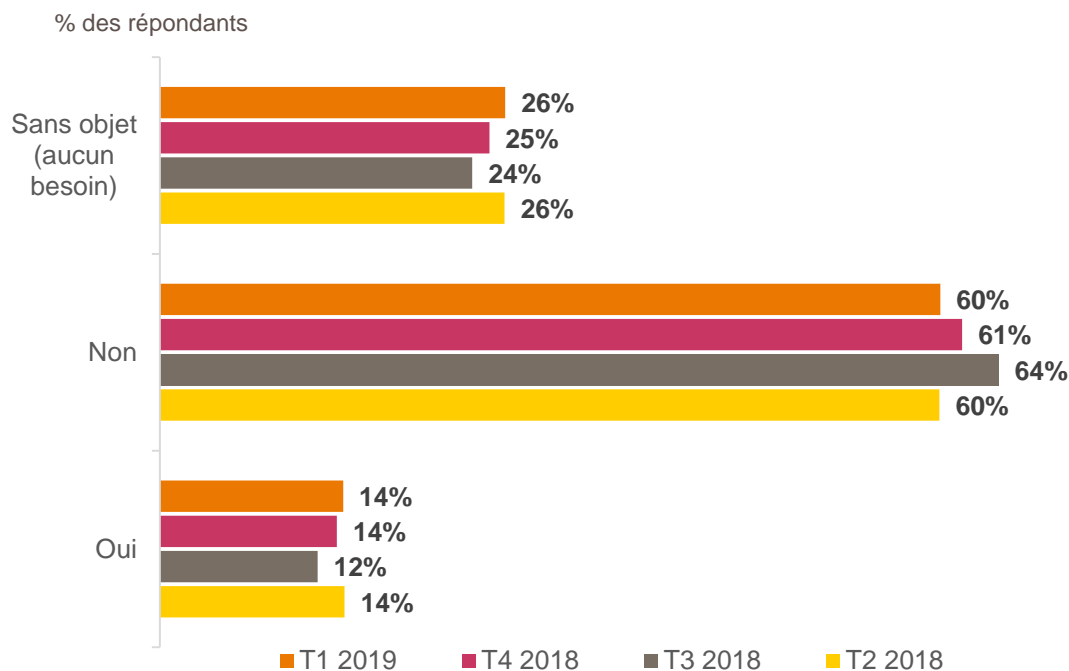
Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au cours des 3 derniers mois, les PME ont peu modifié leur recours au crédit de court terme : 74% d'entre elles ont fait appel aux organismes de crédit pour financer leur exploitation courante, après 75% au trimestre précédent.

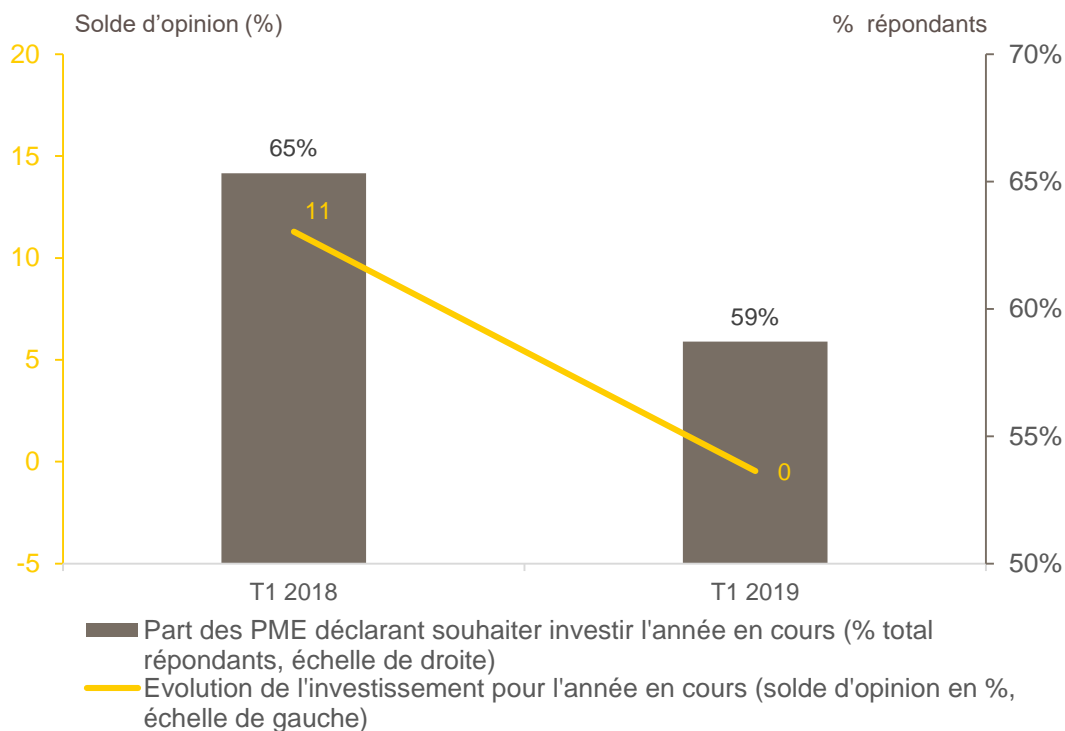
Comme au 4^e trimestre 2018, seules 14 % des entreprises ont rencontré des difficultés d'accès au financement.

🔑 Cette facilité d'accès au crédit de trésorerie pour les entreprises est également soulignée par l'enquête trimestrielle de la Banque de France sur l'accès des entreprises au crédit*, ainsi que par l'enquête semestrielle de conjoncture Bpifrance Le Lab auprès des PME*.

Investissement (1/2)



- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront...? En hausse / Stables / En baisse
- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 1^{er} trimestre 2019, 59 % des chefs d'entreprise déclarent souhaiter investir en 2019. Cette proportion, relativement élevée, est toutefois en baisse par rapport au résultat obtenu au 1^{er} trimestre 2018 (pour l'année 2018).

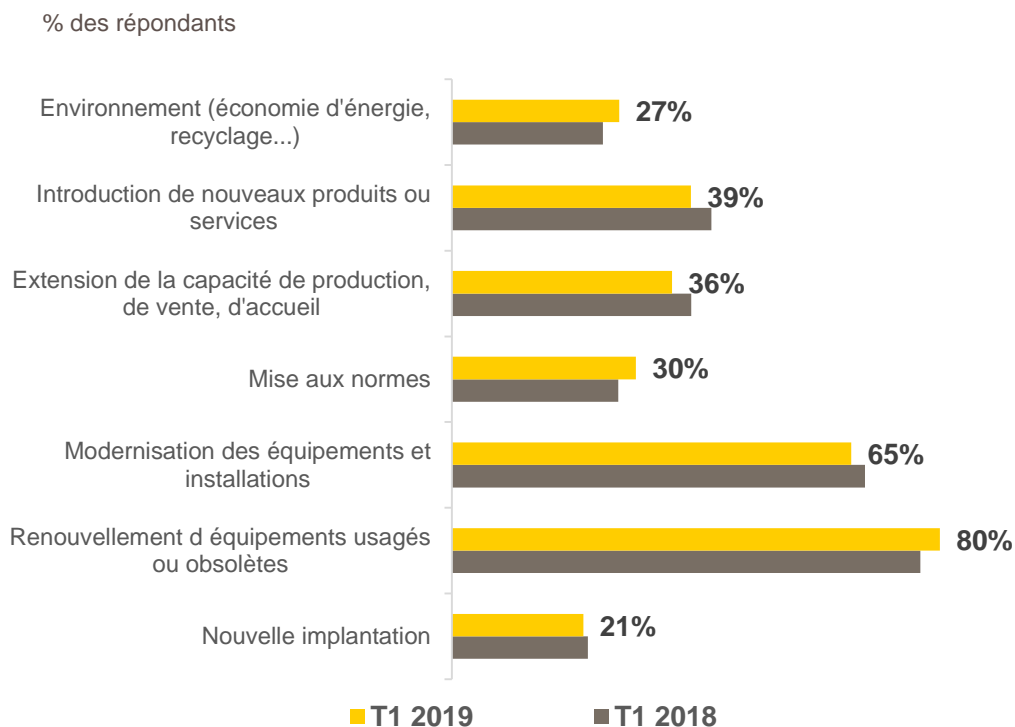
Au total, l'investissement des PME serait moins dynamique en 2019 selon les perspectives données par les dirigeants en début d'année sur l'évolution des dépenses : l'indicateur recule de 11 points à 0.

🔗 Ces observations laissent présager un ralentissement des investissements en 2019, après deux années très dynamiques, alors que les perspectives d'activité sont moins allantes*. Elles tranchent toutefois avec les résultats de l'enquête Insee réalisée dans la seule industrie et selon laquelle les investissements progresseraient de 10 % en 2019 en valeur.

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants déclarant investir en 2019

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les dépenses d'investissement restent essentiellement destinées au renouvellement et/ou à la modernisation des équipements et installations, (respectivement cités par 80 % et 65 % des PME déclarant investir).

L'introduction de nouveaux produits ou services et l'extension de la capacité de production, de vente ou d'accueil représentent une part importante des budgets d'investissement mais en baisse sur un an (respectivement 39 % et 36 %).

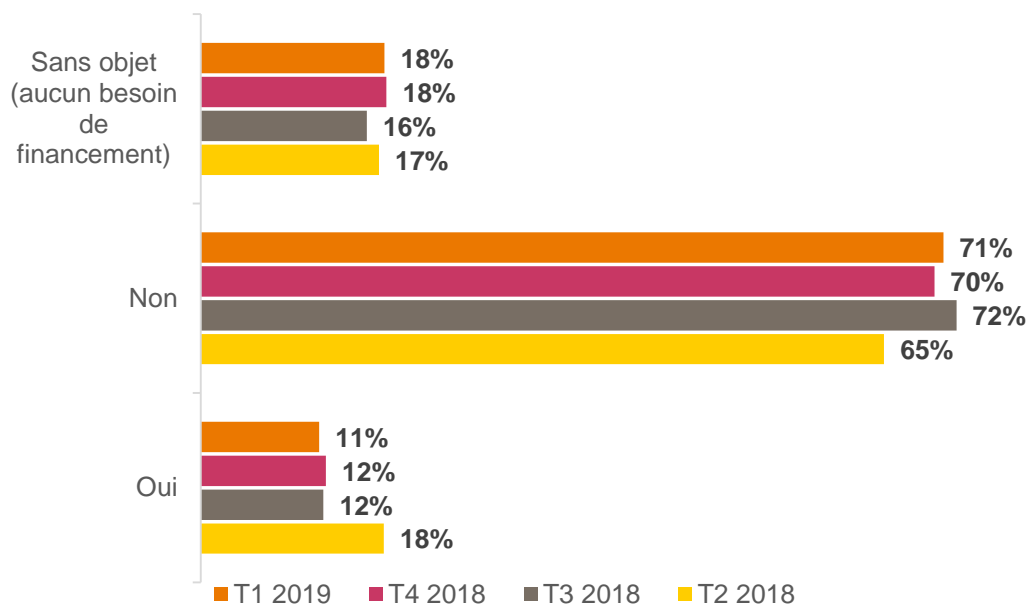
Davantage de chefs d'entreprise comptent investir dans l'environnement : 27% contre 25% au 1^{er} trimestre 2018 pour 2018, soit la part la plus importante depuis la création du Baromètre.

Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

% des répondants



82 % des PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2019 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, soit une proportion identique à celle du 4^e trimestre 2018 et globalement stable sur un an.

Seules 11 % des entreprises signalent des difficultés pour financer leurs investissements, soit un peu moins qu'au trimestre précédent.

👉 De même que pour le financement de l'exploitation courante, l'enquête confirme une facilité globale d'accès au crédit d'investissement pour les TPE/PME, dans un contexte où les taux d'intérêt restent bas.

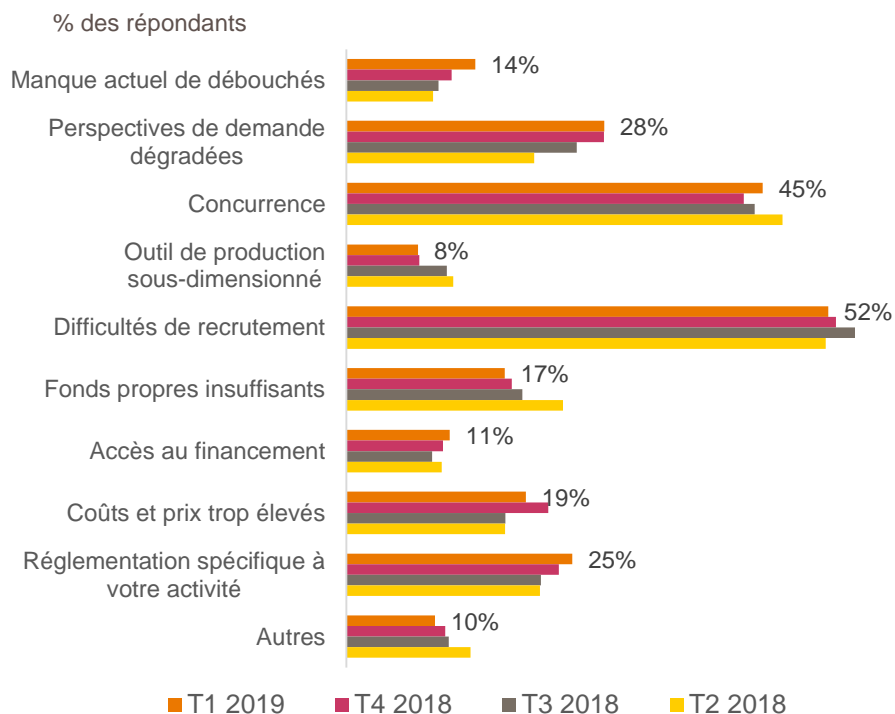
Base : Répondants déclarant investir en 2018

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Freins à la croissance



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les difficultés de recrutement demeurent le principal frein à la croissance, citées par 52% des PME interrogées. L'importance accordée à ce frein diminue toutefois pour le 2^e trimestre consécutif (-4 points en 6 mois).

La concurrence est également un frein important, davantage citée qu'au trimestre précédent (45% après 43%). Ce frein est toutefois moins prégnant qu'il y a un an.

Viennent ensuite la dégradation des perspectives de demande (stable à 28%), et la réglementation spécifique à leur activité (25%), frein de plus en plus cité par les entreprises (au plus haut depuis la création du Baromètre).

Les coûts et prix trop élevés (19%) pèsent un peu moins qu'au trimestre précédent et l'insuffisance de fonds propres est de moins en moins citée comme un frein par les entreprises (17%, au plus bas depuis la création du Baromètre).

Sans constituer de frein majeur, le manque de débouchés (14%) est toutefois en progression pour le 3^e trimestre consécutif.

Parmi les autres freins, les lourdeurs administratives, ainsi que l'impact des mouvements sociaux (« Gilets jaunes »), sont cités plusieurs fois. Ils restent toutefois marginaux.

👉 Si les contraintes d'offre restent prégnantes, la proportion d'entreprises contraintes par les débouchés progresse et les perspectives de demande se dégradent depuis un an.

02.

Focus : Relation des chefs d'entreprise avec leur banque

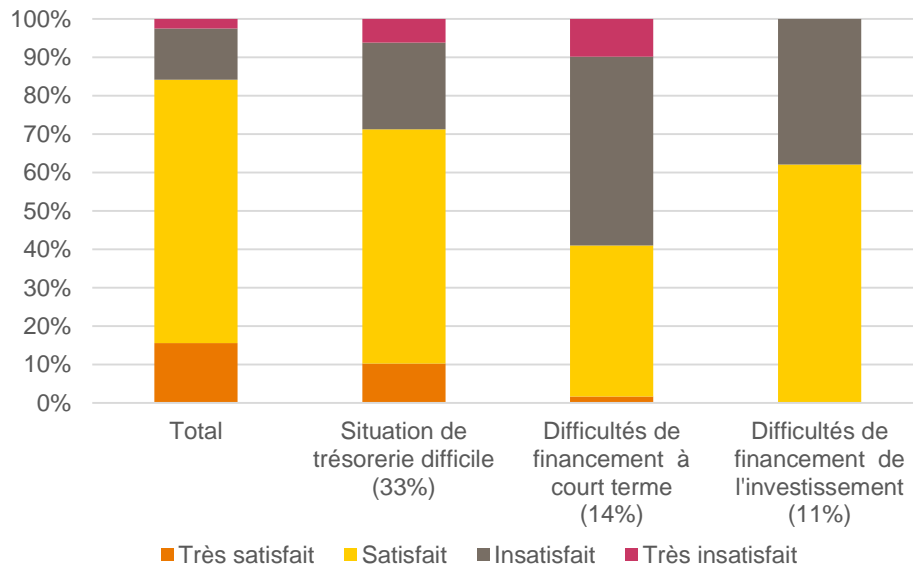


Relation des chefs d'entreprise avec leur banque [1/4]



↳ Les questions de ce focus ont été élaborées en partenariat avec l'Observatoire du financement des entreprises, organe national regroupant les représentants des entreprises et des acteurs de leur financement, dont l'objectif est d'analyser les conditions de financement des PME en France. Ce focus vise à mieux comprendre la perception des chefs d'entreprise vis-à-vis de leur banque, notamment les facteurs de blocage ressentis et les leviers à actionner pour améliorer la relation.

- **Question trimestrielle** : Êtes-vous satisfait de votre banque ?



- Les chefs d'entreprise sont majoritairement satisfaits de leur banque : 84% d'entre eux - mais seulement 16% très satisfaits.
- 16% des PME se déclarent insatisfaites de leur banque - dont 3% très insatisfaites.
- Les chefs d'entreprise confrontés à des difficultés financières sont davantage insatisfaits de leur banque, en particulier ceux qui rencontrent des difficultés pour financer leur exploitation courante.

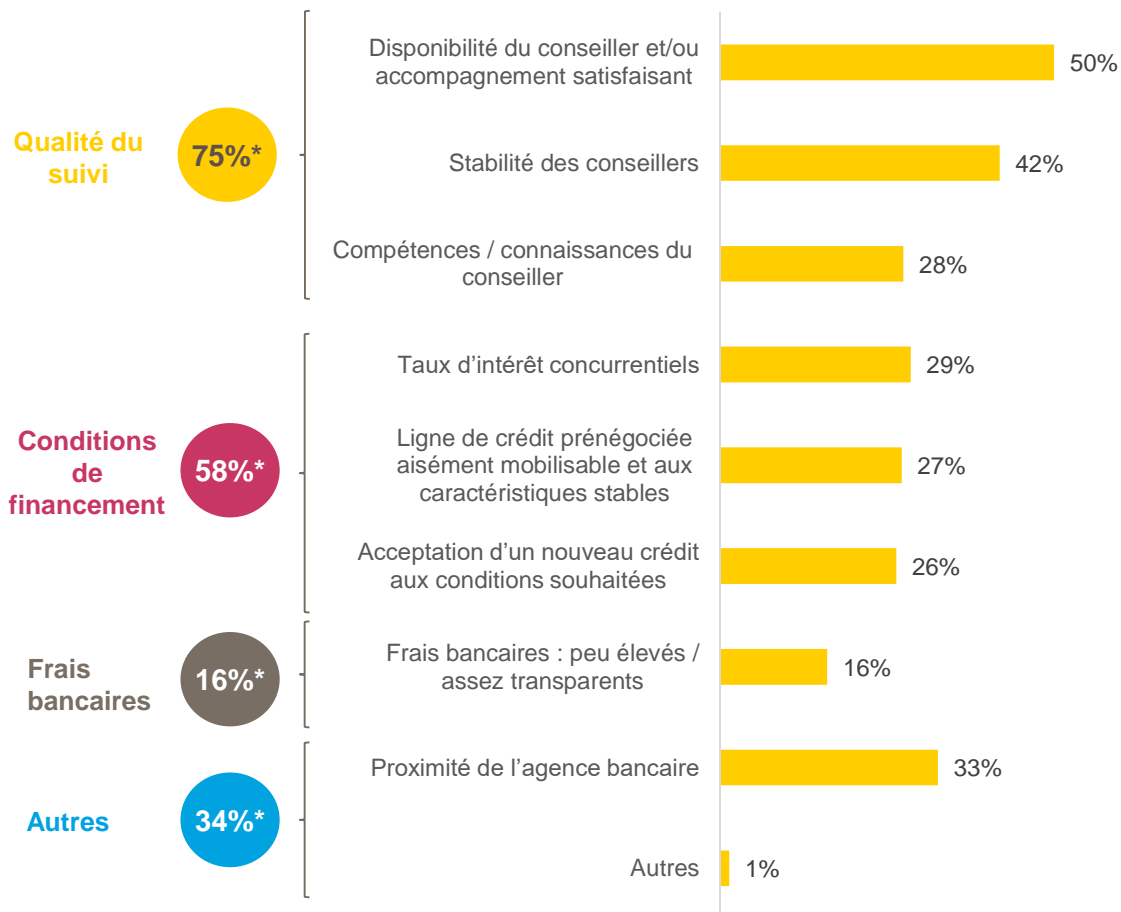
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

02. Focus : Relation des chefs d'entreprise avec leur banque

Relation des chefs d'entreprise avec leur banque [2/4]



- Pour quelles raisons êtes-vous satisfait ? (3 modalités de réponses maximum)



Le conseiller est au cœur des motifs de satisfaction des chefs d'entreprises vis-à-vis de leur banque. La disponibilité du conseiller est de loin la principale source de satisfaction des PME, citée par la moitié d'entre elles, suivie par la stabilité du conseiller (42%). Les compétences du conseiller sont un motif de satisfaction pour 28% d'entre elles.

La disponibilité du conseiller est de loin la principale source de satisfaction des PME, citée par la moitié d'entre elles, suivie par la stabilité du conseiller (42%). Les compétences du conseiller sont un motif de satisfaction pour 28% d'entre elles.

Les conditions de crédit favorables (taux concurrentiels, souplesse de la ligne de crédit, acceptation d'un nouveau crédit) sont également un motif majeur de satisfaction pour 58% des chefs d'entreprise.

La proximité de l'agence bancaire constitue également un motif important de satisfaction, cité par 1/3 des chefs d'entreprise.

Base : Répondants satisfaits de leur banque

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

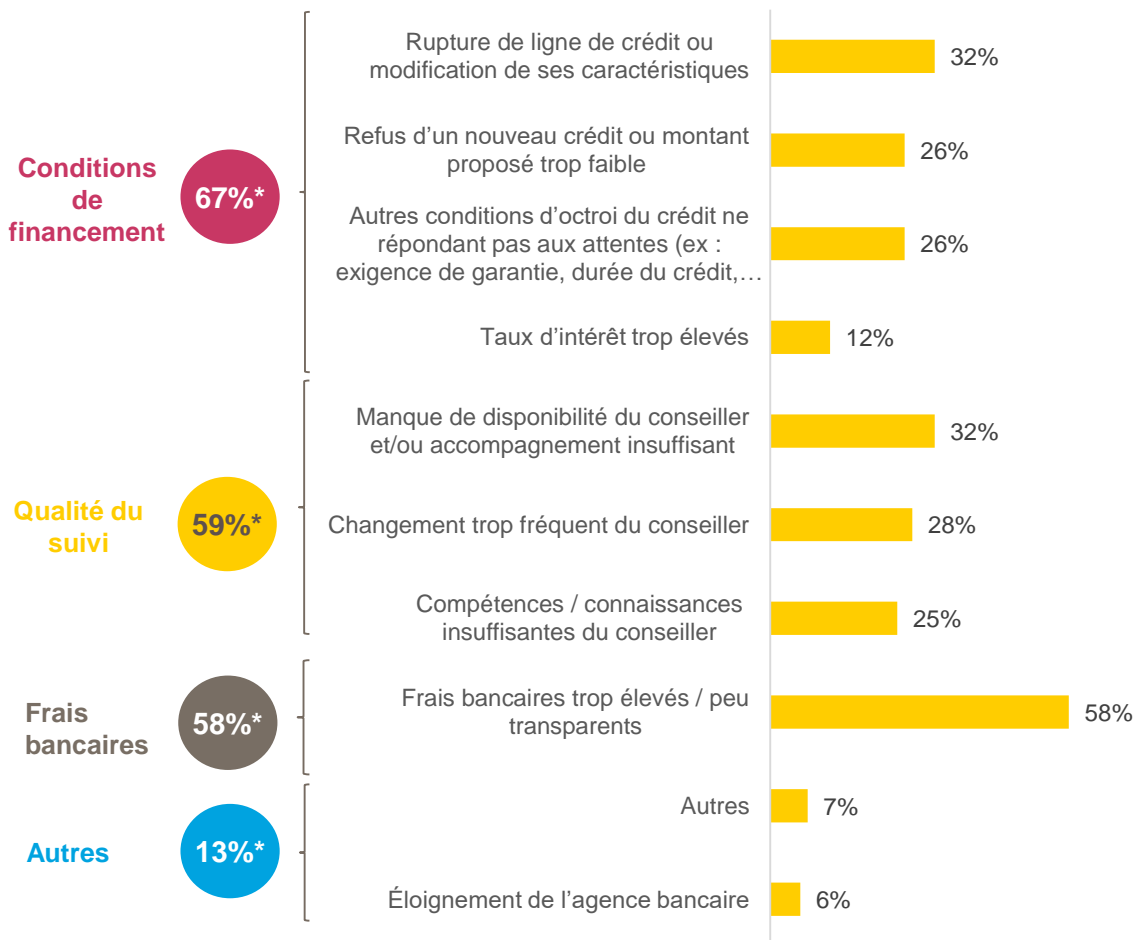
02. Focus : Relation des chefs d'entreprise avec leur banque

*% de PME ayant cité au moins un motif de cette catégorie

Relation des chefs d'entreprise avec leur banque [3/4]



- Pour quelles raisons êtes-vous insatisfait ? (3 modalités de réponses maximum)



Les frais bancaires trop élevés ou peu transparents sont le premier motif d'insatisfaction des chefs d'entreprise dans leur relation avec leur banque. Ce motif est cité par 58% d'entre eux.

Alors même que l'accès au crédit est globalement jugé aisé (cf. 1^{ère} partie), **les PME insatisfaites de leur banque sont nombreuses (2/3) à citer les conditions de financement comme motif de mécontentement**, que ce soit en raison d'une modification de leur ligne de financement ou parce que leur demande de crédit n'a pas été acceptée, en tout cas pas aux conditions souhaitées. Dans un contexte où la politique monétaire de la BCE est très accommodante et où les taux restent bas, les taux d'intérêt pratiqués constituent toutefois des sources mineures d'insatisfaction.

La qualité du suivi constitue également une source majeure d'insatisfaction pour près de 60% des PME non satisfaites. Leur conseiller n'est pas assez disponible, change trop souvent et/ou manque de compétences, ce qui interroge quant à la qualité de l'accompagnement des PME par leur banque.

Base : Répondants non satisfaits de leur banque

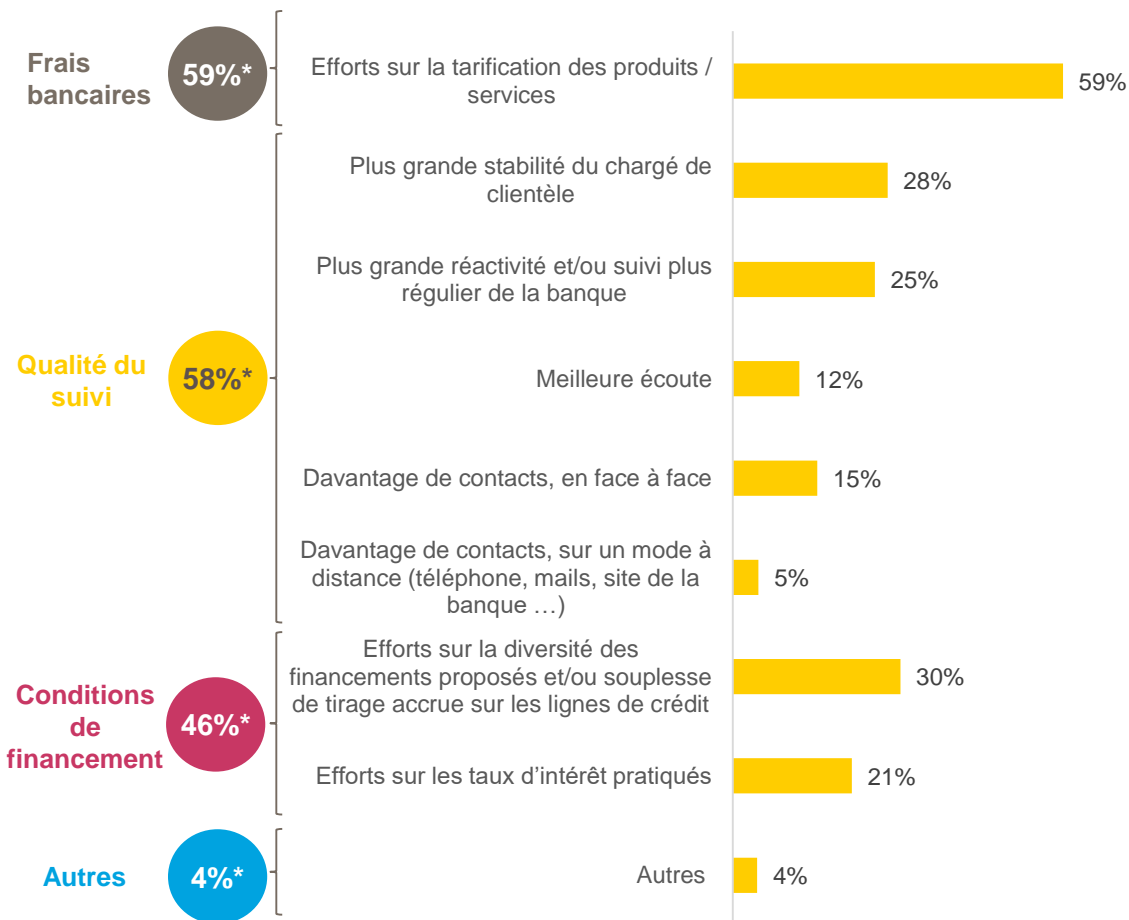
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

02. Focus : Relation des chefs d'entreprise avec leur banque

Relation des chefs d'entreprise avec leur banque [4/4]



- Quels sont les axes d'amélioration prioritaires ? (3 modalités de réponses maximum)



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'ensemble des chefs d'entreprises, y compris les satisfaits, évoquent plusieurs pistes d'amélioration :

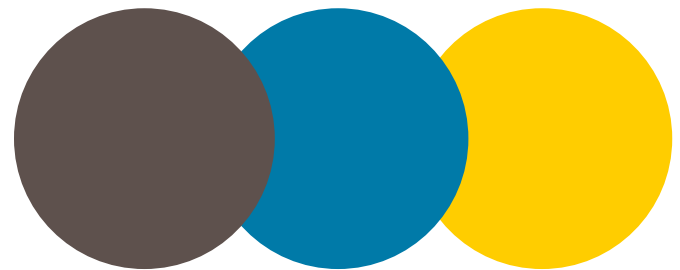
- Selon eux, l'axe principal d'amélioration pour les banques réside dans une meilleure tarification des produits et services proposés**, dans un contexte où les chefs d'entreprise perçoivent que certaines banques ont pu compenser l'érosion de leur marge d'intérêt liée au contexte de taux bas par une augmentation des frais et commissions.
- L'accompagnement des PME constitue également un axe prioritaire d'amélioration.** Les chefs d'entreprise aimeraient plus de réactivité et de suivi de la part de leur banque, avec des changements de conseillers moins fréquents.
- Les PME sont également nombreuses à demander de meilleures conditions de financement, en particulier plus de diversité et de souplesse dans les financements proposés, et des taux plus concurrentiels.

Les dirigeants qui rencontrent des difficultés pour financer leur exploitation courante mettent logiquement au premier plan l'amélioration des conditions de financement (77%). Ils sont également plus nombreux à réclamer une meilleure qualité de suivi (67%), loin devant les frais bancaires.

02. Focus : Relation des chefs d'entreprise avec leur banque

03.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique du 4 au 13 février 2019. L'analyse porte sur les 436 premières réponses jugées complètes et fiables reçues.

Champ : PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire comporte **10 questions autour de trois axes**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

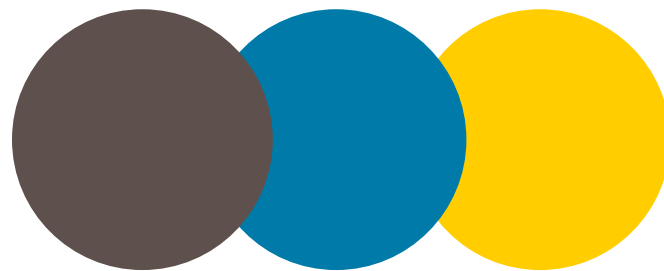
Indicateur en évolution = [(x « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

04.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprises, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprises dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

[Bpifrance Le Lab](#)

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

[Rexecode](#)



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME

Baromètre trimestriel

Mai 2019

Focus

Les PME face aux difficultés de recrutement

Principaux résultats

Trésorerie

Les indicateurs relatifs à l'évolution de la trésorerie des PME récente et future s'améliorent légèrement par rapport au début d'année. Les PME restent toutefois plus nombreuses à déclarer une dégradation de leur trésorerie qu'une amélioration au cours des 3 derniers mois, et la proportion d'entre elles jugeant leur trésorerie actuelle aisée est en baisse (13% contre 16% au 1^{er} trimestre).

Investissement

L'investissement ralentirait en 2019 selon les anticipations des PME : le solde d'opinion sur l'évolution des dépenses d'investissement baisse de 7 points sur un an, de même que la proportion de PME souhaitant investir (de 66% à 59%), en cohérence avec les anticipations du 1^{er} trimestre. Les besoins de renouvellement et/ou de modernisation des équipements constituent le principal motif de ces dépenses, bien avant l'extension des capacités de production ou l'introduction de nouveaux produits ou procédés.

Accès au crédit

La part des PME déclarant avoir recours aux concours bancaires pour financer leur exploitation courante est globalement stable (73%), et en légère hausse concernant le financement des investissements (88%). **Les conditions d'accès au crédit restent aisées, dans un contexte de taux bas**: seules 19% des entreprises ont rencontré des difficultés pour financer leur exploitation courante et 14% pour leurs investissements.

Freins à la croissance - Difficultés de recrutement

Les difficultés de recrutement restent perçues comme le principal frein à l'activité des PME, en forte hausse ce trimestre (pour 57% d'entre elles contre 52% il y a 3 mois).

Plus en détail, **84% des PME ont eu besoin de recruter au cours des 12 derniers mois et 82% de celles-ci ont rencontré des difficultés à le faire**. Cette proportion est en forte hausse.

La principale barrière à l'embauche est de loin l'absence de candidats « adaptés ». **83% des chefs d'entreprise citent comme obstacle majeur l'inadéquation entre leurs attentes et les caractéristiques ou attentes du candidat** (niveau de qualification insuffisant, manque d'expérience,...). L'inadéquation entre salaire demandé et offert n'est que le cinquième facteur causal recensé de ces difficultés.

Face à ces difficultés, **une majorité de PME déclare modifier son processus de recrutement**. Les PME sont également nombreuses à **faire évoluer leur organisation interne** (formation, durée du travail,...). Elles ont aussi **recours à des prestataires externes** (intérim, sous-traitance, travail détaché).

Un quart d'entre elles déclarent néanmoins avoir été contraintes de restreindre leur activité.

SOMMAIRE

01. Résultats de l'enquête

02. Focus : Les PME face aux difficultés de recrutement

03. Méthodologie

04. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

Résultats de l'enquête

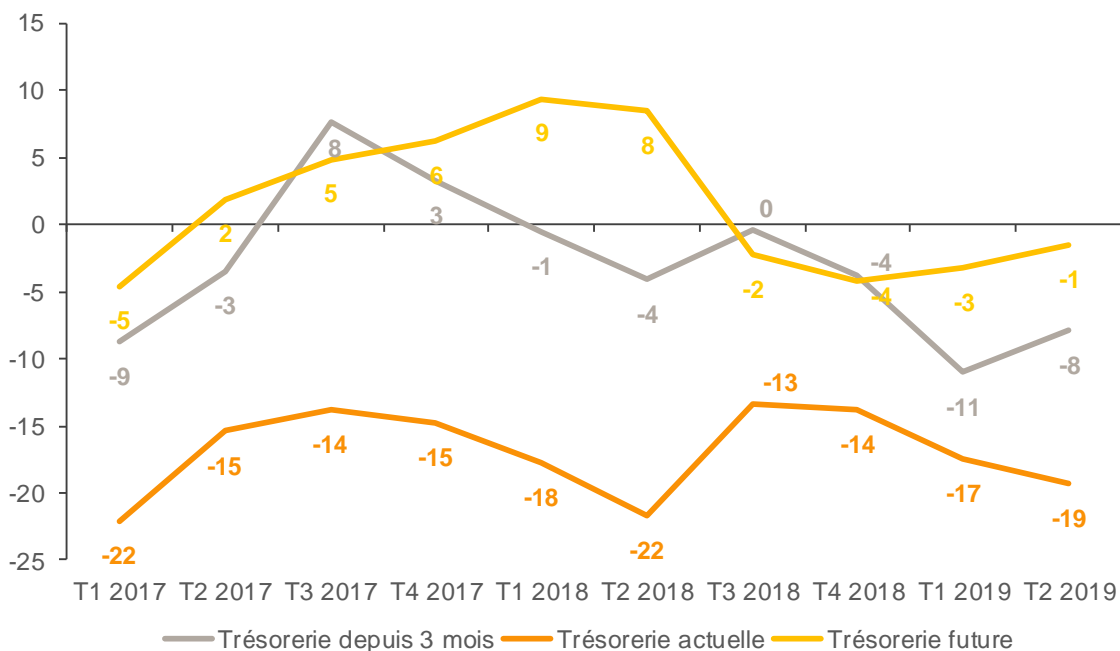


Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au cours des 3 derniers mois, l'indicateur relatif aux trésoreries s'est légèrement amélioré, après deux trimestres consécutifs de baisse. Il gagne 3 points mais reste à un niveau relativement bas. Les PME sont à nouveau plus nombreuses à déclarer une dégradation de leur trésorerie qu'une amélioration.

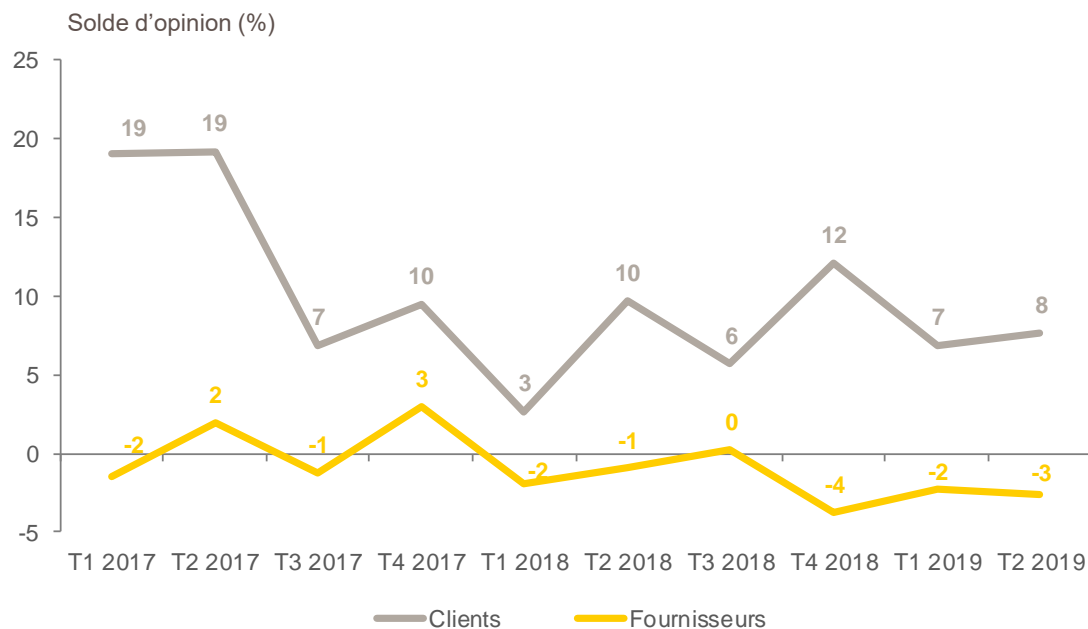
Point de vigilance, le solde relatif à la trésorerie actuelle se détériore à nouveau. Il perd 2 points sur un trimestre, sans toutefois atteindre les plus bas de début 2017 et début 2018.

À horizon 3 mois, les PME anticipent globalement peu d'évolution de leur trésorerie.

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul



Au 2^e trimestre 2019, les délais de paiement des clients et fournisseurs sont restés globalement stables par rapport au trimestre précédent.

Sur un an, les délais de paiements clients comme fournisseurs se sont légèrement réduits.

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Financement de l'exploitation courante



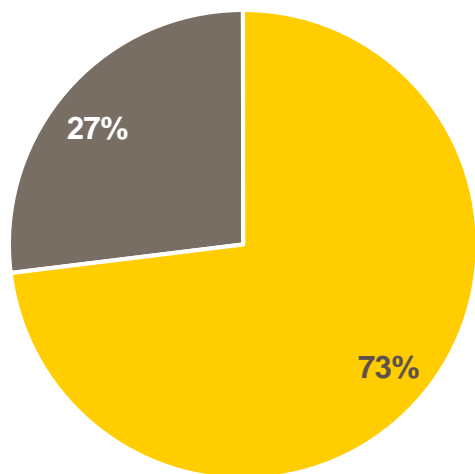
- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

Au cours des 3 derniers mois, les PME ont été un peu moins nombreuses à faire appel aux organismes de crédit pour financer leur exploitation courante : 73% après 74% au trimestre précédent, poursuivant la tendance observée depuis 2 ans.

Parmi elles, seules 19% des entreprises ont rencontré des difficultés d'accès au financement, comme au 1^{er} trimestre.

👉 L'accès au crédit de trésorerie pour les entreprises reste aisé, en cohérence avec les résultats de l'enquête trimestrielle de la Banque de France sur l'accès des entreprises au crédit*.

% des répondants

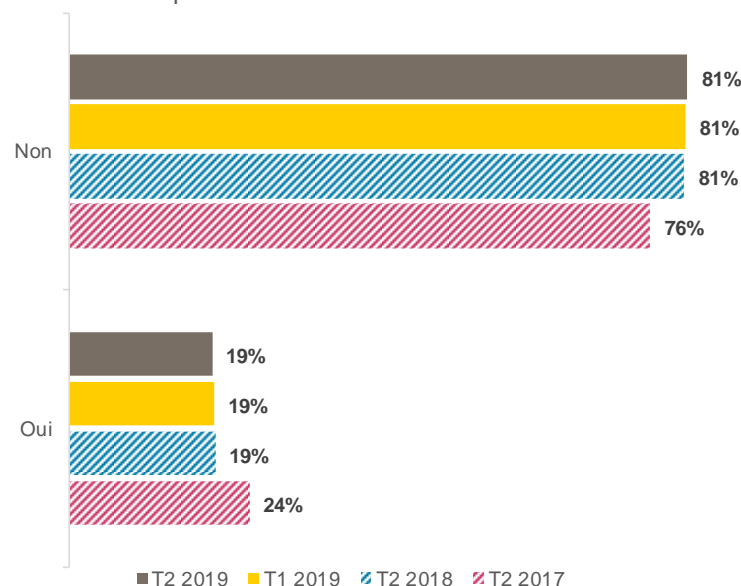


- Aucun recours au crédit de court terme
- Recours au crédit de court terme

Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

01. Résultats de l'enquête

% des répondants



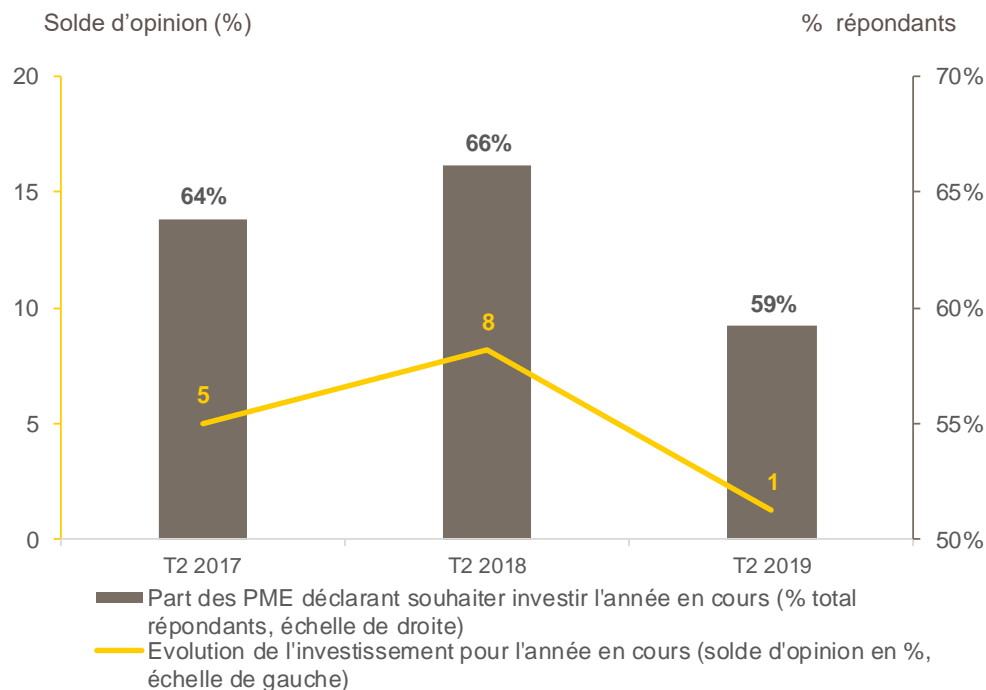
Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

*Sources: Banque de France, « [Accès des entreprises au crédit](#) », Stat Info.

Investissement (1/2)



- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront...? En hausse / Stables / En baisse
- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 2^e trimestre 2019, 59% des chefs d'entreprise déclarent souhaiter investir en 2019. Cette proportion, relativement élevée, est conforme aux déclarations du trimestre précédent, mais reste toutefois en baisse par rapport au résultat obtenu au 2^e trimestre 2018 (pour l'année 2018 – 66%).

Au total, l'investissement des PME serait moins dynamique en 2019 selon les perspectives données par les dirigeants en début d'année sur l'évolution des dépenses : l'indicateur en solde d'opinion recule de 7 points à 1.

👉 Ces observations confirment les résultats obtenus au trimestre précédent et laissent présager un ralentissement des investissements en 2019, après deux années très dynamiques, alors que les perspectives d'activité sont un peu moins allantes*. Le résultat de notre enquête diverge toutefois de celui de l'enquête Insee réalisée dans la seule industrie, les industriels anticipant en avril une progression de 11% de leur investissement en valeur en 2019.

01. Résultats de l'enquête

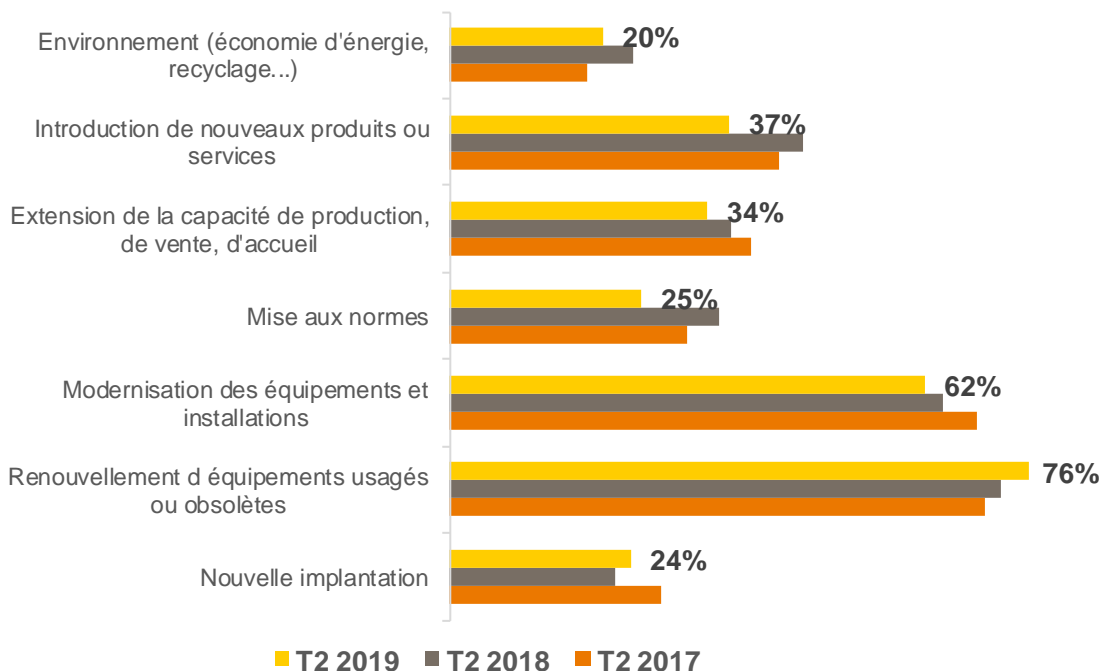
*Dans ses prévisions de mai, la Commission européenne anticipe une croissance du PIB français de +1,3% après +1,7% en 2018.

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destinations(s) ?

% des répondants



Base : Répondants déclarant investir en 2019

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les dépenses d'investissement restent essentiellement destinées au renouvellement et/ou à la modernisation des équipements et installations, (respectivement cités par 76 % et 62 % des PME déclarant investir).

L'introduction de nouveaux produits ou services et l'extension de la capacité de production, de vente ou d'accueil représentent encore une part importante des budgets d'investissement (respectivement 37 % et 34 %). Ces objectifs d'investissement sont toutefois moins revendiqués qu'il y a un an. La part de l'investissement consacré à la mise aux normes ou à l'environnement est également en baisse.

En revanche, davantage de chefs d'entreprise comptent investir dans une nouvelle implantation : 24% contre 22% au 2^e trimestre 2018.

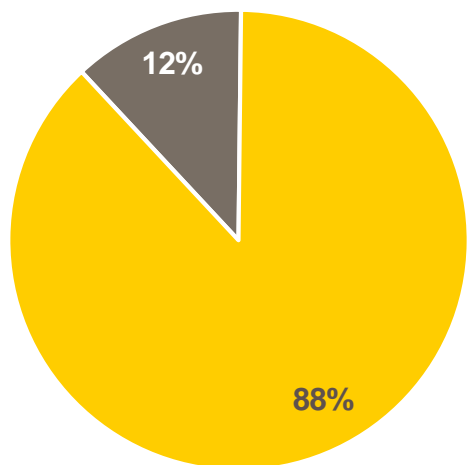
Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

88% des PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2019 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, soit davantage qu'au trimestre précédent (82 %) et qu'il y a un an (83 %).

% des répondants



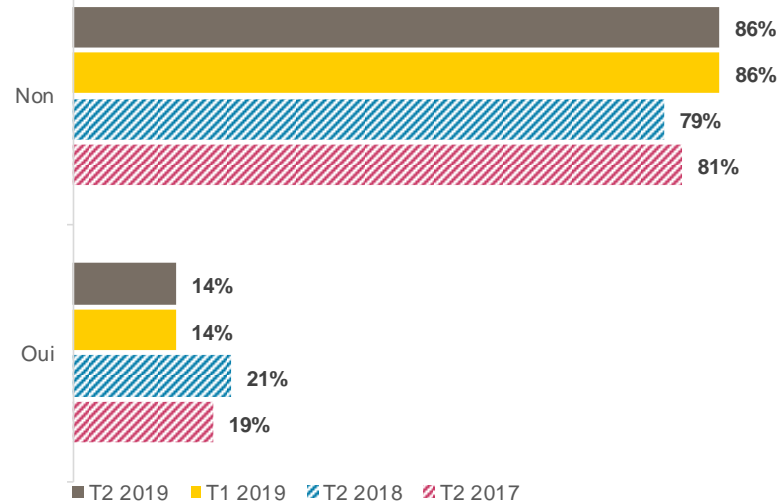
- Aucun recours au crédit d'investissement
- Recours au crédit d'investissement

Base : Répondants déclarant investir en 2019
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, seules 14% des entreprises signalent des difficultés pour financer leurs investissements, comme au trimestre précédent.

👉 De même que pour le financement de l'exploitation courante, l'enquête confirme une facilité globale d'accès au crédit d'investissement pour les TPE/PME, dans un contexte où les taux d'intérêt restent bas.

% des répondants

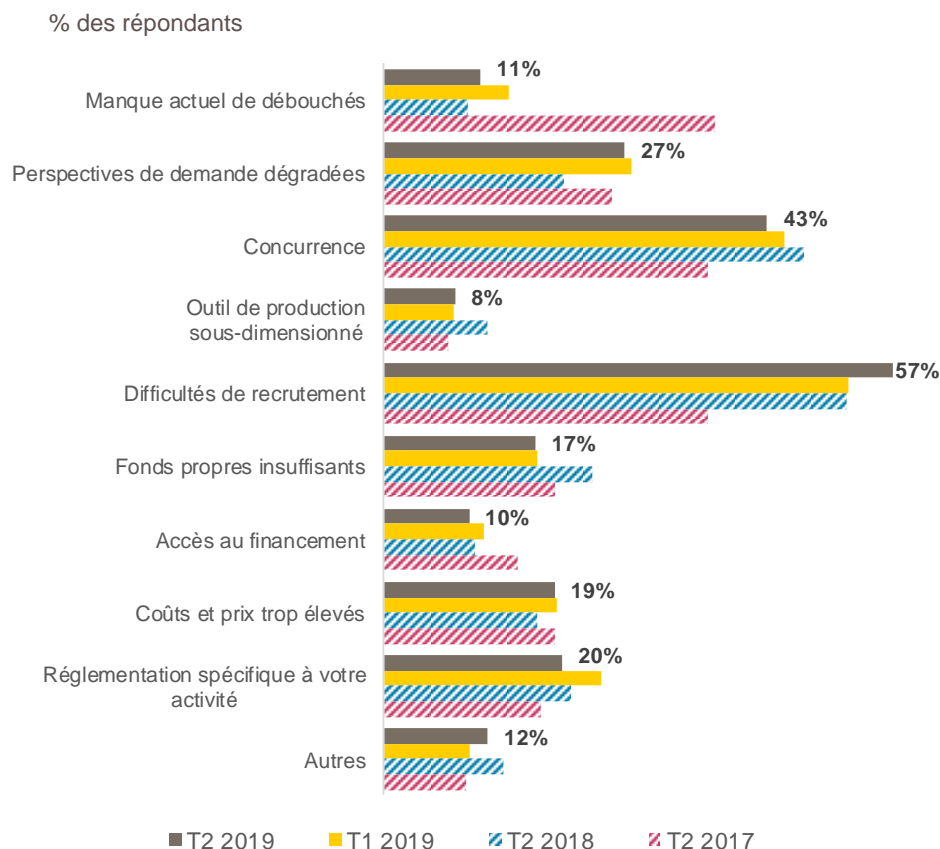


Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer ses investissements en 2019
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Freins à la croissance



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les difficultés de recrutement demeurent le principal frein à la croissance, citées par 57% des PME interrogées, en forte progression par rapport au trimestre précédent (52%) comme par rapport à l'an dernier à la même date.

La concurrence reste également un frein important (43%), même si un peu moins prégnant qu'au trimestre précédent.

Les contraintes de demande (manque actuel de débouchés et perspectives de demande dégradées), qui étaient en hausse au 1^{er} trimestre, sont un peu moins citées ce trimestre.

Les coûts et prix trop élevés (19%) et la réglementation spécifique à l'activité (20%) pèsent également un peu moins qu'en début d'année.

Parmi les autres freins, le manque de visibilité économique, les charges et les lourdeurs administratives sont cités plusieurs fois. Ils restent toutefois marginaux.

✦ Selon l'enquête, les TPE/PME sont plus nombreuses à signaler des difficultés de recrutement. La récente enquête de Pôle emploi sur les besoins en main-d'œuvre 2019* confirme ce phénomène. Il est analysé plus en détail dans le focus ci-après sur la base des réponses des chefs d'entreprises à notre questionnaire spécifique.

01. Résultats de l'enquête

*Selon [cette enquête](#), la part de recrutements jugés « difficiles » par les entreprises passerait à 50,1% en 2019 (après 44,4% en 2018).

02.

Focus : Les PME face aux difficultés de recrutement



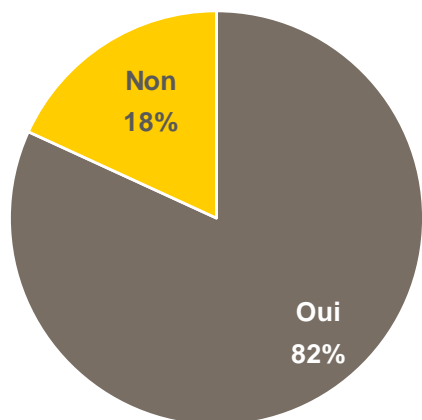
L'entreprise face aux difficultés de recrutement (1/5)



- **Question trimestrielle** : Sur les 12 derniers mois, avez-vous rencontré des difficultés pour recruter du personnel ?
Oui / Non / Non concerné (pas de besoin de recrutement)
- Si oui, ces difficultés contraignent-elles l'activité de votre entreprise ?

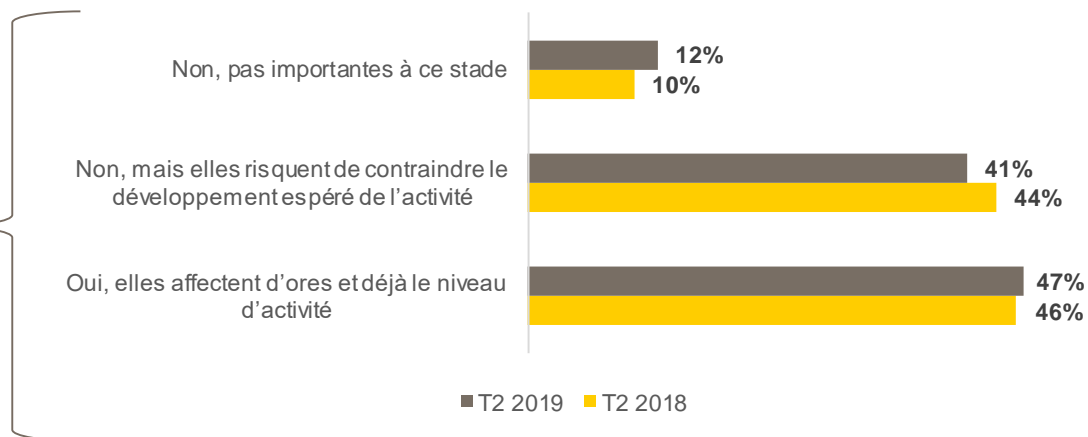
Au 2^e trimestre 2019, 84% des entreprises ayant répondu au questionnaire ont rencontré un besoin de recrutement au cours des 12 derniers mois. Parmi elles, 82% ont été confrontées à des difficultés pour recruter le personnel nécessaire au développement de leur activité.

Cette proportion s'affiche en nette hausse : elle était de 70% il y a un an.



Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode
Base : PME ayant rencontré un besoin de recrutement

Ces difficultés affectent d'ores et déjà le développement de l'activité de 47% d'entre elles et 41% ont des craintes quant à leur impact à venir, soit des proportions similaires à celles relevées l'an passé à la même période.

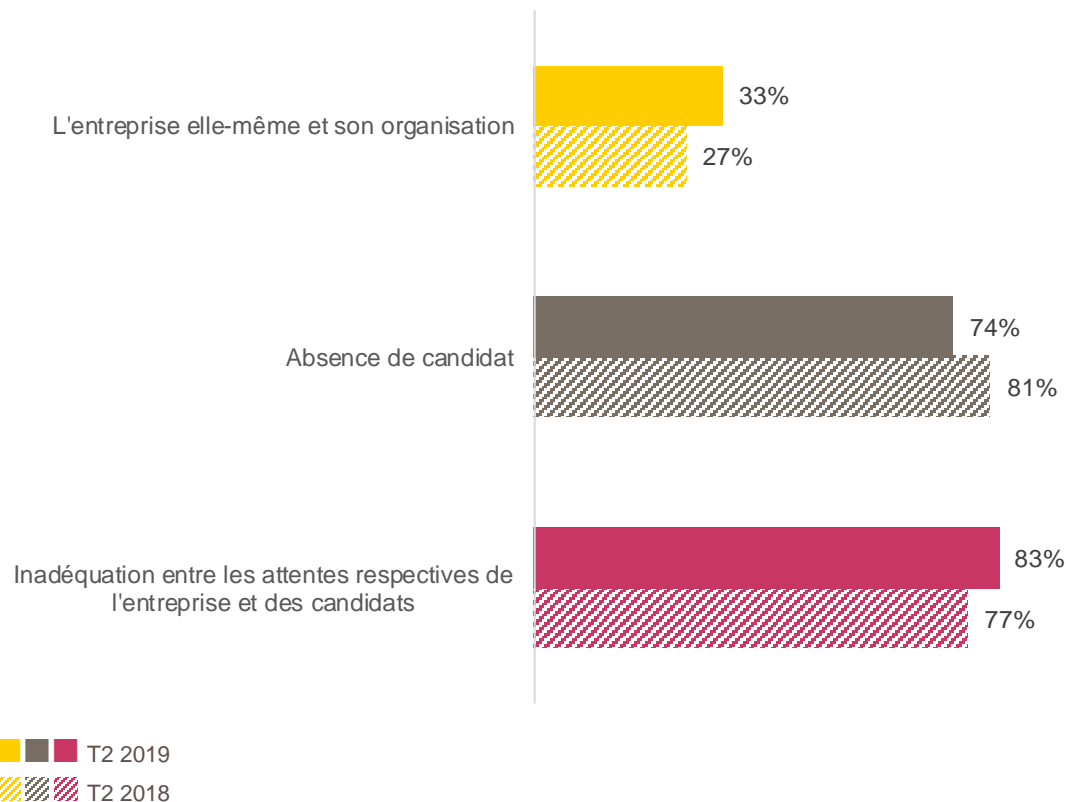


Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode
Base : PME ayant rencontré des difficultés de recrutement

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (2/5)



- Quelles ont été la ou les barrières à l'embauche (plusieurs réponses possibles) ?



Note de lecture : 83% des PME ont cité au moins un des items relatifs à l'inadéquation de leurs attentes à celles des candidats (en rouge) comme source de difficultés à recruter.

Base : PME ayant rencontré un besoin de recrutement

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'absence de candidat (comprise au sens de candidat « adapté » pour la majorité des entreprises) est une difficulté majeure, citée par $\frac{3}{4}$ des PME, en recul néanmoins sur un an.

Ainsi, 83% des dirigeants de PME considèrent l'inadéquation entre leurs attentes et les caractéristiques ou attentes des candidats comme source de difficultés pour recruter. Ce phénomène a pris de l'ampleur par rapport à l'an passé.

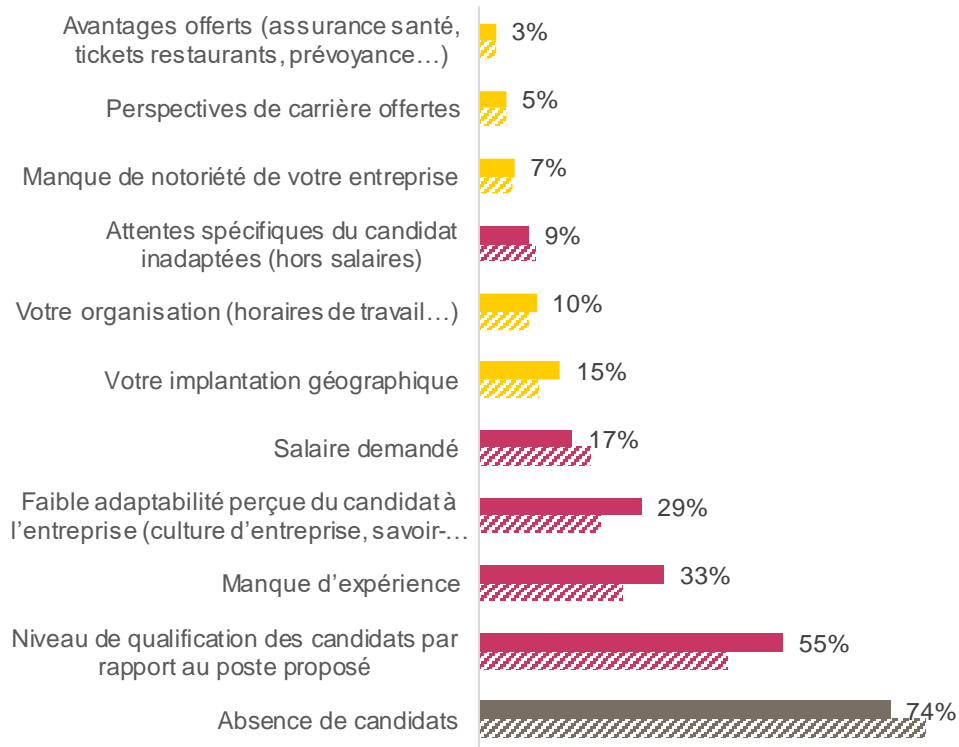
Les TPE/PME sont plus nombreuses que l'an passé à mettre en cause leur entreprise elle-même ou son organisation dans les difficultés pour recruter. Ce facteur reste bien moins prégnant ($\frac{1}{3}$ des PME) mais il relève davantage de la perception des candidats que de celle des chefs d'entreprise eux-mêmes (critère de localisation de l'entreprise, horaires...).

Les modalités de réponse sont détaillées ci-après.

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (3/5)



- Quelles ont été la ou les barrières à l'embauche (plusieurs réponses possibles) ?



- L'entreprise elle-même et son organisation
- Inadéquation entre les attentes de l'entreprise et celles des candidats
- Absence de candidat
- ▨ T2 2018

Base : PME ayant rencontré un besoin de recrutement

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les principales barrières rencontrées par les PME et pouvant expliquer la proportion élevée de PME signalant le manque de candidats « adaptés » sont l'inadéquation du niveau de qualification des candidats (plus de la moitié des PME), leur manque d'expérience et leur faible adaptabilité supposée à l'entreprise (près de 30%). Ces barrières sont bien plus citées qu'il y a un an.

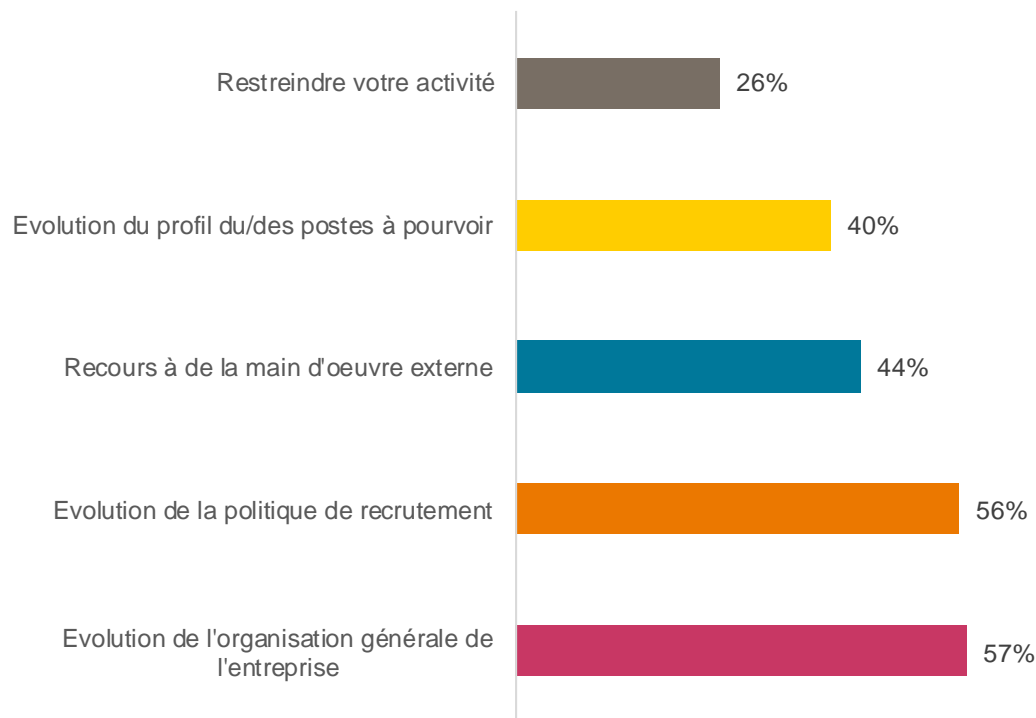
Le salaire demandé n'apparaît qu'au 5^e rang des raisons aux difficultés de recrutement. Ce critère est en outre moins souvent cité par les chefs d'entreprise que l'an passé (17% après 20 %).

Parmi les caractéristiques propres de l'entreprise et son organisation, l'implantation géographique prend un peu plus d'ampleur comme barrière à l'embauche (cité par 15% des dirigeants de TPE/PME) comme les questions d'organisation de l'activité (horaires,...). Les avantages sociaux, les perspectives de carrière, la notoriété de l'entreprise et même son organisation représentent des freins mineurs.

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (4/5)



- Ces difficultés vous ont-elles amené à (plusieurs réponses possibles)... ? :



Note de lecture : 57% des PME ont mis en place une et/ou plusieurs actions pour faire évoluer l'organisation générale de leur entreprise (en rouge) face à leurs difficultés de recrutement.

Base : PME ayant rencontré un besoin de recrutement

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Pour tenter de remédier à ces difficultés, et outre les contraintes qu'elles exercent déjà sur le niveau de l'activité, les chefs d'entreprise ont majoritairement fait évoluer :

- l'organisation générale de leur entreprise (57%),
- leur politique de recrutement (56%).

De l'ordre de 40% des chefs d'entreprise ont eu recours à de la main d'œuvre externe et/ou fait évoluer le profil des postes à pourvoir pour contrer ces difficultés.

¼ d'entre elles déclarent avoir restreint leur activité. Cette question spécifique n'avait pas été posée l'an dernier.

Les modalités de réponse sont détaillées ci-après.

L'entreprise face aux difficultés de recrutement (5/5)



- Ces difficultés vous ont-elles amené à (plusieurs réponses possibles)... ? :



Plus précisément, pour faire face à l'absence de candidats « adaptés », les PME ont principalement :

- modifié leur mode de recrutement (plus de la moitié d'entre elles) ;
- restreint leur activité (26%) ;
- ajusté leurs critères de recrutement en proposant des salaires plus élevés et en abaissant leurs exigences en termes de qualification ;
- reporté ces difficultés de recrutement sur des prestataires extérieurs, en recourant à l'intérim ou au travail détaché (25 %), ou en externalisant auprès de sous-traitants (21 %) pour contrer l'inadéquation des attentes des candidats avec celles de leur entreprise ;
- modifié leur organisation interne en augmentant la durée de travail des salariés en place (25%), développant leur polyvalence (20%) et les formant (18%), ou encore en leur proposant une meilleure rémunération (19%) ;
- En revanche, les difficultés de recrutement n'incitent que peu les chefs d'entreprise à investir dans l'automatisation des tâches (13%), ou à mettre en place des solutions de mobilité de la main d'œuvre ou de télétravail (6%).

- Evolution du profil/du poste à pourvoir
- Evolution de l'organisation générale de l'entreprise
- Restreindre votre activité
- Recours à la main d'œuvre externe
- Evolution de la politique de recrutement

Base : PME ayant rencontré un besoin de recrutement

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

02. Focus : Difficultés de recrutement

03.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique du 29 avril au 13 mai 2019. L'analyse porte sur les 468 premières réponses jugées complètes et fiables reçues.

Champ : PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire comporte **10 questions autour de trois axes**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

04.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprises, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprises dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

[Bpifrance Le Lab](#)

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

[Rexecode](#)



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME

Baromètre trimestriel

Septembre 2019

Focus

Transformation digitale : où en sont les PME?

Principaux résultats

Trésorerie

Les indicateurs relatifs à l'évolution de la trésorerie des PME récente et future se sont nettement améliorés ce trimestre et par rapport au début d'année. Les PME sont de nouveau plus nombreuses à déclarer une amélioration de leur trésorerie qu'une dégradation au cours des 3 derniers mois, et la proportion d'entre elles qui jugent leur situation de trésorerie aisée est en hausse (16% contre 13% au 1^{er} trimestre). Ce résultat peut être mis en relation avec la transformation du CICE en allègement de charges, qui a entraîné un apport ponctuel supplémentaire de trésorerie pour les entreprises cette année.

Investissement

L'investissement ralentirait légèrement en 2019 selon les anticipations des PME : le solde d'opinion sur l'évolution des dépenses d'investissement baisse un peu (-2 points sur un an), de même que la proportion de PME souhaitant investir (de 59% à 57%). Les besoins de renouvellement et/ou de modernisation des équipements constituent toujours le principal motif de ces dépenses.

Accès au crédit

Sur un an, la proportion de PME déclarant avoir recours aux concours bancaires pour financer leur exploitation courante est en légère baisse (73% après 76%), de même que celle des PME ayant recours au crédit pour financer leurs investissements (81% après 84%). **Les conditions d'accès au crédit restent aisées, dans un contexte de taux historiquement bas** : seules 18% des entreprises ont rencontré des difficultés pour financer leur exploitation courante et 15% pour leurs investissements.

Freins à la croissance

Les difficultés de recrutement restent perçues comme le principal frein à l'activité des PME, de nouveau en hausse ce trimestre (cité par 59% des PME contre 57% il y a 3 mois). Elles devancent de loin la concurrence, facteur cité par 41% des PME.

Transformation digitale

53% des PME ont entamé leur transformation digitale. Pour ces entreprises, le processus s'opère principalement dans l'organisation de l'entreprise (82%), puis dans l'optimisation de la production (56%) et la relation client (55%).

19% des PME ne sentent pas concernées par ce sujet et 28% des PME n'ont pas entamé leur transformation digitale, principalement par manque d'intérêt ou de temps (44%). Pour 38% d'entre elles, ce n'est pas encore le bon moment pour l'entreprise. Les autres raisons majeures sont la complexité du sujet et le manque de compétences en interne, qui sont également les principaux obstacles rencontrés par les PME ayant entamé leur transformation digitale.

L'impact anticipé de la digitalisation dans les cinq années à venir sur le chiffre d'affaires, la rentabilité et l'investissement des PME est globalement positif, de même que sur le nombre d'employés mais dans une moindre mesure. Les PME qui ont déjà débuté leur transformation digitale sont plus optimistes sur l'impact attendu de la transformation digitale sur leur entreprise que celles qui ne l'ont pas fait.

SOMMAIRE

01. Résultats de l'enquête

02. Focus - Transformation digitale : où en sont les PME?

03. Méthodologie

04. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

Résultats de l'enquête

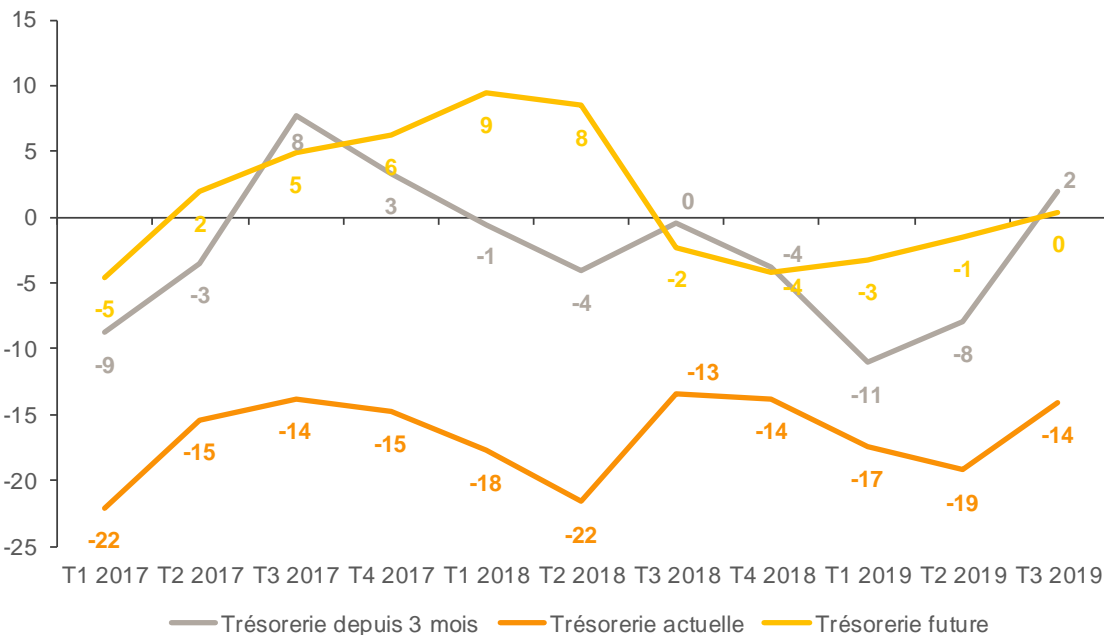


Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au cours des 3 derniers mois, l'indicateur relatif à l'évolution de la trésorerie s'est fortement redressé. Il gagne 10 points, revenant en terrain positif. Les PME sont ainsi de nouveau plus nombreuses à déclarer une amélioration de leur trésorerie qu'une dégradation, situation inédite depuis fin 2017.

Le solde relatif à la situation actuelle de trésorerie augmente également nettement (+5 points sur un trimestre), retrouvant le niveau d'il y a un an.

À horizon 3 mois, les PME anticipent une stabilité de leur trésorerie.

👉 La transformation du CICE* en réduction pérenne de cotisations sociales patronales contribue à un apport ponctuel de trésorerie pour les entreprises. Il peut expliquer en partie l'amélioration de l'indicateur relatif à la trésorerie. En effet, au 1^{er} semestre 2019, les entreprises ont bénéficié à la fois du CICE dû au titre de la masse salariale 2018 et du nouvel allègement de cotisations sociales qui le remplace depuis le 1^{er} janvier. Cette contemporanéité n'aura plus cours début 2020 avec d'éventuelles conséquences en matière d'appréciation de la trésorerie.

01. Résultats de l'enquête

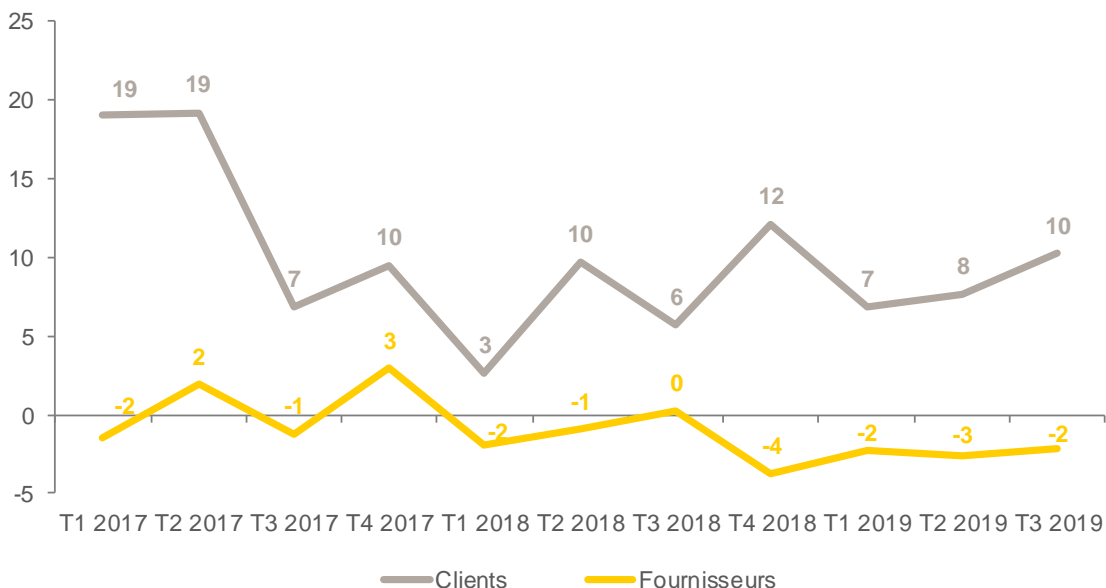
*Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Au 3^e trimestre 2019, les délais de paiement des clients et fournisseurs ont légèrement augmenté.

Sur un an, les délais de paiements clients ont augmenté alors que ceux relatifs aux fournisseurs se sont légèrement réduits.

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

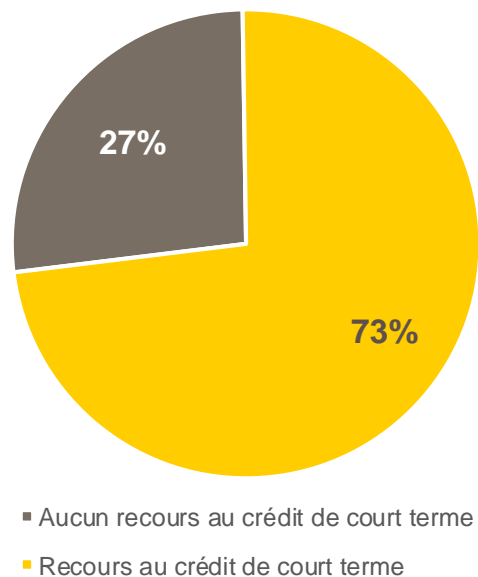
Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

Au cours des 3 derniers mois, la part des PME ayant fait appel aux organismes de crédit pour financer leur exploitation courante est stable à hauteur de 73%.

% des répondants



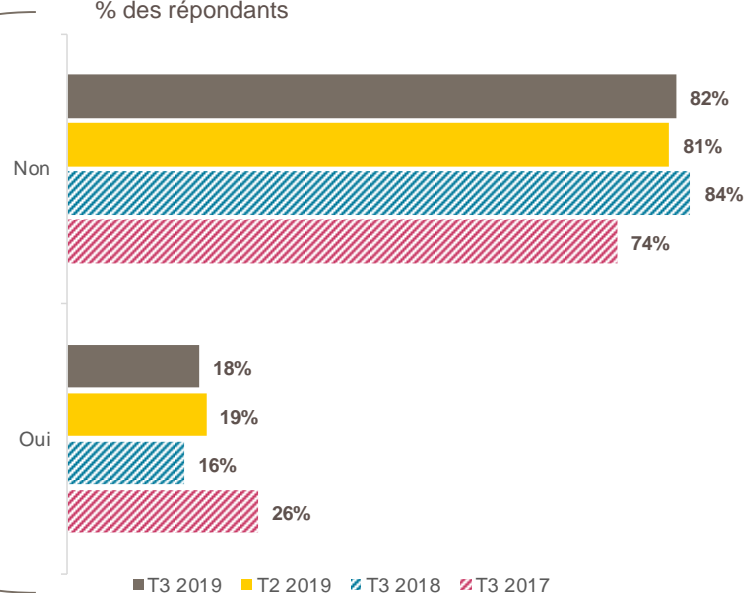
Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

01. Résultats de l'enquête

Parmi elles, seules 18% des entreprises ont rencontré des difficultés d'accès au financement, soit un peu moins qu'au trimestre précédent (19%).

🔗 **L'accès au crédit de trésorerie pour les entreprises reste aisé**, en cohérence avec les résultats de la dernière enquête semestrielle Bpifrance Le Lab auprès des PME*.

% des répondants



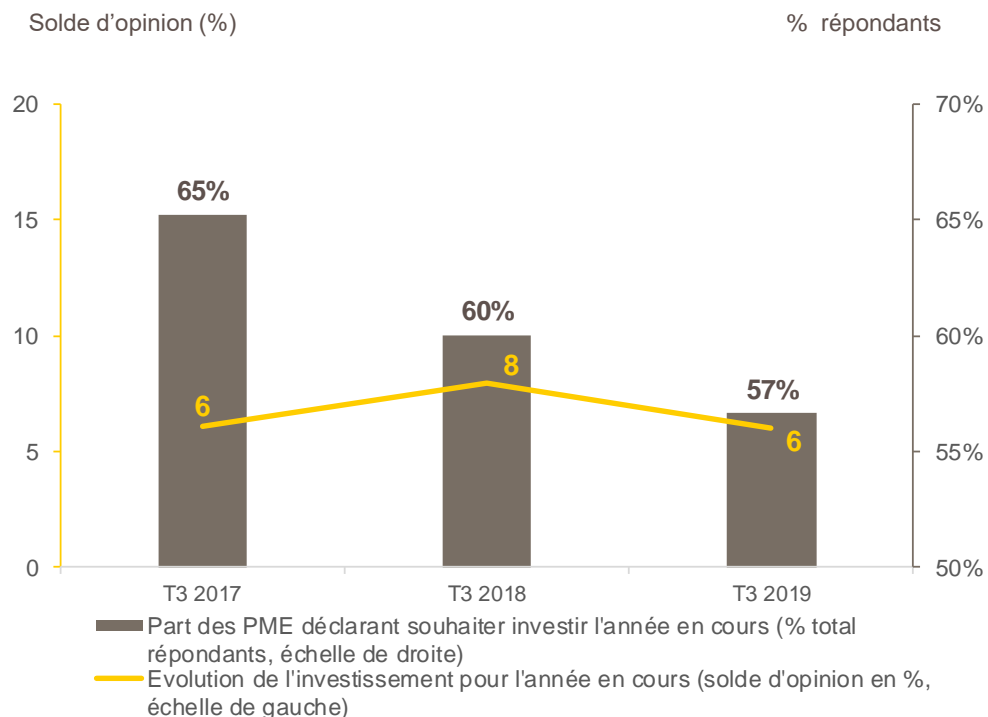
Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

*Source: Bpifrance Le Lab, « 69^e enquête de conjoncture PME », juillet 2019.

Investissement (1/2)



- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non
- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ? En hausse / Stables / En baisse



Au 3^e trimestre 2019, 57% des chefs d'entreprise déclarent souhaiter investir en 2019. Cette proportion, relativement élevée, est toutefois légèrement moindre qu'au trimestre précédent (59%), ainsi qu'au 3^e trimestre 2018 (pour l'année 2018 – 60%).

Au total, l'investissement des PME serait un peu moins dynamique en 2019 selon les perspectives données par les dirigeants sur l'évolution des dépenses : l'indicateur en solde d'opinion recule de 2 points à +6.

📌 **Ces observations laissent anticiper un léger ralentissement des investissements des entreprises en 2019**, en cohérence avec les dernières prévisions de l'Insee, et dans un contexte où les perspectives d'activité sont un peu moins allantes*.

Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

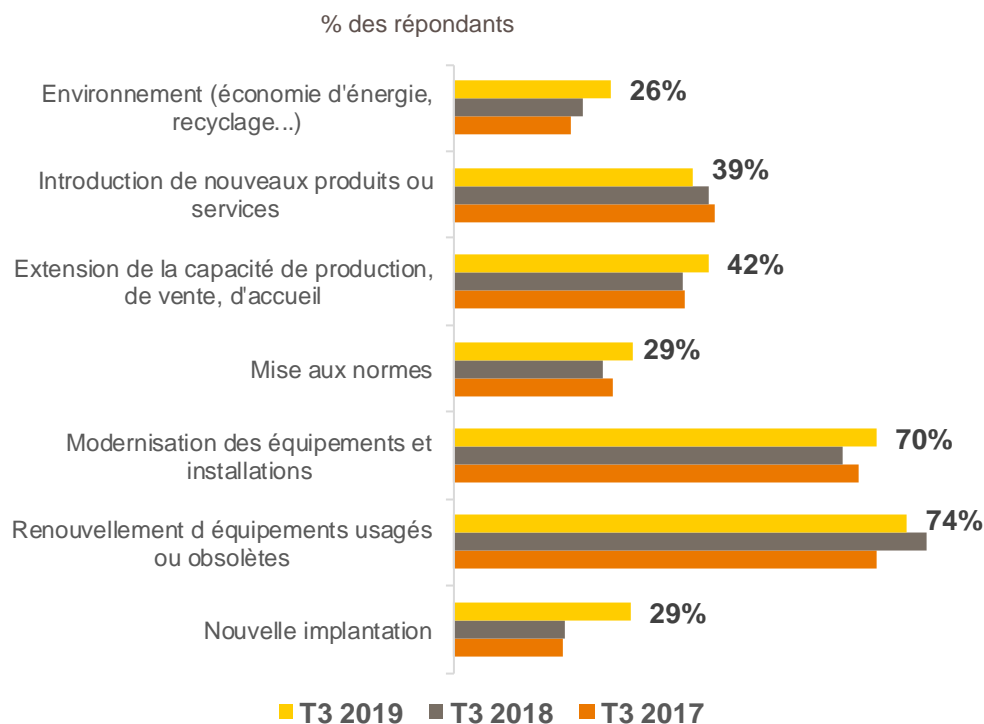
01. Résultats de l'enquête

*Dans sa [note de conjoncture de juin](#), l'Insee anticipe une croissance du PIB français de +1,3% (après +1,7% en 2018) et une croissance des investissements des entreprises de +3,3% (après +3,9%) .

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants déclarant investir en 2019

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les dépenses d'investissement restent essentiellement destinées au renouvellement et/ou à la modernisation des équipements et installations, (respectivement cités par 74% et 70% des PME déclarant investir).

L'extension de la capacité de production, de vente ou d'accueil et l'introduction de nouveaux produits ou services représentent de nouveau une part importante des budgets d'investissement (respectivement 42% et 39%).

À noter que, en ligne avec la tendance observée depuis un an, la proportion de chefs d'entreprise qui comptent investir dans une nouvelle implantation est en nette hausse : 29% contre 24% au trimestre précédent et seulement 18% au 3^e trimestre 2018.

La part de l'investissement consacré à la mise aux normes ou à l'environnement a également augmenté ce trimestre (respectivement +4 et +6 points).

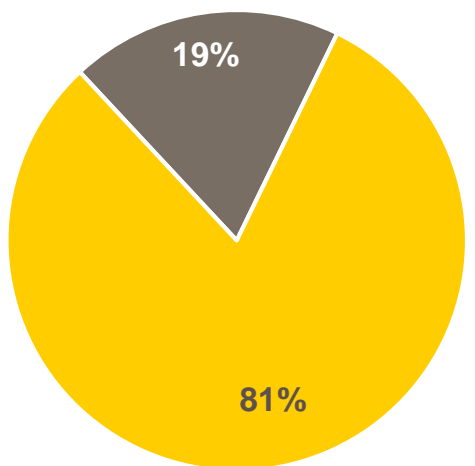
Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

81% des PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2019 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, soit un peu moins qu'il y a un an (84%) et que lors du trimestre précédent (88 %).

% des répondants



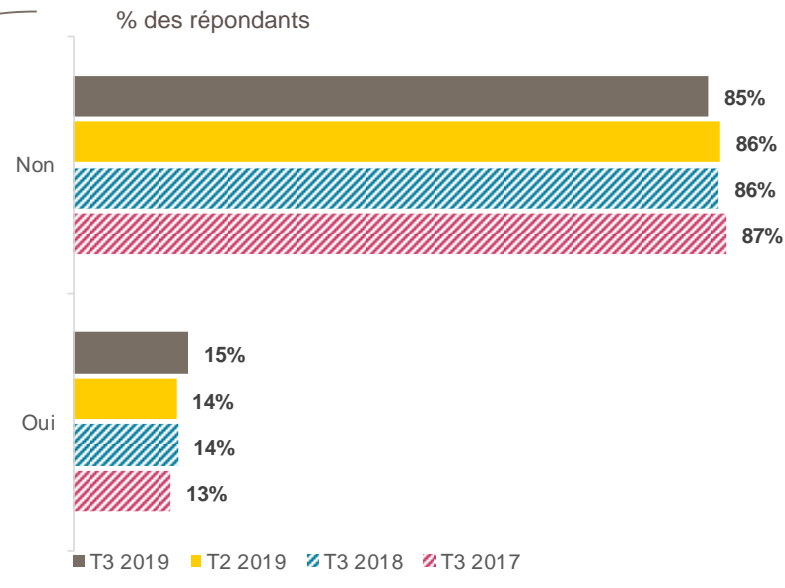
- Aucun recours au crédit d'investissement
- Recours au crédit d'investissement

Base : Répondants déclarant investir en 2019
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, seules 15% des entreprises signalent des difficultés pour financer leurs investissements, soit 1 point de plus qu'au trimestre précédent.

🔗 De même que pour le financement de l'exploitation courante, **l'enquête confirme une facilité globale d'accès au crédit d'investissement pour les TPE/PME**, dans un contexte où les taux d'intérêt sont historiquement bas.

% des répondants

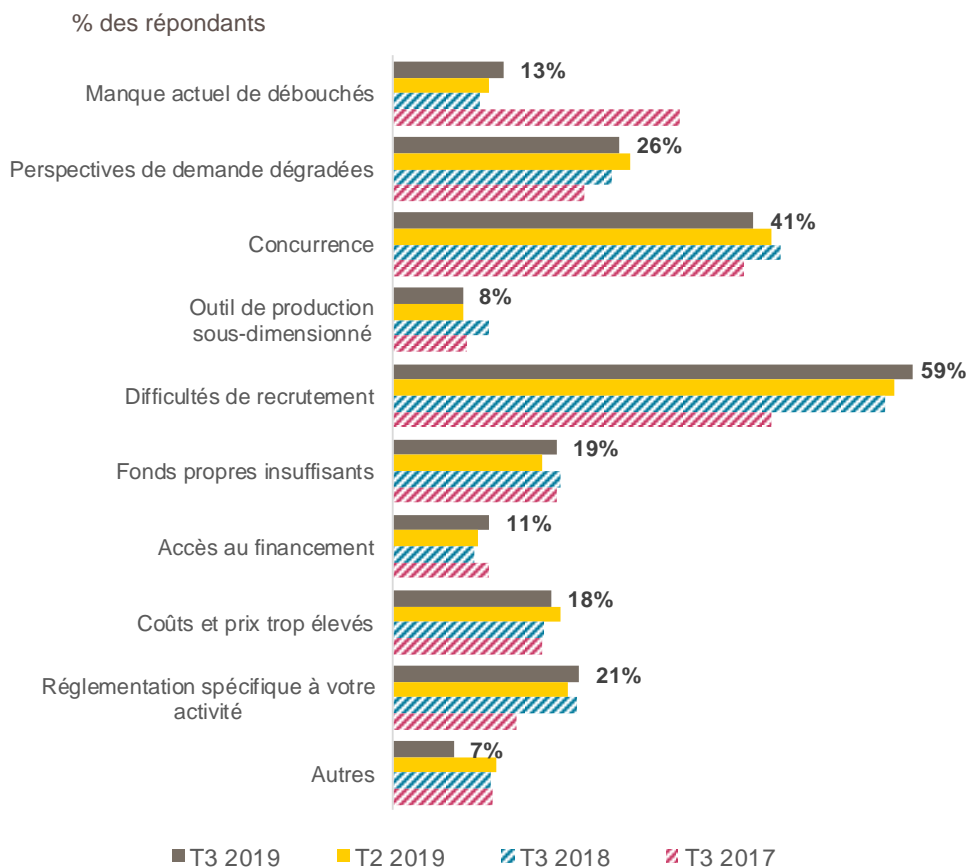


Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer ses investissements en 2019
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Freins à la croissance



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les difficultés de recrutement demeurent de loin le principal frein à la croissance, citées par 59% des PME interrogées. Elles sont à nouveau en progression par rapport au trimestre précédent (57%) et sur un an (56% au 3^e trimestre 2018).

La concurrence reste le second frein cité par les entreprises (41%), même s'il est un peu moins marqué qu'au trimestre précédent (43%).

Les contraintes de demande (manque actuel de débouchés et perspectives de demande dégradées) sont jugées globalement stables.

La réglementation spécifique à l'activité (21%) et les coûts et prix trop élevés (18%) sont également considérés comme des freins significatifs par les PME.

👉 Si tous les secteurs sont concernés par les difficultés de recrutement, celui de la construction serait le plus affecté: la moitié des PME de ce secteur rencontrent des difficultés importantes pour recruter (contre 40% pour l'ensemble des PME)*.

01. Résultats de l'enquête

02.

**Focus -
Transformation
digitale : où en sont
les PME?**



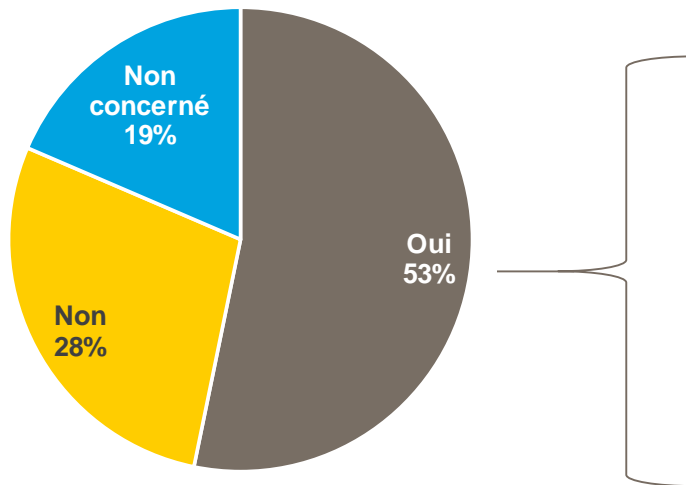
Transformation digitale : où en sont les PME ? (1/5)



- Question trimestrielle : Avez-vous entamé la transformation digitale de votre activité ?
- Si oui, sur quels aspects ?

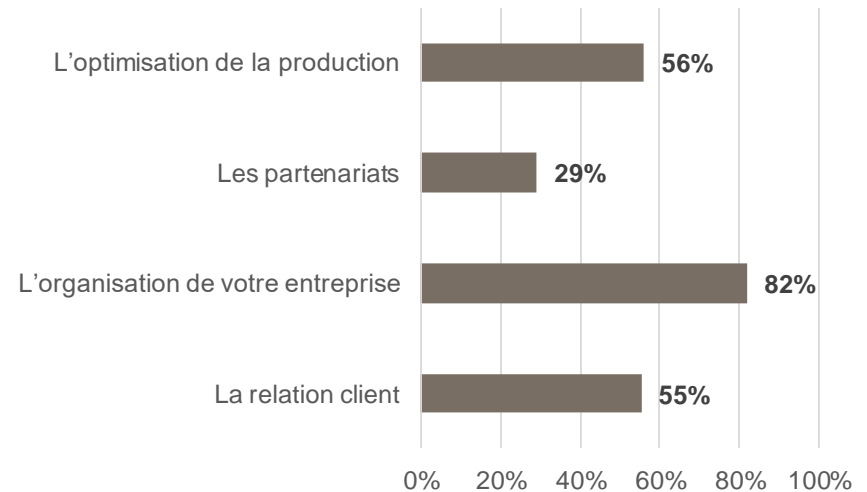
Au 3^e trimestre 2019, plus de la moitié (53%) des entreprises ayant répondu au questionnaire ont entamé leur transformation digitale.

47% des chefs d'entreprise déclarent ne pas l'avoir fait, 19% ne se sentant pas concernés*.



Base : Ensemble des PME
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Une large majorité de PME (82%) ayant amorcé leur transformation digitale l'ont fait afin de faire évoluer l'organisation de l'entreprise (outils informatiques pour favoriser le travail collaboratif, association des équipes opérationnelles au projet de transformation digitale...). Plus de la moitié des PME ont également optimisé leur production (56%) et modifié leur relation client (55%). En revanche, moins d'un tiers des PME (29%) ont élaboré des partenariats dans la mise en œuvre de leur transition digitale.



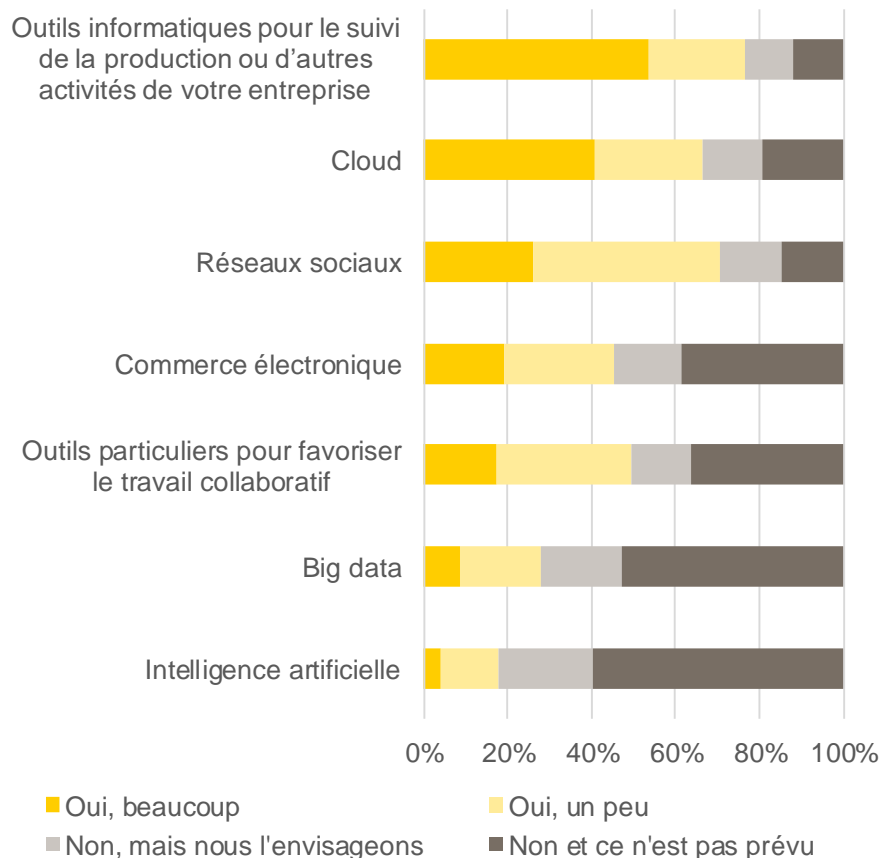
Base : PME ayant entamé leur transformation digitale
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

02. Focus : Difficultés de recrutement

Transformation digitale : où en sont les PME ? (2/5)



- Au sein de votre entreprise, les outils suivants sont-ils utilisés ?



Note de lecture : 26% des PME déclarent utiliser beaucoup les réseaux sociaux.

Base : PME ayant entamé leur transformation digitale

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les principaux outils utilisés par les entreprises ayant entamé leur transformation digitale sont les outils informatiques de suivi des activités (77% y ont recours, dont 53% déclarent l'utiliser beaucoup), le cloud (66%) et les réseaux sociaux (70%).

La vente en ligne et la promotion du travail collaboratif sont moins sollicitées. Moins de la moitié des PME utilisent le commerce électronique, de même que les outils particuliers pour favoriser le travail collaboratif, et à peine 20% les utilisent beaucoup.

Les PME ont encore très peu recours au big data (19%) et à l'intelligence artificielle (14%). Plus de la moitié des PME n'envisagent pas d'en faire usage à court terme.

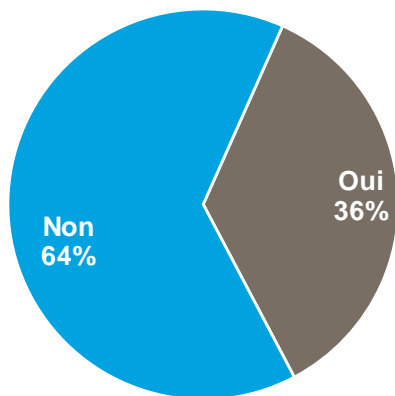
Transformation digitale : où en sont les PME ? (3/5)



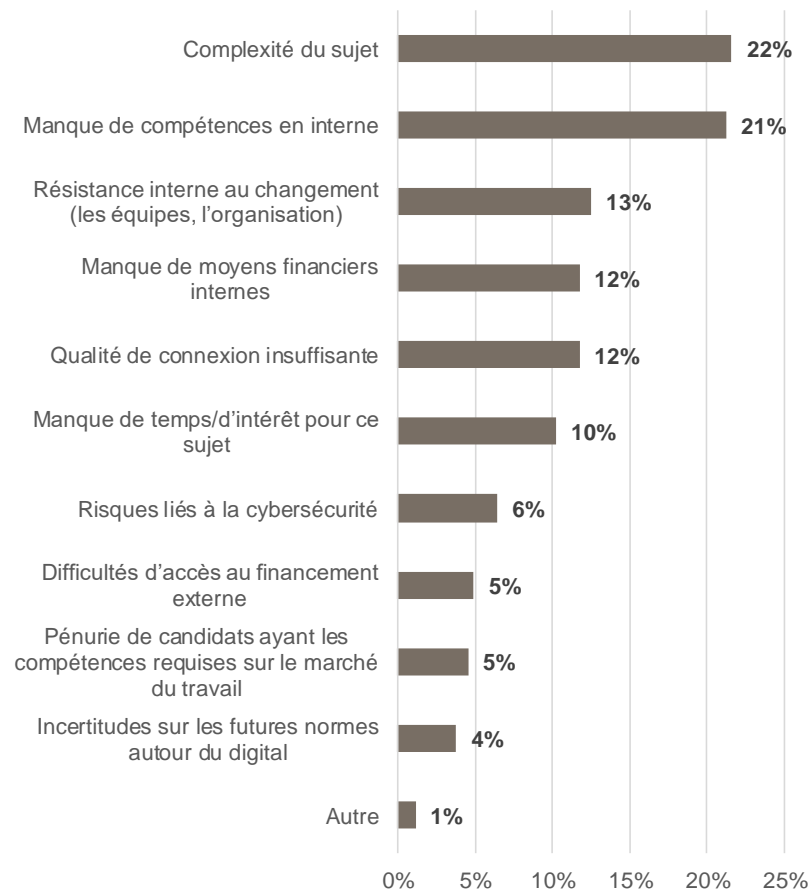
- Avez-vous rencontré ou rencontrez vous des obstacles dans la mise en œuvre de la transformation digitale de votre entreprise ?
- Si oui, lesquels ?

36% des PME déclarent rencontrer ou avoir rencontré des obstacles dans la mise en œuvre de leur transformation digitale. Les principaux obstacles qu'elles relèvent sont :

- **La complexité du sujet** (22% d'entre elles). D'où l'importance d'accompagner les entreprises dans leur transformation digitale. Bpifrance Le Lab met ainsi à disposition des dirigeants de société un guide pratique pour les aider dans ce processus.
- **Le manque de compétences en interne** (21% d'entre elles) et la résistance au changement (13 %).
- La pénurie de candidats ayant les compétences requises pour conduire leur transformation digitale n'est pas un obstacle fréquemment cité (5%) mais les entreprises n'ont pas nécessairement les moyens financiers en interne pour recruter.



Base : PME ayant entamé leur transformation digitale
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

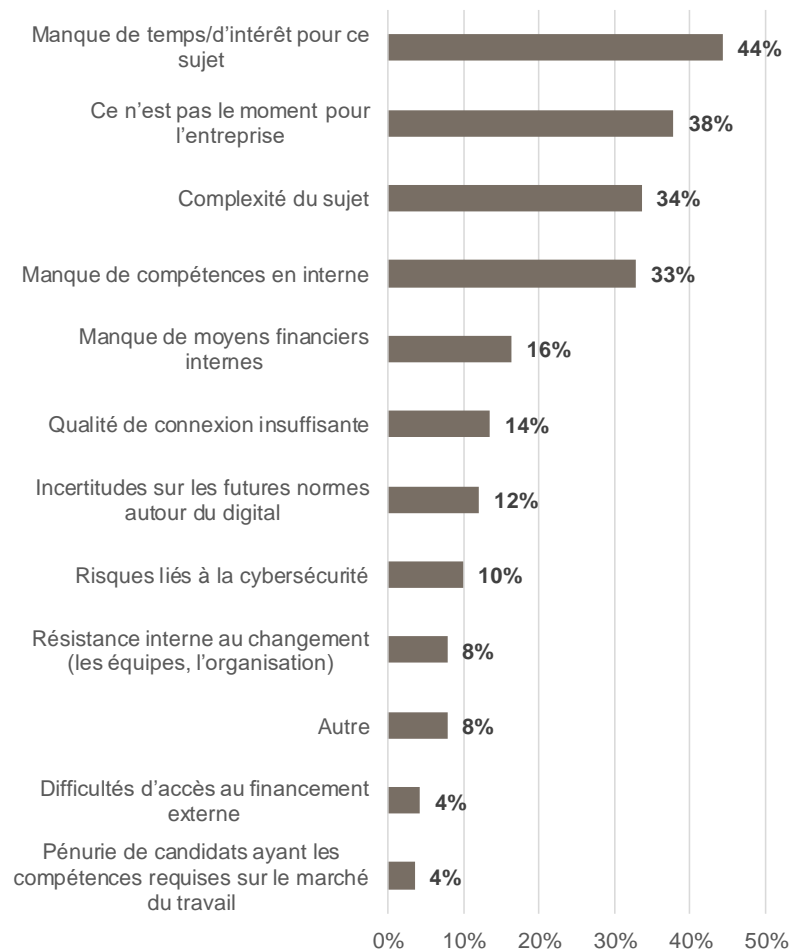


Base : PME ayant rencontré des obstacles dans la mise en œuvre de leur transformation digitale
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Transformation digitale : où en sont les PME ? (4/5)



- Pour quelles raisons n'avez-vous pas entamé la transformation digitale de votre activité ?



Base : PME n'ayant pas entamé leur transformation digitale

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les dirigeants des PME sensibilisés au sujet mais n'ayant pas encore entamé leur transformation digitale (28% des répondants) l'expliquent principalement par un manque de temps ou d'intérêt pour ce sujet (44%). Ils se sentent donc relativement peu concernées par ce processus.

Ces dirigeants sont également nombreux (38%) à estimer que ce n'est pas le bon moment pour leur entreprise pour initier cette transformation. Les autres obstacles importants à leur transformation digitale sont la complexité du sujet et le manque de compétences en interne, cités par un tiers d'entre eux. Ces deux derniers obstacles sont majeurs, que les PME aient entamé ou non leur transformation digitale.

A noter que la qualité insuffisante de la connexion reste un frein pour plus de 10% des PME (digitalisées ou non).

Les risques liés à la cybersécurité ne constituent pas un obstacle majeur, cités par 10% des PME non digitalisées et 6% des PME digitalisées.

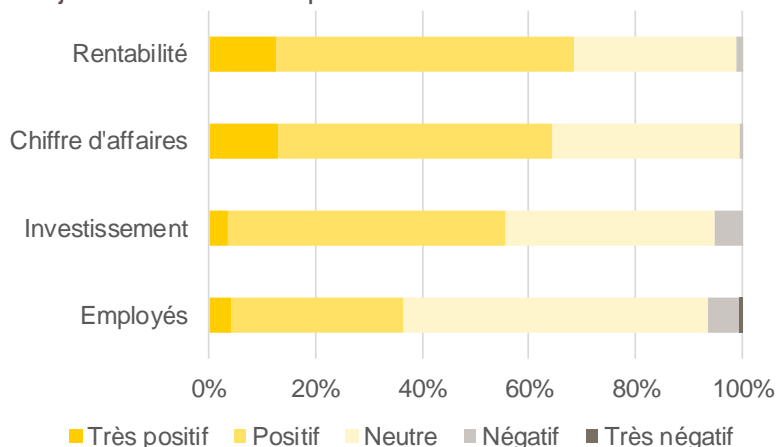
Transformation digitale : où en sont les PME ? (5/5)



- Selon vous, quel sera l'impact de la digitalisation sur les indicateurs suivants au cours des cinq années à venir ?

Les PME sont globalement optimistes quant aux effets de la digitalisation sur leur entreprise à moyen terme. Les entreprises qui ont déjà entamé leur transformation digitale s'attendent à un impact plus positif.

Une large majorité des dirigeants ayant débuté la transformation digitale de leur entreprise estime que la digitalisation aura un impact positif sur leur rentabilité (69%), leur chiffres d'affaires (64%) et dans un moindre mesure l'investissement (56%). Les PME qui n'ont pas entamé leur transformation digitale sont plus mesurées, et attendent majoritairement un impact neutre. Elles restent toutefois plus



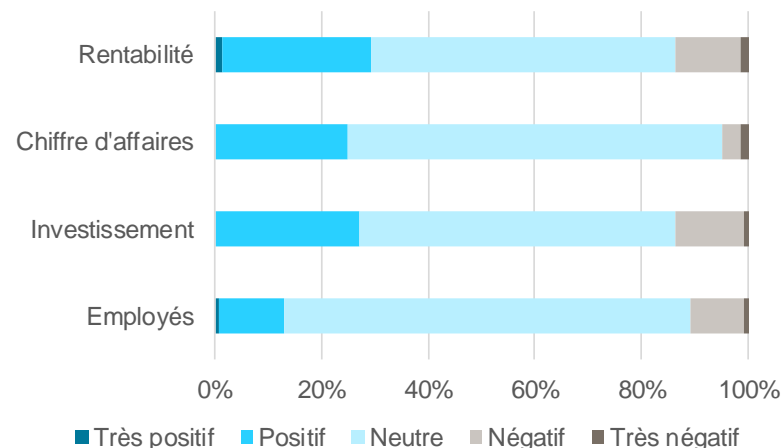
Note de lecture : 13% des PME estiment que la digitalisation aura un impact très positif sur leur rentabilité dans les cinq années à venir.

Base : PME ayant entamé leur transformation digitale

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

nombreuses à anticiper un impact positif que négatif sur ces trois indicateurs.

L'impact attendu de la digitalisation sur le nombre d'employés est plus mitigé. Les PME anticipent majoritairement un impact neutre dans les cinq années à venir, y compris les plus digitalisées d'entre elles. Ces dernières sont toutefois 36% à anticiper un impact positif contre seulement 6% un impact négatif. Les PME les moins digitalisées sont plus partagées, 13% prévoyant un impact positif contre 11% un impact négatif.



Note de lecture : 1% des PME estiment que la digitalisation aura un impact très positif sur leur rentabilité dans les cinq années à venir.

Base : PME n'ayant pas entamé leur transformation digitale

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

03.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique du 26 août au 3 septembre 2019. L'analyse porte sur les 498 premières réponses jugées complètes et fiables reçues.

Champ : PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire comporte **10 questions autour de trois axes**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

04.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprises, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprises dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

[Bpifrance Le Lab](#)

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

[Rexecode](#)



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME

Baromètre trimestriel

Novembre 2019

Focus

**Les PME face aux enjeux climatiques et
environnementaux**

Principaux résultats

Trésorerie

La trésorerie des PME a peu évolué au cours des 3 derniers mois et reste à un niveau jugé confortable, mais elle est attendue en nette dégradation au cours des prochains mois. Les PME sont aussi nombreuses à déclarer une amélioration de leur trésorerie qu'une dégradation au cours des 3 derniers mois, et seules 27% d'entre elles jugent difficile leur situation de trésorerie (contre 30% au 3^e trimestre). La dégradation anticipée de la trésorerie future peut s'expliquer en partie par le contrecoup attendu après l'apport ponctuel de trésorerie associé en 2019 à la transformation du CICE en allègement pérenne de cotisations sociales.

Investissement

L'investissement serait moins dynamique en 2019 selon les anticipations des dirigeants de PME. La part des PME qui ont investi ou envisagent de le faire cette année s'affiche en baisse (53% contre 56% il y a un an pour l'année 2018). En outre, le montant des dépenses d'investissement devrait un peu ralentir (-2 pts). Les besoins de renouvellement et/ou de modernisation des équipements constituent toujours le principal motif de ces dépenses. Le motif d'extension de capacités recule en revanche.

Accès au crédit

La proportion de PME déclarant avoir recours aux concours bancaires pour financer leur exploitation courante (71%) ou leurs investissements (79%) est en baisse sur un an. **Les conditions d'accès au crédit restent aisées, dans un contexte de taux historiquement bas** : seules 18% des entreprises ont rencontré des difficultés pour financer leur exploitation courante, une proportion stable depuis un an, et 16% pour leurs investissements, proportion en légère hausse toutefois depuis 6 mois.

Freins à la croissance

Les difficultés de recrutement restent perçues comme le principal frein à l'activité des PME mais elles reculent un peu ce trimestre (citées par 53% des dirigeants de PME contre 59% il y a 3 mois). À l'inverse, les contraintes de demande progressent. Les perspectives de demande dégradées sont un frein pour 31% des PME (contre 26% il y a 3 mois).

Enjeux environnementaux

47% des dirigeants de PME pensent que les changements climatiques et environnementaux affecteront le fonctionnement de leur entreprise d'ici cinq ans. 45% d'entre eux anticipent un impact faible à nul et 8% ne se prononcent pas.

Un peu moins des deux tiers des dirigeants n'ont pas mis en place d'action ou de stratégie pour s'adapter à ces changements. Les principales raisons évoquées sont le manque de temps et l'absence d'alternative technologique (citées par respectivement 36% et 31% des chefs d'entreprise).

Les 36% de dirigeants qui ont mis en place des actions l'ont fait en premier lieu par sensibilité personnelle (68%) mais aussi par volonté de valoriser l'image de leur entreprise (61%). Le type d'action le plus fréquemment cité porte sur la gestion des déchets.

36% des dirigeants ont rencontré des obstacles lors de la mise en œuvre de ces actions, les principaux étant le manque de temps (pour 44% d'entre eux), l'évolution de la réglementation ou les incertitudes sur son évolution future (37%) et le manque de moyens financiers pour mettre en place ces actions (36%).

SOMMAIRE

01. Résultats de l'enquête

02. Focus - Les PME face aux enjeux climatiques et environnementaux

03. Méthodologie

04. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

Résultats de l'enquête

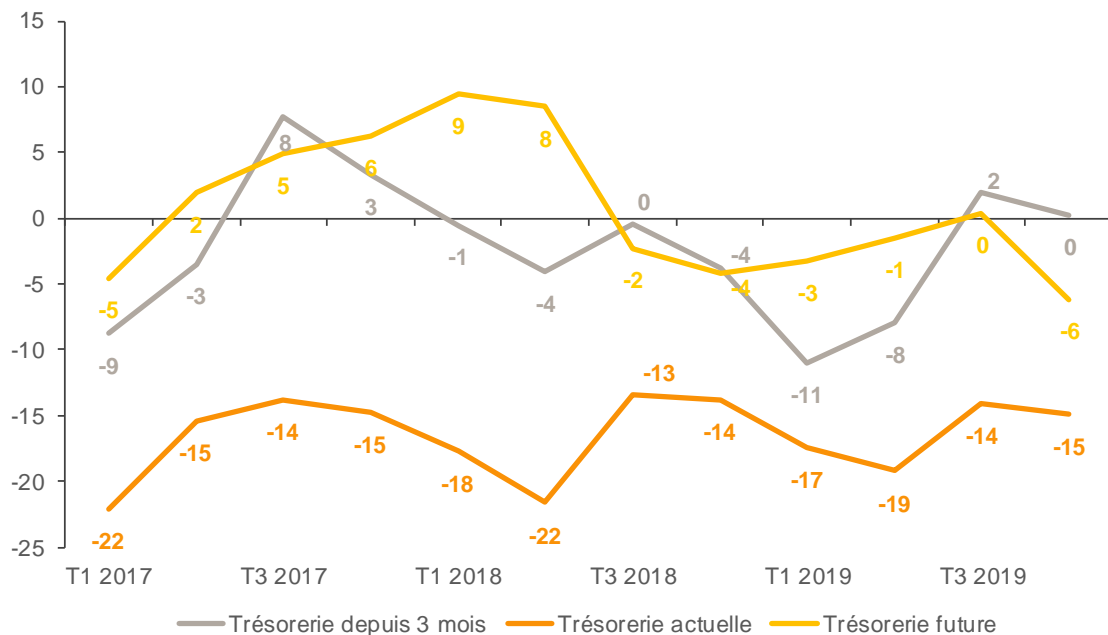


Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

La trésorerie des PME s'est quelque peu détériorée au cours des 3 derniers mois. L'indicateur relatif à l'évolution de la trésorerie passée s'est légèrement dégradé (-2 pts) et ne confirme pas sa hausse significative du trimestre précédent.

Il reste à un niveau relativement élevé, supérieur à celui d'il y a un an, et ne témoigne pas de modification substantielle du jugement ou du niveau actuel de trésorerie. Ce dernier est quasi stable (-1 pt sur un trimestre) et proche du niveau observé un an auparavant.

Toutefois, les perspectives d'évolution de la trésorerie au cours des 3 prochains mois se dégradent plus sensiblement (-6 pts). Il s'agit du point le plus bas observé depuis la création du baromètre début 2017.

↳ Les entreprises ont bénéficié en 2019 à la fois du CICE* dû au titre de la masse salariale 2018 et du nouvel allégement de cotisations sociales qui le remplace depuis le 1^{er} janvier. Cet apport ponctuel de trésorerie n'aura plus cours en 2020, ce qui peut expliquer en partie, couplé avec des perspectives d'activité moins allantes (voir infra), la dégradation des perspectives d'évolution de la trésorerie.

01. Résultats de l'enquête

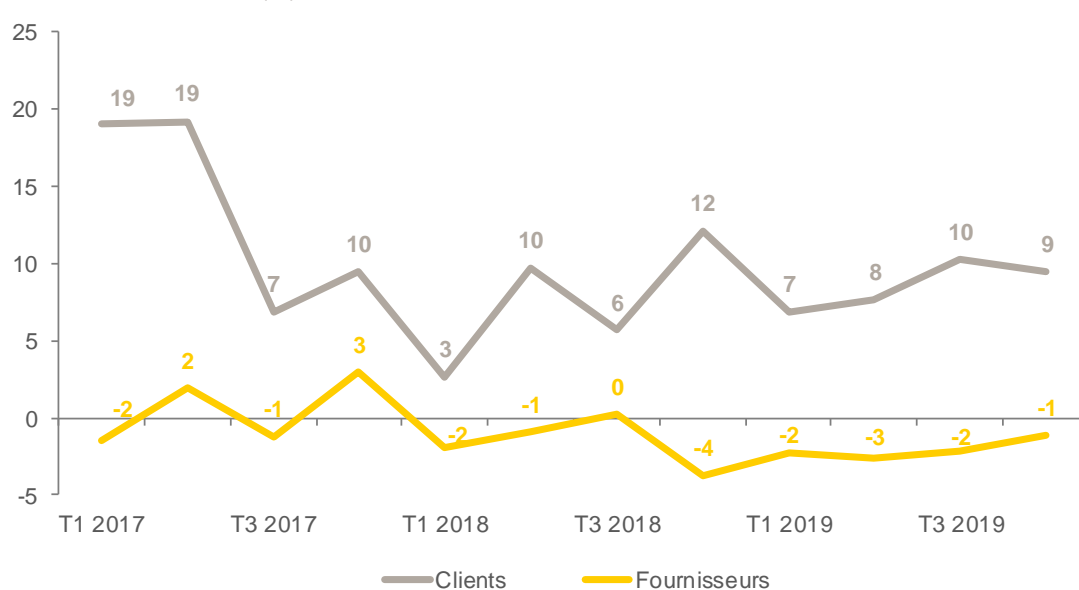
*Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Au 4^e trimestre 2019, les délais de paiement des clients se sont légèrement réduits par rapport au trimestre précédent et sur un an.

À l'inverse, les délais de paiements vis-à-vis des fournisseurs ont poursuivi leur tendance légèrement haussière entamé il y a un an.

👉 Le « solde commercial »* subi par les PME s'est amélioré par rapport au trimestre précédent et surtout sur un an.

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

01. Résultats de l'enquête

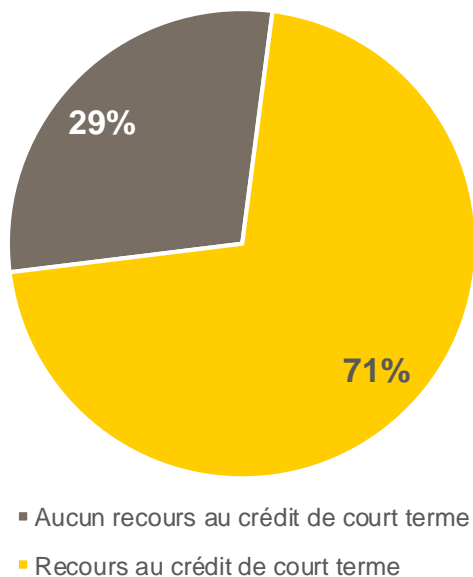
Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

Au cours des 3 derniers mois, 71% des PME ont fait appel aux organismes de crédit pour financer leur exploitation courante, une proportion en baisse par rapport au précédent baromètre (73%) et plus globalement sur un an (75% au T4 2018).

% des répondants



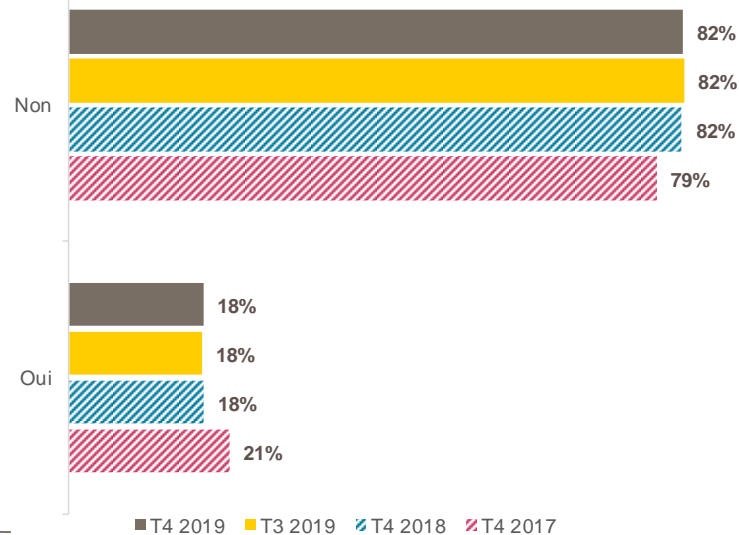
Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

01. Résultats de l'enquête

Parmi elles, seules 18% des entreprises déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant, une proportion stable sur le trimestre et depuis un an.

👉 Si l'accès au crédit de trésorerie pour les entreprises reste très aisé, la dernière enquête de la Banque de France sur l'accès des entreprises au crédit signale un léger durcissement de l'accès des TPE/PME aux crédits de trésorerie au 3^e trimestre 2019*.

% des répondants

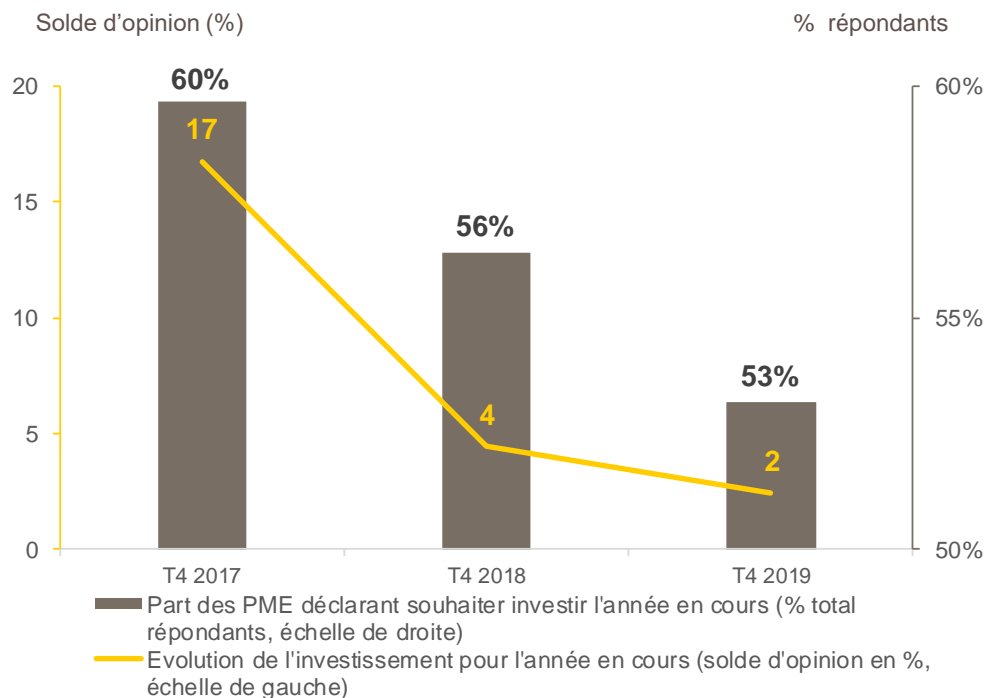


Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Investissement (1/2)



- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non
- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ? En hausse / Stables / En baisse



Une courte majorité de chefs d'entreprise (53%) déclarent souhaiter investir en 2019. Cette proportion est plus faible qu'au trimestre précédent (57%), et s'affiche en baisse par rapport au 4^e trimestre de l'année passée (pour l'année 2018 – 56%).

Fin 2019, les perspectives sur l'évolution des dépenses d'investissement sont un peu moins bien orientées que fin 2018 (l'indicateur en solde d'opinion recule de 2 points à +2).

📌 **Ces observations vont dans le sens d'un ralentissement de l'investissement des entreprises en 2019,** en cohérence avec les prévisions de l'Insee et dans un contexte où les perspectives d'activité sont un peu moins allantes*.

Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

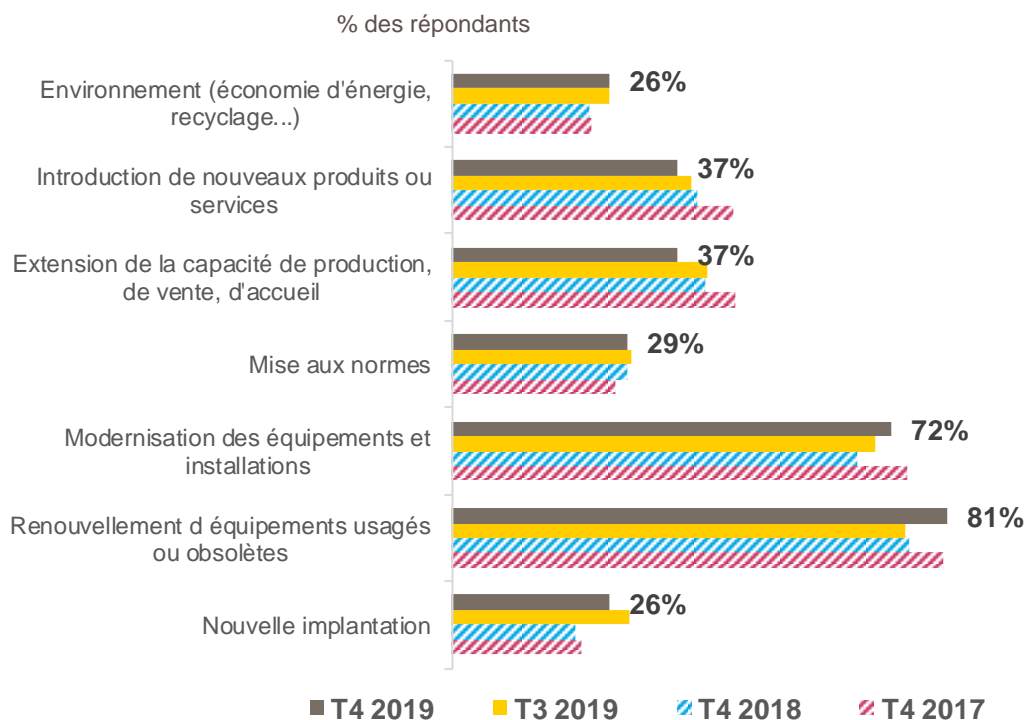
01. Résultats de l'enquête

*Dans son point de conjoncture d'octobre, l'Insee anticipe une croissance du PIB français de +1,3% (après +1,7% en 2018) et une croissance des investissements des entreprises de +3,3% (après +3,9%) .

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants déclarant investir en 2019

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le renouvellement et/ou la modernisation des équipements et installations restent, de loin, les principales destinations de l'investissement des PME. Les chefs d'entreprise sont encore plus nombreux à investir pour ces motifs qu'au trimestre précédent (respectivement cités par 81% et 72% des dirigeants déclarant investir, contre 74% et 70% au T3 2019).

En cohérence, les chefs d'entreprises déclarent avoir consacré ou envisagent de consacrer une part plus faible de leurs investissements à l'extension de la capacité de production, de vente et d'accueil (37% après 42%) et à l'introduction de nouveaux produits ou services (37% après 39%). Ces deux motifs se placent *ex aequo* en 3^e position. Viennent ensuite les investissements consacrés à la mise aux normes (part stable à 29%).

La proportion de chefs d'entreprise qui comptent investir dans une nouvelle implantation est en baisse ce trimestre (26% après 29%) mais reste en hausse sur un an.

La part de l'investissement consacré à l'environnement, en progression sensible sur un an, reste stable ce trimestre (26%).

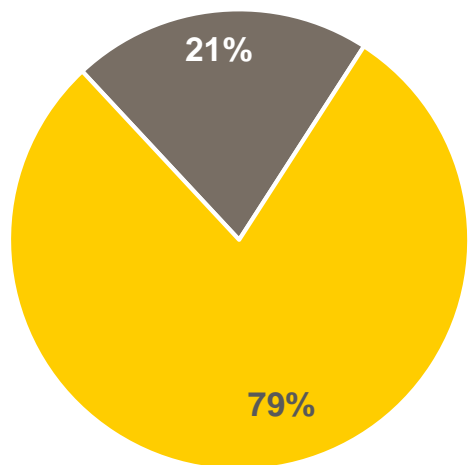
Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

79% des PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2019 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, soit un peu moins qu'il y a un an (82%) et que lors du trimestre précédent (81%).

% des répondants



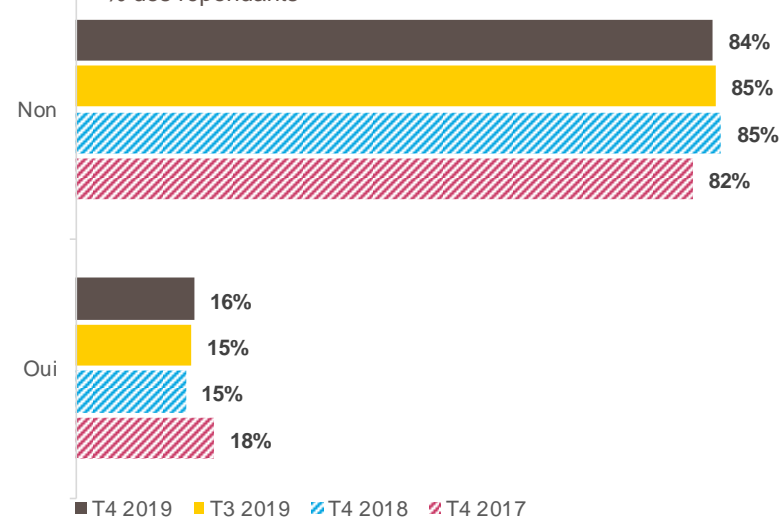
- Aucun recours au crédit d'investissement
- Recours au crédit d'investissement

Base : Répondants déclarant investir en 2019
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, 16% des entreprises signalent des difficultés pour financer leurs investissements, une proportion relativement faible mais en hausse d'1 point par rapport au trimestre précédent et de 2 points sur 6 mois.

👉 L'enquête confirme une facilité globale d'accès au crédit d'investissement pour les TPE/PME mais suggère une légère inflexion dans l'assouplissement des conditions d'octroi.

% des répondants



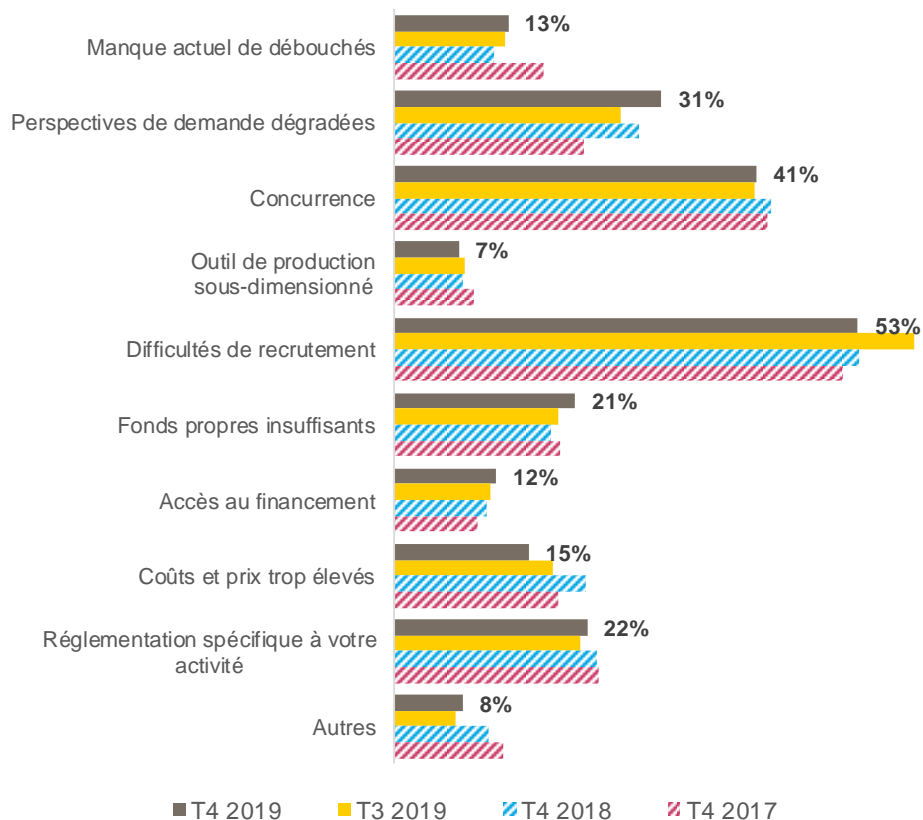
Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer ses investissements en 2019
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Freins à la croissance



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?

% des répondants



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les difficultés de recrutement demeurent le principal frein à la croissance des PME, en recul toutefois par rapport au trimestre précédent (frein cité par 53% des PME interrogées contre 59% au trimestre précédent, autant qu'un an plus tôt).

La concurrence reste le second frein cité par les entreprises (41%), jugée globalement stable.

À l'inverse, les contraintes de demande sont nettement plus pesantes ce trimestre. Les perspectives de demande dégradées représentent désormais un frein majeur pour 31% des dirigeants (contre 26% au trimestre précédent).

L'insuffisance de fonds propres et les difficultés d'accès au financement n'apparaissent qu'en second plan mais progressent ce trimestre, citées par respectivement 21% et 12% des PME.

Les coûts et prix trop élevés semblent moins peser sur l'activité des PME depuis un an.

Les difficultés de recrutement semblent avoir atteint un pic à l'été. L'inflexion observée ce trimestre est cohérente avec une demande anticipée qui serait moins soutenue.

01. Résultats de l'enquête

02.

Focus - Les PME face aux enjeux climatiques et environnementaux



Les PME face aux enjeux climatiques et environnementaux

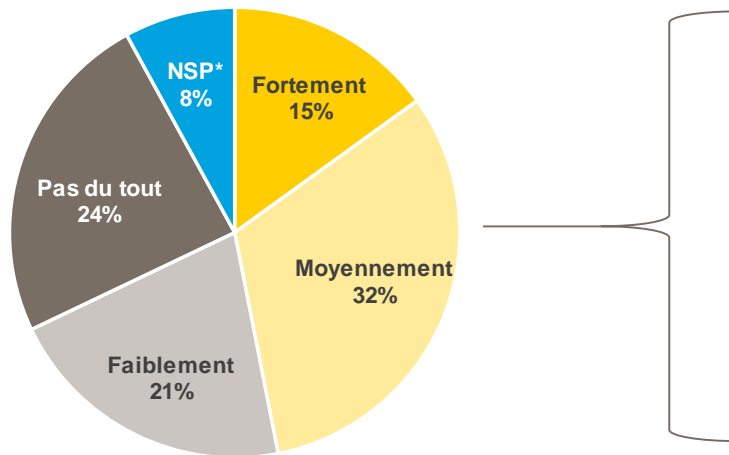


- **Question trimestrielle :** Pensez-vous que, d'ici cinq ans, les changements climatiques et environnementaux affecteront le fonctionnement de votre entreprise et sa performance / nécessiteront à celle-ci de s'adapter ?
- Si oui, quel impact anticipez-vous sur... ?

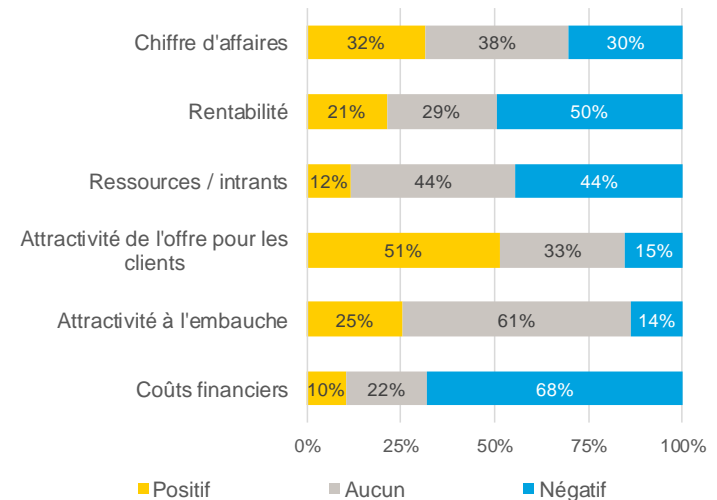
47% des dirigeants ayant répondu au questionnaire pensent que les changements climatiques et environnementaux affecteront moyennement à fortement le fonctionnement de leur entreprise d'ici cinq ans. Ces chefs d'entreprise s'attendent à un impact globalement négatif avant tout sur les coûts financiers (solde d'opinions à -58), mais également sur les ressources nécessaires à la production (-32) et sur la rentabilité de leur entreprise (-29).

En revanche, ils anticipent un impact plus souvent positif sur l'attractivité de leur entreprise, aussi bien vis-à-vis de leur clients (+36) qu'à l'embauche (+11). Sur le chiffre d'affaires, ils sont presque aussi nombreux à anticiper un impact positif que négatif (+2).

45% des dirigeants interrogés anticipent un impact faible à nul de ces changements sur le fonctionnement de leur entreprise et 8% ne se prononcent pas.



Base : Ensemble des PME
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode



Base : PME anticipant un impact modéré à fort des changements climatiques et environnementaux sur le fonctionnement de leur entreprise dans les 5 ans à venir
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

02. Focus : Enjeux climatiques et environnementaux

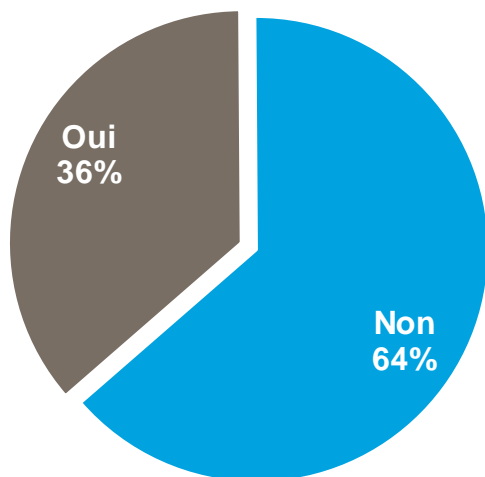
*Ne se prononcent pas

Les PME face aux enjeux climatiques et environnementaux



- Avez-vous déjà mis en place des actions ou une stratégie visant à vous adapter à ces impacts ?
- Si non, pour quelle(s) raison(s) ?

36% des PME déclarent avoir mis en place des actions ou une stratégie visant à s'adapter à l'impact des changements climatiques et environnementaux. Cette proportion monte à 44% chez les PME anticipant un impact modéré de ces changements sur leur entreprise et à 71% chez celles anticipant un impact fort (contre 25% pour celles anticipant un impact faible à nul).

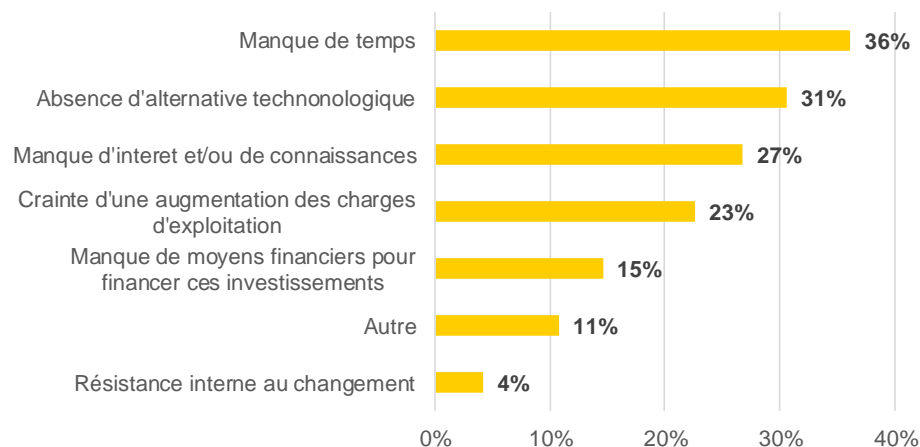


Base : Ensemble des PME

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

64% des PME n'ont pas mis en place d'action ou de stratégie pour s'adapter à ces changements. Le manque de temps est la principale raison avancée, citée par plus d'un tiers des dirigeants concernés (36%). Le manque d'intérêt et/ou de connaissances sur le sujet est également souvent avancé (27%). L'importance de ces deux facteurs suggère que la priorité accordée à cette problématique est relativement faible pour une majorité de PME.

Le second motif mis en avant apparaît plus indépendant de la volonté du chef d'entreprise ; il s'agit de l'absence d'alternative technologique (31%). La résistance interne au changement n'est pas vue comme un frein à ce type d'actions.



Base : PME n'ayant pas mis en place d'actions pour s'adapter

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les PME face aux enjeux climatiques et environnementaux



- Quels ont été les éléments déclencheurs et/ou les parties prenantes de votre entreprise qui ont incité à la mise en place de ces actions ?
- La mise en place d'une politique d'adaptation aux enjeux du changement climatique et de l'environnement est-elle avant tout pour vous... ?

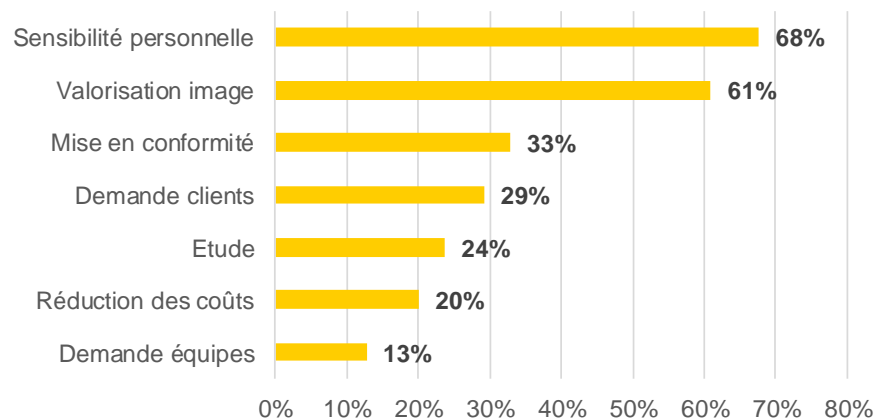
Les dirigeants qui ont mis en place des actions pour s'adapter aux changements climatiques et environnementaux l'ont fait en premier lieu par sensibilité personnelle (68%) mais aussi par volonté de valoriser l'image de leur entreprise (61%).

La mise en conformité a également été un élément déclencheur pour un tiers des PME.

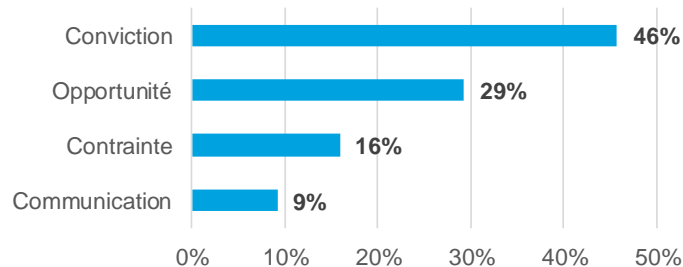
Les dirigeants sont également souvent encouragés à mettre en œuvre des actions par leurs clients (29%), moins souvent par leurs équipes (13%).

A noter que 20% des dirigeants ayant mis en place une stratégie d'adaptation aux changements climatiques et environnementaux l'ont fait dans un objectif de réduction des coûts pour leur entreprise.

En cohérence avec ces résultats, les dirigeants qui ont mis en place une politique d'adaptation aux enjeux du changement climatique et de l'environnement l'ont fait principalement par conviction (46%) puis par opportunité (29%). Seuls 16% des dirigeants déclarent l'avoir fait avant tout par contrainte.



Base : PME ayant mis en place des actions pour s'adapter
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

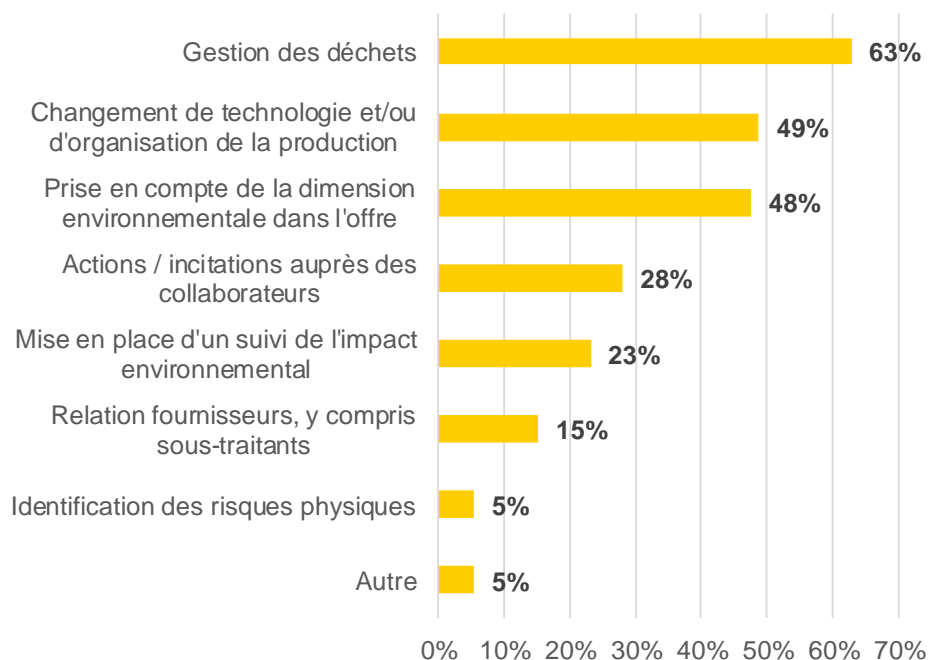


Base : PME ayant mis en place des actions pour s'adapter
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les PME face aux enjeux climatiques et environnementaux



- Sur quels aspects principaux portent vos actions d'adaptation aux enjeux du changement climatique et de l'environnement ?



Base : PME ayant mis en place d'actions pour s'adapter

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

La gestion des déchets (réemploi, valorisation des déchets, recyclage, collecte d'effluents, etc.) est le principal aspect sur lequel portent les actions d'adaptation des PME aux enjeux du changement climatique et de l'environnement (63%).

La moitié des PME ont opéré des changements de technologie et/ou d'organisation de leur production pour répondre à ces enjeux, **et une proportion similaire de PME ont adapté leur offre de produits ou services** pour mieux prendre en compte la dimension environnementale (produits plus sobres en consommation d'énergie ou en émissions de gaz à effet de serre, limitation des emballages, labels écologiques, etc.).

Dans 28% des cas, les dirigeants associent leurs collaborateurs à leur politique (réduction des mails, incitation à l'utilisation de transports publics ou de modes de transport économes en énergie, etc.).

Les mesures de suivi de l'impact environnemental et, plus fortement, d'identification des risques physiques (sécheresse, inondation) sur site, restent relativement peu utilisées (par respectivement 23% et 5% des PME).

Les PME face aux enjeux climatiques et environnementaux



- Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des obstacles dans la mise en œuvre de ces actions ?
- Si oui, quels sont les principaux obstacles rencontrés ?

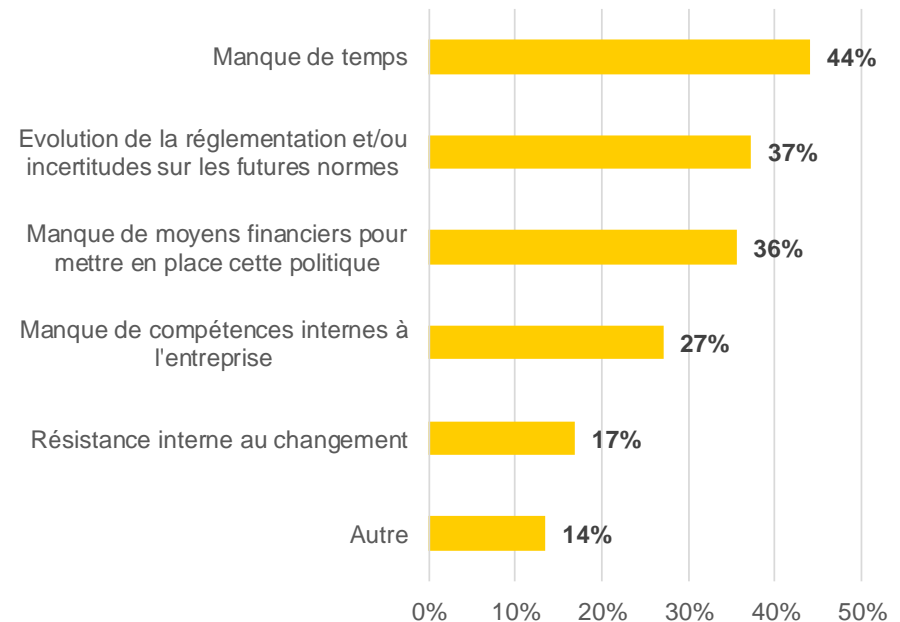
Les PME qui ont mis en place une politique d'adaptation aux enjeux climatiques et environnementaux l'ont fait assez facilement pour un peu moins des 2/3 d'entre elles. 36% déclarent toutefois rencontrer ou avoir rencontré des obstacles lors de la mise en œuvre d'une telle politique.

Le manque de temps est le principal obstacle avancé par les chefs d'entreprise (44%).

L'évolution de la réglementation et les incertitudes sur son évolution future sont également un frein majeur, cités par 37% des dirigeants interrogés, suivis de très près par le manque de moyens financiers pour mettre en place une telle politique (36%).

1/4 des PME déclarent également manquer de compétences en internes pour mettre en œuvre leur stratégie d'adaptation.

17% des PME ont fait face à une résistance au changement au sein de leurs équipes ou de leur organisation, ce qui souligne l'importance d'associer toutes les parties prenantes lors de la mise en place d'une telle politique.



Base : PME ayant rencontré des obstacles dans la mise en œuvre d'actions d'adaptation aux changements climatiques et environnementaux

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

03.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique de 1373 dirigeants de PME/TPE du 28 octobre au 6 novembre 2019.
L'analyse porte sur les 455 premières réponses jugées complètes et fiables reçues.

Champ : PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire comporte **10 questions autour de trois axes**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

04.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprises, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprises dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

[Bpifrance Le Lab](#)

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

[Rexecode](#)